

VéLa **rité**

Revue théorique de la IV^e Internationale



Ce qui est en jeu aujourd'hui au Venezuela

**Dossiers : Etats-Unis, Europe,
Amérique latine, Moyen-Orient**

**Il y a un siècle, la révolution d'Octobre...
Léon Trotsky en 1917**

N° 95

Nouvelle série (n° 701) - Septembre 2017 - Prix : 4 euros - 6 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky
(1929)

VéLa Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **Ce qui est en jeu aujourd’hui au Venezuela** p. 3
- **ETATS-UNIS –**
Convulsions d’un système à bout de souffle p. 7
- **EUROPE –**
Le mirage de la « gauche européenne » p. 15
- **AMERIQUE LATINE –**
Éléments sur la situation actuelle p. 23
- **MOYEN-ORIENT –**
Au lendemain de la visite de Trump p. 35
- **Il y a un siècle, la révolution d’Octobre...**
Léon Trotsky en 1917 p. 43

VéLa Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Ce qui est en jeu aujourd'hui au Venezuela

Nous publions dans cet article d'ouverture de ce numéro de *La Vérité* d'importants extraits de l'intervention faite par Andreu Camps, membre du secrétariat international de la IV^e Internationale, lors du rassemblement organisé le 2 septembre au cimetière parisien de Thiais, en hommage à Léon Sedov et à tous les militants du mouvement ouvrier victimes du stalinisme.

Chers camarades,

Qu'est-ce qui est en jeu aujourd'hui au Venezuela ? C'est le sort d'un peuple, c'est une certitude, mais c'est le sort également de tout un continent, et bien au-delà.

Le 12 août, Donald Trump a menacé le Venezuela d'une intervention militaire. C'était là la réponse de l'impérialisme à la victoire que le peuple vénézuélien venait de remporter lors des élections à la Constituante le 30 juillet 2017. Douze jours après.

Ces élections ont eu contre elles toutes les forces réactionnaires, tant au niveau international qu'au Venezuela même.

Donc, les bandes paramilitaires de la prétendue opposition démocratique appellent à la paix et, en même temps, organisent la guerre. Que va-t-il se passer dans les prochaines semaines ? Personne ne le sait. Mais aujourd'hui, nous sommes confrontés à la question suivante : la politique de Trump n'a pas fait l'unanimité, elle a obligé une grande partie des gouvernements latino-américains à dire qu'une intervention militaire pouvait provoquer un soulèvement sur tout le continent, et notamment au Brésil. Le Brésil, c'est plus de 200 millions d'habitants, un pays voisin du Venezuela avec une classe ouvrière organisée, une classe ouvrière qui a montré qu'elle est capable de résister à un gouvernement putschiste.

Et même les plus serviles, comme le président de la Colombie, Juan Manuel Santos, ou le président du Mexique, Enrique Peña Nieto, ont déclaré qu'il était possible que ce ne soit pas la meilleure solution.

« L'opposition démocratique » avait également emprunté pendant trois mois la voie des provocations de rue, des morts, des assassinats, notamment par l'intermé-

diaire de bandes paramilitaires, pour faire fléchir le gouvernement Maduro, gouvernement démocratiquement élu.

Or il n'a pas fléchi. Et comme « l'opposition » a été défaite lors des élections à l'Assemblée constituante, ils jouent maintenant la carte de la négociation.

Mercredi 30 août, l'ancien Premier ministre espagnol Zapatero a atterri à Caracas, pour dire qu'il fallait rouvrir la négociation.

Vous le savez, l'impérialisme n'a pas qu'une seule manière de mener sa politique. Il y a l'option militaire, mais si l'option militaire ne l'emporte pas, il y a l'option « négociation », avec le même objectif : écraser la nation vénézuélienne.

L'enjeu, aujourd'hui, au Venezuela, est donc majeur pour tous les peuples du continent, et aussi à l'échelle internationale.

REVENIR SUR L'HISTOIRE DU VENEZUELA

D'abord, un rappel sur l'histoire du Venezuela : ce pays détient le gisement de pétrole le plus important au monde, plus important que celui de l'Arabie Saoudite. Mais l'enjeu dépasse la seule question du pétrole et concerne tout le continent : c'est le fait qu'il existe la possibilité qu'un gouvernement puisse faire une politique un peu différente de ce qui est dicté par l'impérialisme américain. C'est un enjeu national pour le pétrole, mais qui se pose à l'échelle internationale. Car il s'agit de la capacité de l'impérialisme à contrôler, jusque dans ses ultimes détails, la vie dans tous les pays – en l'occurrence, sur le continent latino-américain, mais aussi celle de la classe ouvrière américaine elle-même.

Le pétrole, au Venezuela, a été nationalisé en 1975. Ce fut une nationalisation formelle. Une société a bien été constituée, la PDVSA (1). Mais il s'est dans le même temps constitué une administration de cette société, qui, dans les faits, était un Etat dans l'Etat, qui ne rendait aucun compte à l'Etat national et qui négociait directement avec les multinationales américaines. C'est de cette manière que PDVSA a bâti ses 200 entreprises aux Etats-Unis. Une situation contradictoire, qui fait que, maintenant, il est très difficile pour l'impérialisme américain, pour l'administration Trump, d'organiser légalement le boycott, puisque ces entreprises sont de droit nord-américaines... Et même si, par ailleurs, les « bandits impérialistes » n'hésiteraient pas une seule seconde à enfreindre leurs propres lois.

Les revenus du pétrole ne bénéficiaient pas au peuple vénézuélien. Ils bénéficiaient à une oligarchie très restreinte, qui s'était gagné un surnom : on l'appelait la « *Dame dos!* », c'est-à-dire « Donne-m'en deux ! », car ces gens se rendaient régulièrement à Miami pour faire leurs courses, et la blague est donc la suivante : « *Combien ça coûte? Oh! c'est pas cher, donne-m'en deux!* » C'est cela, l'oligarchie vénézuélienne. Vous savez, tous les chefs de l'opposition, présentés par la presse française et européenne comme des combattants de la liberté, sont des milliardaires, et une bonne partie d'entre eux sont les putschistes qui ont organisé le coup d'Etat d'avril 2002 contre Chavez. Par exemple, Leopoldo Lopez ou Maria-Corina – celle qui ne se fait plus appeler que par son prénom, parce que son patronyme n'est pas noble – faisaient partie des souscripteurs de la junte militaire de 2002. Elle n'a duré que trois jours.

Ces putschistes sont considérés par une certaine presse comme des prisonniers politiques. Et c'est cela que dit la presse européenne, notamment française et espagnole.

Or ce qui a changé, c'est qu'à l'élection présidentielle de 1998, ce fut Chavez qui remporta l'élection. Il l'emporta avec un seul mot d'ordre : il faut une Constituante pour refonder le pays. Il y a donc eu une campagne aux élections à la Constituante de juillet 1999. Et cette campagne s'est organisée autour de trois axes principaux :

la réforme agraire, que le pétrole serve à la population, et une loi du travail. Parce qu'il n'y avait pas de droit du travail au Venezuela. Et la question du pétrole était au centre. En particulier du point de vue de la classe ouvrière, parce que le premier syndicat à se constituer à Maracaïbo, dans les années 1930, fut celui des travailleurs du pétrole. Il y a donc une articulation entre l'organisation de la classe ouvrière, la place de la revendication de nationalisation du pétrole et le rapport au pouvoir.

La Constitution de 1999, issue de la Constituante, mettait ainsi au centre le contrôle réel sur les revenus pétroliers.

DÉFENDRE LES CONQUÊTES SOCIALES DU PEUPLE VÉNEZUÉLIEN

La question majeure a été qu'une bonne partie du revenu pétrolier a été utilisée pour satisfaire les besoins de la population. C'est la question essentielle.

J'ai eu l'occasion de réécouter le dernier discours de Chavez, dans la dernière campagne électorale qu'il a faite, en octobre 2012. Il était déjà très malade. C'était un militaire, vous le savez, il donnait des chiffres, il ne faisait pas de discours à la Castro, ses discours étaient relativement courts. Il disait alors : « *Qu'est-ce qu'a fait notre gouvernement? En arrivant au gouvernement, 60 % de la population souffraient de la famine. Aujourd'hui, c'est la moitié. En arrivant au gouvernement, il y avait 20 % de chômeurs. Aujourd'hui, on en est à 7 %.* En arrivant au gouvernement, il y avait cinq universités publiques. Aujourd'hui, il y en a 22. » Il annonçait également : « *Ce que nous voulons, pour le prochain mandat, c'est zéro famine, zéro chômage, tous les étudiants à l'université* », etc.

Il s'est alors trouvé confronté à la contradiction suivante, que lui-même, lucide, reconnaissait : « *Ce que nous faisons est en danger parce que les structures de l'Etat semi-colonial restent en place.* » C'est-à-dire que tout ce processus révolutionnaire n'était néanmoins pas parvenu à détruire l'Etat bourgeois semi-colonial et à instaurer

(1) *Petróleos de Venezuela SA* (en abrégé PDVSA) – Pétrole du Venezuela Société Anonyme.

rer un pouvoir des travailleurs. En tant que militaire, il entretenait un certain type de rapports avec la classe ouvrière : il disait « tout pour la classe », mais sans la classe. Cela veut dire qu'il n'était pas partisan de l'organisation indépendante de la classe ouvrière. Et cette question se repose à nouveau aujourd'hui.

Reprenons maintenant une question qui fait partie de notre combat : en 1987, nous avons aidé à organiser une conférence à Caracas contre le paiement de la dette. C'est à partir de cette conférence que le mot d'ordre de « *Non au paiement de la dette !* » a été celui du mouvement ouvrier – ou d'une partie du mouvement ouvrier – contre toutes les tentatives de renégociation, etc. Et aujourd'hui, la question de la dette est de nouveau posée.

Aux élections à l'Assemblée constituante, il y avait, parmi les candidats, 79 candidats ouvriers. Et parmi eux, il y en a quelques-uns qui vont participer à la 9^e Conférence mondiale ouverte à Alger.

Voici ce que ces camarades nous expliquent : depuis l'installation de la Constituante, il y a trente jours, toute une série de questions ont été traitées. La première – très importante – a été posée de la manière suivante : on accuse le gouvernement de massacrer les manifestants. La presse internationale dit qu'il y a eu 142 morts à la suite des interventions policières ou autres. Il est possible que des bavures mortelles aient été perpétrées : une commission pour la vérité a donc été constituée au sein de l'Assemblée constituante pour établir la responsabilité de ces actes. Le dernier rapport de l'ONU, qui n'est pas favorable au gouvernement Maduro, annonce, lui, qu'il n'y a que 26 morts, du fait des tirs de la police. Sauf que la Constituante, si elle veut avancer, doit faire place nette sur cette question.

Deuxièmement, il été décidé d'ouvrir une action en justice contre le président de l'ancienne Assemblée nationale, Julio Borges, et contre le vice-président, Freddy Guevara. A la suite des déclarations de Trump, ces gens se sont en effet adressés au gouvernement américain pour demander une intervention militaire. Faut-il les juger, ou pas ? Je dis cela parce que j'ai lu avant-hier dans le journal espagnol *El Pais* qu'à Caracas se mettaient en place des

procès staliniens ! Imaginez-vous si quelqu'un, ici – pour comparer ce qui est comparable –, en opposition à Macron, appelait à une intervention militaire contre lui !

Au-delà de ces deux questions, la Constituante n'a pourtant encore pris aucune autre disposition pour régler les principaux problèmes du pays. Les camarades nous expliquent qu'ils vont discuter deux questions : le paiement de la dette et le monopole du commerce extérieur. Ils vont exiger – vont-ils y arriver, ou pas ? – que le gouvernement décide de ne pas payer la dette pour pouvoir satisfaire les besoins de la population et instaurer le monopole du commerce extérieur. Deux mesures qui permettraient, entre autres, que la nation vénézuélienne puisse se défendre face au blocus réel que l'impérialisme et tous les gouvernements sont en train d'organiser contre le Venezuela.

Ce blocus ne dit pas son nom. Il faudrait affamer le peuple vénézuélien pour provoquer un soulèvement contre le gouvernement. Il se livre ainsi une authentique bataille en ce moment au sein de la Constituante. Car le gouvernement soutient qu'il faut continuer de tenir compte de la bourgeoisie patriotique et qu'il faut continuer de lui concéder des dollars à bon prix. Mais le problème, c'est que, normalement, les dollars concédés à la bourgeoisie terminent directement à Miami.

Il y a donc une véritable guerre de classe. Non contre les agents directs de l'impérialisme, mais au sein même de la Constituante. L'enjeu de ce conflit est aujourd'hui majeur.

LA POLITIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Ces questions nous obligent à reprendre, en rapport avec notre propre histoire, ce qu'est la politique de la IV^e Internationale. Léon Trotsky avait fixé, alors en exil au Mexique, ce que devait être la politique à mener vis-à-vis du gouvernement Cardenas, un gouvernement nationaliste qui avait décidé de nationaliser le pétrole. A ce moment-là, le pétrole était la propriété des grands « majors » britanniques. Et Trotsky a soutenu inconditionnellement la loi de nationalisation du pétrole. Il l'a d'ailleurs plus que soutenue. Il s'est y

compris adressé au Labour Party anglais, pour lui dire : vous ne pouvez pas appuyer Chamberlain, le Premier ministre britannique, qui menace le Mexique d'une intervention militaire. A cette occasion, il avait affirmé :

« Dans tous les cas où la bourgeoisie nationale affronte directement les impérialistes étrangers ou leurs agents réactionnaires, nous lui donnons notre plein soutien révolutionnaire, tout en conservant l'entière indépendance de notre organisation, de notre programme, de notre parti. »

Car dans le même temps, le gouvernement Cardenas essayait, et dans une certaine mesure avait réussi, à corseter la classe ouvrière en l'enfermant dans une politique corporatiste. Donc, nous soutenons toute mesure contre l'impérialisme en maintenant notre indépendance. Il ajoutait cependant :

« Sans perdre de vue que seule une ligne révolutionnaire conséquente, basée sur la participation des grandes masses à la lutte active et à la rupture sans réserve avec tous les partisans de la collaboration avec l'impérialisme, peut mener les masses opprimées à la victoire. »

Ce que disait Léon Trotsky en 1938 est aujourd'hui plus qu'actuel.

Lorsque, le 16 février 1938, Léon Sedov, fils de Léon Trotsky, a été assassiné par le KGB, il était à Paris parce qu'il organisait la conférence de proclamation de la IV^e Internationale. C'était la cheville ouvrière et politique de l'organisation de cette conférence, car son père était à 8 000 kilomètres de distance. Au moment même où Sedov était assassiné, Léon Trotsky, au Mexique, était en train, si l'on peut dire, d'aider à ce que le gouvernement Cardenas nationalise le pétrole. Quel meilleur hommage pouvons-nous rendre à Sedov, à Trotsky, à toutes les victimes du stalinisme, à tous les combattants anti-impérialistes, que d'expliquer ce qu'a fait Léon Trotsky en 1938 et ce que les militants de la IV^e Internationale sont en train de faire aujourd'hui ? Ce n'est en effet pas une question vénézuélienne (...).

Derrière toute cette campagne, on essaie de dire aux peuples du monde, aux travailleurs, qu'il n'y a rien à faire, que cela ne sert à rien de défendre leurs conquêtes.

Or il y a des conquêtes au Venezuela. Par exemple, il n'y a pas seulement le pétrole, qui sert dans une large mesure à satisfaire les besoins de la population. Il y a aussi le Code du travail (la LOTTT) (2), qui ne fut adopté que quelques mois avant la mort de Chavez. Ce Code du travail, vous pouvez le lire : il interdit les licenciements, il fixe la durée de la journée de travail, il interdit le travail de nuit des femmes, etc. C'est l'équivalent d'un Code du travail le plus avancé d'Europe. Mais la plupart des entrepreneurs, y compris certains gouverneurs proches de Maduro, ne le respectent pas. C'est pour cela que, pour nous, l'organisation indépendante de la classe ouvrière est la question centrale. C'est pour cette raison que le combat de la IV^e Internationale se concentre aujourd'hui, au Venezuela, sur l'aide à l'organisation indépendante, sur le plan syndical comme sur le plan politique.

Le camarade Ordoñez, député à la Constituante, et qui sera présent à la conférence d'Alger, a déclaré :

« Nous soutiendrons toutes les mesures qui défendront la souveraineté de la nation, qui conforteront les mécanismes de démocratie directe, mais aussi celles qui consolideront et affirmeront les droits sociaux et du travail du peuple travailleur. Avec toujours à l'esprit que seuls les travailleurs et les secteurs populaires organisés pourront défendre effectivement ces conquêtes contre l'intervention de l'impérialisme et de ses laquais. »

Je ne sais pas si le camarade Ordoñez a lu Trotsky, mais il est sûr qu'entre 1938 et 2017, il y a une continuité politique. C'est cela, la IV^e Internationale.

La IV^e Internationale, ce n'est pas simplement mémoriel. Le meilleur hommage à la mémoire, c'est de dire aujourd'hui que la IV^e Internationale place ses militants à la tête de la défense des travailleurs et des peuples pour l'émancipation sociale et démocratique.

Vive la IV^e Internationale !

(2) *Ley Orgánica del Trabajo, los Trabajadores y las Trabajadoras* (LOTTT) – Loi organique du travail, des travailleurs et des travailleuses, du 30 avril 2012.

Etats-Unis

Convulsions d'un système à bout de souffle

DONALD TRUMP n'était pas le candidat qui avait la préférence de l'impérialisme. Elu sur un programme ultraréactionnaire, visant un retour impossible à une Amérique et à un monde d'avant-guerre, il apparaissait d'emblée comme incontrôlable. Son programme contient à la fois une attaque frontale contre la classe ouvrière et une tentative de mettre l'économie mondiale au service des entreprises américaines, alors que leurs bénéficiaires sont aujourd'hui étroitement dépendants de la disparition des frontières douanières.

Sa présidence est un reflet de la crise qui frappe l'impérialisme en son cœur : pris entre la nécessité de dégager brutalement de nouvelles marges à l'extraction de la plus-value et celle de maintenir l'équilibre précaire qui permet cette extraction, le chemin pour faire survivre le système capitaliste est très étroit. Et, reflet de cette crise, il en est aussi un facteur d'accélération et d'approfondissement.

Après six mois de présidence, le bilan des réalisations de Trump est maigre, mais le chaos de son administration met en lumière les convulsions d'un système à bout de souffle.

LA QUESTION DE L'OBAMACARE

L'*Affordable Care Act* (ACA), loi sur les soins abordables, plus connue sous le nom d'Obamacare, a été la mesure emblématique de la présidence d'Obama. Dans un pays où une grande partie de la population

est obligée de renoncer à des soins de base, et même à des soins vitaux, la question de l'accès à la santé est centrale.

En 2013, Rose Ann DeMoro, secrétaire générale du syndicat d'infirmières NNU (1), revenait sur l'Obamacare et sur les attaques dont il faisait l'objet. Ce texte reste d'une actualité brûlante au moment où les parlementaires américains votent sur l'abrogation de ce dispositif. Elle expliquait notamment que

« ce qui a suscité l'ACA était le développement rapide d'une situation cauchemardesque dans la santé, avec 50 millions de non-assurés, des millions de faillites personnelles à cause des factures de soins et une explosion du nombre de malades renonçant aux soins à cause de leur coût (...). L'ACA s'attaque à certaines des pires inégalités : l'accès à Medicaid (*prise en charge de frais de santé par l'Etat pour les plus pauvres*) ou à des subventions pour s'acheter une assurance privée, et une riposte à quelques abus criants de la part des assureurs et une incitation pour les soins préventifs. »

Rose Ann DeMoro poursuit :

« Mais la loi renforce en fait le système des assurances privées en imposant à tout individu non couvert d'acheter une assurance. »

D'ailleurs, elle précise :

« Les compagnies d'assurance ont des décennies d'expérience dans le contournement du système et des entrepôts pleins d'experts travaillant à limiter la couverture

(1) Rose Ann DeMoro est la responsable nationale du National Nurses United (NNU) et occupe des responsabilités importantes au sein de l'AFL-CIO.

de chaque contrat. L'ACA permet aux assureurs de faire le tri des meilleures recrues, et, comme le relève un article du *Washington Post* du 21 novembre, des assurés découvrent que les assureurs restreignent leur choix de médecins et excluent de nombreux hôpitaux de leur "réseau" accrédité. On parle peu de ce que constatent les infirmières : les incitations financières prévues par l'ACA pour que les hôpitaux poussent les patients vers des établissements moins chers et moins réglementés, ou à rentrer chez eux » (2).

C'est bien toute la complexité de l'Obamacare : c'est une loi faite pour les assureurs, mais elle a permis à des millions d'Américains d'accéder aux soins.

Mais l'Obamacare est un gouffre financier : les assureurs entendent bien tirer des profits des polices d'assurance qu'ils font signer, quels que soient les revenus des assurés, et c'est donc l'Etat qui, au final, garantit ces bénéfiques. Le coût du système augmente, pendant que les assureurs se désengagent des zones les plus pauvres, où ils ne font pas assez de bénéfiques à leur goût. Toute l'impossibilité d'un système de soins privé est en train d'apparaître dans les faits. Il devient évident pour chacun que l'Obamacare ne peut être maintenu durablement.

Le remplacement de l'Obamacare par un système moins contraignant pour les assurés comme pour les assureurs a été la promesse de campagne qui a soudé le Parti républicain autour de son candidat à l'élection présidentielle. Mais il s'agit maintenant de la mettre en œuvre, et tout se complique. La Chambre des représentants a adopté un premier plan dans la douleur, après plusieurs votes, et avec une majorité étriquée. Le projet initial de Trump prévoyait de mettre à bas l'essentiel de l'Obamacare et de revenir à une situation proche du système antérieur. Les élus républicains à la Chambre l'ont profondément modifié, notamment pour maintenir le marché de millions de clients pour les assureurs créé par la réforme d'Obama.

Le Sénat a émis deux votes à la fin du mois de juillet, pour lesquels le sénateur McCain, ancien candidat républicain à la présidentielle, gravement malade, a été rappelé. Le premier de ces votes, adopté par 50 voix contre 50, celle du vice-président des Etats-Unis permettant de trancher, a rouvert les discussions sur l'Obamacare.

Le deuxième de ces votes devait décider de l'abrogation immédiate d'une partie des dispositions de l'Obamacare. Il a été rejeté par 51 voix contre 49, dont celle de McCain.

Pour expliquer son vote, McCain a déclaré :

« Depuis le début, j'ai toujours pensé que l'Obamacare devait être défait et remplacé par une solution plus compétitive, moins chère, et qui garantirait une meilleure prise en charge des Américains. La prétendue abrogation partielle sur laquelle le Sénat s'est exprimé aujourd'hui n'aurait pas permis tout cela. Si elle aurait pu défaire certaines des mesures les plus lourdes de l'Obamacare, elle ne proposait aucune mesure de remplacement pour véritablement réformer notre système de santé » (3).

Il traduit ainsi l'inquiétude de nombreux républicains, qui redoutent la réaction des 17 millions d'Américains dont le bureau du Congrès estime officiellement qu'ils perdront leur couverture dès 2018 en cas d'abrogation partielle de l'Obamacare. Ils redoutent, surtout, qu'une telle abrogation mette au centre de la situation la revendication d'un système de santé à payeur unique (c'est-à-dire sans assurance privée), vieille revendication du mouvement ouvrier réaffirmée en 2008 par la principale confédération syndicale des Etats-Unis, l'AFL-CIO, et dont Rose Ann DeMoro écrit justement :

« Débarrassée de l'impératif de faire passer les bénéfiques avant les soins, l'assurance maladie pour tous rationalisera le gaspillage administratif et les opérations complexes de facturation liées aux assurances privées. Medicare (*prise en charge de frais de santé par l'Etat pour les plus âgés*) pour tous éliminera les contrats de santé à plusieurs niveaux, qui empoisonnent les assurances tant collectives qu'individuelles, et qui sont plus liés au poids du porte-monnaie de l'assuré qu'à ses besoins de soins. Les questions de classe, de sexe, et les disparités raciales pour l'accès aux soins et leurs qualités disparaîtront avec Medicare pour tous » (4).

Bernie Sanders avait mis au cœur de sa campagne présidentielle la question d'un système de santé à payeur unique, et cela avait été le principal moyen par lequel il

(2) *The Guardian*, 27 novembre 2013.

(3) Communiqué de McCain du 28 juillet 2017, publié sur son site.

(4) *The Guardian*, 27 novembre 2013.

s'était assuré le soutien des syndicats américains. Et depuis l'élection, cette revendication reste posée par une série d'initiatives, auxquelles Sanders participe souvent. Le regroupement autour de Sanders reste ce qui marque aujourd'hui un Parti démocrate qui n'a plus ni majorité dans aucune des chambres ni la présidence. Ce regroupement correspond certes à une tentative de Sanders de ramener les organisations syndicales et les jeunes dans le giron du Parti démocrate, mais dans le même temps, il offre un cadre dans lequel se cristallisent les aspirations de nombreux militants qui ne croient plus dans ce Parti démocrate.

La coalition Healthcare-NOW (5), regroupant des syndicats, des groupes à l'intérieur du Parti démocrate et des associations, a organisé une conférence pour réclamer un système de soins à payeur unique en janvier dernier, juste avant l'investiture de Trump. La coalition organise notamment une campagne de signatures de parlementaires pour un projet de loi instituant un tel système. Si, pour l'instant, l'initiative reste contenue à des actions de type parlementaire, elle montre clairement la disponibilité de nombreux militants, en particulier syndicaux, pour se battre pour un système de santé à payeur unique. L'attaque que les républicains mènent contre ce système menace de faire exploser ce cadre : il apparaît de plus en plus clair que cette question ne pourra être tranchée dans le sens des travailleurs dans le cadre du Parlement américain, et que la revendication ne peut être portée que par le mouvement ouvrier.

UNE ADMINISTRATION EN CRISE

Avant de devenir président, Trump a animé une émission de « télé-réalité » dont l'enjeu était à chaque fois de savoir quand il prononcerait un retentissant « *Vous êtes viré* ». En six mois, c'est neuf membres de son cabinet et responsables d'agences fédérales qu'il a limogés, en réponse à la crise politique qui frappe les institutions américaines.

Mais ces limogeages correspondent bien plus aux tensions avec le Parti républicain qu'à un trait de caractère personnel : certains visent à contrer les caciques républicains, d'autres à conserver un minimum de soutien parlementaire. Mais tous contri-

buent au chaos généralisé de la Maison-Blanche, souligné par toute la presse. Les institutions américaines prévoient que plus de 500 fonctionnaires de haut rang de l'administration doivent être nommés par le président, puis validés par le Congrès. Pour l'instant, à peine plus de 200 d'entre eux ont pu l'être. Reince Priebus, l'un des responsables du Parti républicain, qui avait été nommé chef de cabinet, a été amené à démissionner après avoir été violemment mis en cause par le nouveau directeur de la communication de la Maison-Blanche, Scaramucci... qui lui-même était limogé après dix jours en poste à la demande du nouveau chef de cabinet. Au bilan de cette péripétie, le gouvernement Trump compte un républicain de poids de moins, qui avait géré une bonne part des négociations avec la Chambre des représentants sur la question de l'Obamacare.

Cette instabilité permanente empêche toute réforme. La réforme du système de santé a été l'objet d'intenses tractations avec les républicains. Une première fois repoussée par la chambre, elle a été entièrement réécrite par les parlementaires républicains, puis adoptée à une majorité étroite. Elle a été réécrite par le Sénat, qui a voté l'ouverture des discussions sur cette réforme, puis a repoussé d'une voix la réforme avec le vote contre de John McCain, ancien candidat républicain à l'élection présidentielle. Les républicains, tiraillés entre partisans d'une ligne dure et défenseurs d'une version risquant moins de provoquer une explosion de colère dans tout le pays, ne parviennent pas à s'entendre entre eux, et encore moins avec le président.

Et cette même paralysie affecte le gouvernement dans tous les domaines. Le décret présidentiel emblématique que Trump a essayé de prendre dès son arrivée à la Maison-Blanche, et qui doit interdire l'entrée aux Etats-Unis de ressortissants de sept pays, a été l'objet de toute une bataille judiciaire, qui se poursuit aujourd'hui encore. Ecrit, jugé illégal, réécrit, jugé partiellement illégal, seules certaines de ses dispositions sont en vigueur aujourd'hui, et

(5) Coalition de syndicats et d'associations fondée dès 2004, initialement sous l'intitulé « *Campaign for a National Health Program NOW (CNHP NOW)* » (Campagne pour un programme national de santé – maintenant).

la Cour suprême doit rendre un arrêt sur la légalité des dernières mesures qu'il prévoit au moment où, de toute façon, sa durée d'effet arrivera à échéance. Ce décret a été combattu par toute une série d'entreprises américaines, qui craignent qu'il entrave les relations commerciales qu'elles entretiennent avec toute une série de pays, ainsi que la possibilité pour elles d'embaucher des ressortissants de ces pays. Elles ont obtenu gain de cause sur ces questions, et, fondamentalement, le décret tel qu'il est appliqué aujourd'hui ne fait guère que restreindre les visites de touristes de ces sept pays...

L'élément de crise le plus évident vient des relations que l'équipe de campagne de Trump a entretenues avec le gouvernement russe. Très rapidement, il est apparu que de tels liens avaient existé, mais la mise en cause directe de la garde rapprochée de Trump, incluant son gendre, fragilise énormément son cabinet. L'enquête du FBI sur ces faits a déjà provoqué le limogeage de son directeur, James Comey, qui promet maintenant la publication prochaine d'un livre sur ses relations avec le nouveau gouvernement. Ce limogeage n'a pas pour autant interrompu l'enquête.

Jeff Sessions, le procureur général (ministre de la Justice), est la première figure connue du Parti républicain à avoir rejoint Trump dans sa campagne, dès ses débuts. Visé dans cette enquête, il s'en était vu récuser dès le départ. Plusieurs mois après, il vient d'essayer publiquement les foudres du président pour s'être dégagé de l'enquête, ce qui grippe un rouage de plus dans les relations entre la présidence et la majorité.

Sa famille proche mise en cause, c'est maintenant Donald Trump lui-même qui se trouve en première ligne dans cette affaire, avec tous les éléments de déstabilisation de la situation que cela représente. Loin de chercher à l'apaiser, il réagit en annonçant qu'il a le droit d'octroyer une grâce présidentielle à ses proches ainsi qu'à lui-même pour les faits qui lui sont reprochés. On apprend maintenant que le procureur spécial nommé pour enquêter sur ces accusations vient de décider de la convocation d'un grand jury, qui pourrait amener à des inculpations. Et pour empêcher son gouvernement d'interférer dans cette enquête en profitant des vacances parlementaires (qui lui donne le droit de prendre des déci-

sions normalement soumises au Congrès sans son aval), le Sénat a décidé de rester en session formelle tout l'été. Les accusations dont il fait l'objet pourraient pourtant tout à fait être un motif de destitution (*impeachment*) par le Congrès, mais cela ne résoudrait pas la crise gouvernementale, dont il est le symptôme bien plus que la cause.

Au centre de ces accusations de collusion avec la Russie, le président vient de subir l'affront d'un vote écrasant de la Chambre des représentants, puis du Sénat, en faveur de nouvelles sanctions contre la Russie, la Corée du Nord et l'Iran. Trump était évidemment opposé à ce train de mesures. Mais républicains comme démocrates ont voté ce projet, par 419 voix contre 3 à la Chambre des représentants et par 98 voix contre 2 au Sénat. Devant ce vote pour le moins massif, Trump a décidé de promulguer la loi sans y opposer son veto, que les deux chambres auraient pu outrepasser par un vote aux deux tiers.

LA CRISE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN CONTAMINE LES RELATIONS INTERNATIONALES

Cette loi, contre laquelle Trump s'est élevé, impose des sanctions économiques « extra-territoriales » contre les entreprises faisant du commerce avec ces trois pays. En particulier, ces entreprises pourraient se voir interdites de marchés publics aux Etats-Unis, et même d'accès aux prêts des banques américaines. Une telle loi va notamment impacter de nombreuses entreprises européennes, impliquées dans la construction du gazoduc Nord Stream 2 destiné à amener le gaz russe en Allemagne.

Les pays concernés ont protesté : la Russie a renvoyé la majeure partie du personnel diplomatique américain, l'Iran a annoncé que c'était une violation de l'accord sur le nucléaire. L'Union européenne ainsi que l'Allemagne ont également annoncé leur opposition. Pour la première fois depuis l'annexion de fait de la Crimée, les Etats-Unis ont pris des mesures sans concertation ni avec l'Union européenne ni avec l'OTAN. Qui plus est, il s'agit là de sanctions qui frappent des entreprises européennes.

Depuis son accession au pouvoir, Donald Trump essaie de redéfinir les relations internationales. Ironie de l'histoire : c'est contre la volonté du président américain que ces mesures, dans la droite ligne de ses positions sur la suprématie des Etats-Unis, ont été prises. Mais c'est une conséquence de la crise politique qui secoue les Etats-Unis : les parlementaires se trouvent obligés de prendre en charge, par-dessus le gouvernement, la politique étrangère des Etats-Unis, et ne peuvent le faire qu'en se confrontant à lui. De tous les revers qu'a déjà connus le gouvernement Trump, il s'agit peut-être de celui qui aura les plus grandes conséquences politiques, car il illustre que même dans le domaine de la diplomatie, généralement domaine réservé du gouvernement, ce dernier n'a pas la main.

En même temps qu'il promulguait cette loi, Donald Trump la critiquait, ajoutant ainsi encore au désordre qu'elle provoque et soulignant l'incapacité dans laquelle il se trouve de diriger la politique extérieure des Etats-Unis. Poutine n'a d'ailleurs même pas attendu que Trump promulgue la loi pour annoncer les mesures de rétorsion du gouvernement russe, montrant que ce dernier avait bien conscience que Trump n'avait pas le pouvoir d'imposer son veto.

Le programme de Trump en matière de politique étrangère vise à affirmer l'hégémonie de l'impérialisme américain... Ce programme endossé explicitement par Trump correspond aux contradictions de l'impérialisme américain : placé depuis la Deuxième Guerre mondiale dans une situation de gendarme du monde, il tire ses profits de sa position, mais cette position lui coûte cher. La doctrine Obama du « *lead from behind* » (diriger depuis l'arrière) avait déjà pour but de limiter le coût pour les Etats-Unis de cette position en faisant prendre en charge les opérations militaires par leurs alliés, tout en les coordonnant sans exposer directement leurs troupes (ou, du moins, le moins possible). L'élection de Trump a amené un changement de ton à première vue radical, mais, sur le fond, ce sont bien les mêmes contradictions qu'il cherche à régler.

C'est ainsi qu'il a sommé, comme le faisait son prédécesseur, les pays de l'OTAN d'augmenter leurs budgets militaires pour atteindre le plus vite possible les 2 % du produit intérieur brut (PIB) que l'OTAN se

donne comme objectif. Pour imposer cet objectif, il a brandi la menace de sortir de l'article 5 de l'OTAN, qui impose à tous les Etats membres de répondre à une attaque armée contre l'un de ses membres : menace bien vite retirée, tant elle signifiait concrètement la disparition de l'OTAN (6). Cet objectif impose aux Etats membres de tailler à la hache dans les finances publiques pour en extraire ces 2 %, qui bénéficieront au premier chef à l'industrie d'armement américaine. Mais pour tenir cet objectif tout en respectant le remboursement de la dette et la réduction des déficits publics, les pays membres de l'OTAN sont sommés de s'engager dans une politique de destruction de tous les services publics. Cela nécessite pour eux de se confronter avec leurs classes ouvrières, et le résultat est loin d'être acquis.

Sur les dossiers économiques, Donald Trump s'est positionné contre les accords de libre-échange, qualifiés de déséquilibrés pour les Etats-Unis. L'une de ses premières mesures a été de rompre les discussions autour du traité transpacifique TPP (7) (ce à quoi s'était aussi engagée Clinton).

(6) L'article 5 du traité de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) stipule :

« *Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles, survenant en Europe ou en Amérique du Nord, sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence, elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique nord.* »

Donald Trump a réaffirmé vendredi 9 juin 2017 que les Etats-Unis adhéraient à l'article 5 du traité de l'OTAN. « *J'engage les Etats-Unis sur l'article 5* », a affirmé le président américain lors d'une conférence de presse conjointe à la Maison-Blanche avec le président roumain, Klaus Iohannis.

« *Evidemment, nous sommes là-bas pour protéger. C'est l'une des raisons pour lesquelles je veux qu'on s'assure d'avoir une force très, très puissante en payant le genre de sommes nécessaires pour avoir cette force* », a ajouté Donald Trump, qui demande depuis des mois aux autres pays de l'OTAN de dépenser plus en matière de défense.

(7) Accord de partenariat transpacifique (*Trans-Pacific Partnership [TPP]*) : traité multilatéral de libre-échange signé en février 2016, qui vise à intégrer les économies des régions Asie-Pacifique et Amérique. Le 23 janvier 2017, Donald Trump signe un décret qui désengage les Etats-Unis de l'accord.

L'ALENA, l'accord de libre-échange qui lie les Etats-Unis au Canada et au Mexique, a ensuite concentré une bonne part de ses diatribes. Dirigées en particulier contre le Mexique, accusé de prendre des emplois aux ouvriers américains et de casser les prix, elles se sont accompagnées de l'annonce de la construction d'un mur entre le Mexique et les Etats-Unis, afin de restreindre l'immigration illégale. Le président mexicain, Peña Nieto, est un soutien constant des Etats-Unis. Il avait notamment accueilli Trump au cours de la campagne électorale. Mais cette question du mur, dans une situation où des millions de Mexicains vivent illégalement aux Etats-Unis, où ils fournissent une main-d'œuvre à bon marché dans de nombreux secteurs, met Peña Nieto dans une position pour le moins fragile. Devant les prétentions de Trump de faire payer aux Mexicains la construction du mur, il s'est contenté d'émettre une timide protestation sans s'opposer au mur en lui-même, qui va couper des millions de Mexicains de leur famille. Et c'est un élément important de crise politique au Mexique, où la position de Peña Nieto est difficile à tenir et où des manifestations importantes ont commencé à faire le lien entre la politique gouvernementale et la construction du mur.

La sortie de l'ALENA, que Trump avait mise dans la balance lors de ses premiers discours, n'est plus à l'ordre du jour. Cependant, l'annonce a refroidi les relations avec les voisins des Etats-Unis, et son retrait, loin de les réchauffer, a laissé toute la situation suspendue aux annonces contradictoires du président américain. Le 17 juillet, le projet du gouvernement a finalement été transmis au Congrès. Et ce projet consiste à ajouter quelques clauses au traité, clauses reprises du traité TPP. En réponse à ce projet, et au cours du mois qui sépare légalement sa présentation du début des négociations avec le Mexique et le Canada, un groupe de sénateurs démocrates a émis une série de propositions pour la renégociation de l'ALENA qui se veulent plus fidèles aux engagements que Trump avait pris au cours de la campagne. Le *New York Times* conclut :

« Cette proposition souligne l'étrangeté de la politique du moment présent. M^{me} Baldwin

(*sénatrice démocrate – NDLR*) a présenté une loi "Achetez américain", et M. Trump l'a reprise à son compte, mais elle n'a pas le soutien du reste du parti de M. Trump » (8).

Etrangeté ? Le mot est faible. Il s'agit bien plus d'une crise politique, qui illustre la manière dont Trump est suspendu en l'air, sans réelle majorité parlementaire, crise provoquée par l'impossibilité pour l'économie américaine d'un retour au protectionnisme et la nécessité d'engranger cependant les bénéfices de sa position politique.

LES RECOMMANDATIONS DU FMI AUX ÉTATS-UNIS

Le Fonds monétaire international (FMI) vient de publier un rapport en conclusion de son inspection annuelle, dont il a intitulé le résumé « *10 moyens pour développer la croissance des Etats-Unis* » (9). Dans ce dossier, le FMI se permet de donner une leçon économique à son principal contributeur, en lui recommandant un train de mesures. Beaucoup de ces mesures sont classiques et beaucoup correspondent au programme de Trump.

Dès le début, le FMI annonce :

« Les directeurs (*du FMI*) ont convenu que pour relever les défis à moyen terme, des mesures sur différents fronts seront nécessaires. Les réformes devraient comporter la construction d'un système d'imposition plus efficace ; l'établissement d'un système de régulation plus efficace ; l'augmentation des dépenses d'infrastructure ; l'amélioration de l'éducation et le développement des compétences ; le renforcement de la couverture santé, tout en maintenant son coût ; des allocations en direction des familles ; le maintien d'un régime de commerce et d'investissement libre, équitable et mutuellement bénéfique ; et la réforme des systèmes d'immigration et d'allocation. Les directeurs ont relevé que les objectifs des autorités (*américaines – NDLR*) sont dans les grandes lignes alignés avec ces priorités. »

Le FMI ne soutient pas la politique de Trump – ce n'est pas son rôle ; mais, clairement, il ne s'oppose pas à son programme.

Il recommande par exemple une réforme fiscale, dans le but d'alléger les impôts.

(8) *New York Times*, 2 août 2017.

(9) Rapport annuel du FMI sur les Etats-Unis, ainsi que son résumé, publiés le 27 juin 2017.

C'est l'un des points que Trump a mis en avant depuis le début de sa campagne. Le FMI discute certes le détail des projets du gouvernement américain, mais indique clairement son soutien à l'orientation générale prise dans ce domaine.

De même, le FMI apporte un soutien net à la renégociation de l'ALENA, en notant qu'« *il y a une marge pour moderniser les accords commerciaux, notamment l'Accord de libre-échange nord-américain (l'ALENA – NDLR) d'une manière qui soit mutuellement bénéfique pour tous les participants* ».

Le FMI soutient également les annonces de Trump sur les questions d'immigration, recommandant de la restreindre en fonction des compétences des candidats, sur la simplification des règlements fédéraux ou sur la politique de grands travaux qu'il avait annoncée.

Et, concernant la santé, le FMI écrit dans son résumé :

« La politique de santé devrait viser à protéger l'amélioration de la couverture qui a été obtenue depuis la crise financière, en particulier pour ceux dont les revenus sont les plus bas. Cela aura des conséquences positives pour la productivité, le bien-être et la participation de la force de travail. Dans le même temps, le système devra contenir les frais de santé. »

Le FMI décrit là en deux phrases la quadrature du cercle que Trump cherche à résoudre depuis six mois : réformer l'Obamacare, pour en diminuer le coût, sans diminuer sa couverture.

Mais, dans le même temps, le FMI a abaissé les estimations de croissance du PIB américain à 2,1 % pour 2017 et 2018 (contre des prévisions initiales de 2,3 et 2,5 respectivement). Il relève notamment que « *des incertitudes politiques significatives entraînent des risques sur la croissance à court terme plus grands que d'habitude et de deux natures* ». Et il poursuit en constatant que la baisse des impôts, en diminuant les ressources de l'Etat, risque d'entraver la croissance, mais aussi que, sans elles, l'augmentation de la dette et la surévaluation du dollar accroîtraient le déséquilibre de la balance des paiements : la marge de manœuvre du gouvernement est étroite.

Un peu plus loin, le document explique, à propos de l'objectif d'une croissance à 3 % :

« La bonne combinaison de réforme fiscale, de déréglementation, et un système commercial mondial plus juste, encouragerait l'investissement des entreprises, la création d'emplois, et permettrait aux Etats-Unis de demeurer un leader mondial en matière de technologie et de productivité. De plus, une réduction significative des dépenses fédérales non-militaires permettrait de soulager l'économie du fardeau d'une dette publique haute et en augmentation. »

Autrement dit, le programme de réformes du gouvernement américain va dans la direction de cet objectif de croissance.

Mais le rapport relève également :

« Un risque existe qu'un système politique très divisé puisse bloquer le programme de l'administration et/ou être la cause de l'augmentation de l'incertitude politique, entravant le progrès des changements politiques nécessaires à renforcer la productivité, la participation de la force de travail et l'investissement. »

UN PROGRAMME QUI NE PEUT QUE SE HEURTER À LA CLASSE OUVRIÈRE ET À SES ORGANISATIONS

Et en effet, les divisions au sommet de l'impérialisme américain conditionnent tous les plans du FMI comme ceux de Trump. Le président ne peut compter sur le soutien de la majorité parlementaire, pourtant républicaine comme lui, et cet affrontement débouche sur la paralysie du système politique américain. Le Parti démocrate n'est pas dans un meilleur état, tant l'opposition entre partisans de Clinton et de Sanders est grande.

Tous, démocrates, républicains, Trump, s'accordent sur l'objectif que l'impérialisme américain bénéficie à plein de sa position. Mais pas sur les moyens, ce qui provoque des alliances politiques de circonstance et des retournements d'alliance impromptus qui ne permettent pas de mettre en œuvre les réformes que les uns et les autres attendent pourtant. Le chaos de tout le système politique américain, à commencer par son gouvernement, est le reflet des hésitations et des désaccords aux sommets de l'impérialisme sur la manière dont il peut s'atteler à la tâche.

Mais les divisions politiques qu'évoque le FMI sont surtout des divisions de classes.

L'attaque contre la santé, et contre tous les services publics, ne peut que tendre à l'extrême les relations entre bourgeoisie et classe ouvrière aux Etats-Unis mêmes. Or la classe ouvrière américaine n'a pas été défaite et est disponible au combat. L'échec de l'Obamacare, d'une part, et l'attaque contre ses maigres progrès, de l'autre, remettront nécessairement au centre de la discussion la nécessité d'un système de soins à payeur unique. Et cette revendication reste un élément central pour l'ensemble du mouvement syndical. Les illusions parlementaristes qui subsistent aujourd'hui peuvent être vite balayées. L'abstention formidable aux dernières élections montre qu'elles sont en passe de

l'être, le regroupement derrière Sanders semblant être la dernière forme possible de ces illusions, avant que leur impasse ne devienne évidente. Et alors, tout l'édifice politique qui cherche à encamisoler la classe ouvrière sera ébranlé.

Et à l'international, le dilemme est identique : la pression que le gouvernement américain cherche à imposer sur ses alliés nécessite que ces derniers s'attaquent à leurs propres classes ouvrières, avec tous les risques que cela comporte, dans un contexte mondial où il apparaît de plus en plus qu'aucun gouvernement ne contrôle plus rien.

Devan Sohier,
5 août 2017



DR

« Nous sommes
le peuple,
constituant
et souverain »

« Avec
la Constituante,
le mandat
du peuple »



DR

Manifestations à Caracas – Pour la défense de la souveraineté du Venezuela contre l'ingérence impérialiste américaine de Trump.

Europe

Le mirage de la "gauche européenne"

LA dérive de Syriza (au gouvernement en Grèce) a commencé après que Syriza a renié le mandat du 5 juillet 2015, par lequel le peuple grec a massivement rejeté le diktat du capital financier et de ses institutions de la troïka. L'espoir perdu d'une solution dans une nouvelle gauche a semblé reprendre un nouvel élan lors de la constitution du gouvernement d'Antonio Costa (secrétaire général du Parti socialiste portugais) après les élections législatives du 4 octobre 2015 et plusieurs semaines de diverses tractations. En effet, dans un premier temps, les porte-parole du capital financier et la Commission européenne avaient prôné une solution de gouvernement de coalition avec le Parti socialiste et les partis de droite, mais finalement, c'est un gouvernement dit « d'unité de la gauche » qui s'est constitué. Celui-ci, dès le départ, n'était pas en contradiction avec les attentes du capital financier, parce qu'il était basé sur le respect du pacte de stabilité.

Une formule inédite semblait raviver les espoirs de la vieille politique « d'unité de la gauche », une bouée de sauvetage notamment pour les différents groupes issus de l'éclatement de la structure internationale des différents Partis communistes après l'effondrement de l'URSS, institutionnalisé en décembre 1991.

En effet, c'est la « voie portugaise », dont les mérites sont actuellement vantés dans toute l'Europe comme étant l'issue possible, celle qui sauvera du déclin inévitable les différents partis issus du stalinisme, mais aussi ceux issus de la social-démocratie.

Il nous convient, en partant des faits, d'analyser la véritable politique de ces gouvernements composés de façon homogène par le Parti socialiste portugais et soutenus dans le Parlement – l'Assemblée de la République – par le Parti communiste portugais (PCP) et par le Bloc de gauche (BE).

Cette unité à géométrie variable (nous en donnerons des exemples) permet au gouvernement, même quand il est minoritaire au Parlement – dans un pays où, produit déformé de la révolution d'avril 1974,

l'Assemblée de la République conserve une partie de ses prérogatives de Parlement –, de faire passer ses lois contre les travailleurs et le peuple, soit par l'abstention (si nécessaire), soit par le biais du vote favorable des partis de droite en faveur des lois lorsque le PCP et le BE votent contre. Nous analyserons quelques éléments du bilan de ces deux années du gouvernement « d'unité de la gauche ».

L'INÉLUCTABLE DESTRUCTION DES PARTIS TRADITIONNELS

La marche à la destruction des partis traditionnels, produit de la résistance des masses – qui n'a pas cessé un seul instant – et qui s'est exprimée sous des formes différentes dans tous les pays sur le terrain électoral, directement dans la lutte des classes ou plus souvent dans une combinaison des deux, traverse tout le continent.

Il y a à cela une cause majeure : la subordination des appareils de ces partis à la politique du capital financier pour la défense et le maintien du régime de la propriété privée sous la forme de « l'humanisation de la mondialisation », de la régénérescence des institutions ou du dépassement de la lutte des classes au nom de la « société civile ».

Il serait insensé de croire que la « voie portugaise » pourrait épargner les forces politiques qui s'identifient à ce « modèle », notamment en France et en Espagne, de la crise inévitable qui les traverse.

Si l'irréversible marche de ces partis à leur propre destruction n'a pas pris la forme que nous imaginions dans les années 1970-1980 et qui nous avait amenés à définir à cette époque la stratégie de la transition sous la forme de la Conférence mondiale ouverte – c'est-à-dire s'il ne s'est pas opéré une rupture vers la gauche de secteurs entiers d'organisations traditionnelles (d'origine social-démocrates et/ou staliennes) –, elle a pris la forme d'une lente décomposition, mais elle montre néanmoins que cette destruction est inéluctable.

Sans doute, les délais et les formes ont été plus longs et différents que prévus, mais aujourd'hui, de la Grèce à l'Allemagne en passant par les pays dits de l'Est, des centaines de milliers de militants se retrouvent soudainement libérés de la tutelle des anciens appareils dans une période de brusques bouleversements qui annoncent d'intenses mouvements de la lutte des classes.

Nous avons expliqué comment, en France, la section française de la IV^e Internationale s'est insérée dans le mouvement de lutte des classes contre la loi travail et sa prolongation sur le terrain électoral, qui s'est exprimée au travers de La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon. Nous nous sommes exprimés largement sur la manière dont la section française de la IV^e Internationale, émancipée de tout point de vue dogmatique, s'insère dans ce processus de radicalisation (1).

Il serait illusoire de croire que c'est une spécificité française. Certes, les formes sont françaises, mais des phénomènes analogues s'expriment ou s'exprimeront dans tous les pays.

Les processus de différenciation politique, y compris d'éclatement au sein des organisations, sont d'une ampleur comparable à ce qui se développe sur d'autres continents, comme en Amérique latine, et particulièrement au Brésil, ou en Afrique, notamment en Afrique du Sud.

TOUTE UNE PÉRIODE S'ACHÈVE

Toute la période pendant laquelle le capital financier a pu colmater, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, avec l'aide des appareils réformistes et staliens, les brèches menaçant sa domination est en train de finir.

L'histoire ne se répète pas, mais du point de vue de la méthode, nous pouvons prendre appui sur ce que disait Léon Trotsky à la veille de la Deuxième Guerre mondiale : la fin de celle-ci amènerait irrémédiablement à l'éclatement de processus révolutionnaires d'une ampleur inégalée, et il était donc nécessaire pour les forces – mêmes limitées – de la IV^e Internationale de s'insérer dans ces processus.

Sans revenir sur les causes qui ont empêché la IV^e Internationale de parvenir à s'enraciner dans les masses, il nous faut, sans perdre de temps, comprendre que nous sommes à la fin de cette période ouverte par la Deuxième Guerre mondiale. Le vide politique que laisse la marche à leur propre destruction des appareils tend à se remplir de mouvements et d'organisations aux aspects contradictoires et quelquefois éloignés de la lutte des classes. Podemos en Espagne, Syriza en Grèce et d'autres regroupements ou mouvements de ce type semblent être cependant des phénomènes passagers.

L'objectif de la IV^e Internationale et de ses sections en Europe est de combattre pour la construction de partis révolutionnaires adaptant la stratégie de la transition à la réalité. Et tout d'abord en s'insérant dans la lutte des classes et dans les processus de résistance qui se constituent et qui, comme nous l'avons dit, prennent des formes différentes de celles que nous avons connues dans les années 1980.

L'un des objectifs de la 9^e Conférence mondiale ouverte, en continuité avec le combat que nous avons mené depuis 26 ans, depuis la constitution en janvier 1991 de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, c'est d'aider à rassembler, établir le dialogue et combattre en commun avec les forces les plus avancées dans le combat de résistance, dans le combat pour l'émancipation sociale et pour l'émancipation nationale.

Nous publions ci-dessous différents textes. Tout d'abord, un bilan des deux années du gouvernement « d'unité de la gauche » élaboré avec les camarades de la section portugaise de la IV^e Internationale. Ensuite, trois documents, l'appel signé par des militants allemands, français et polonais lors de la réunion qui s'est tenue à Berlin le 17 juin dernier (document 1). Puis des réponses à cet appel, notamment de Roumanie (document 2) et du Portugal (document 3), qui permettront d'illustrer la méthode de préparation de la conférence mondiale.

Andreu Camps

(1) On peut notamment se reporter à l'article de *La Vérité*, n° 94 (juin 2017), « France – Au lendemain de l'élection présidentielle, un effondrement politique sans précédent », pages 7 à 14.

Portugal : deux années de gouvernement d'« Union de la gauche »

DU point de vue du capital financier et de certains secteurs de la « gauche européenne », les deux années de gouvernement portugais présidé par António Costa, secrétaire général du Parti socialiste, ont été un succès remarquable. Et quelques-uns vont plus loin en tentant de montrer comme exemple l'union réalisée au Portugal pour l'entendre à d'autres pays, donnant comme contre-exemple le gouvernement Syriza en Grèce.

Pour avoir un point de vue réfléchi à propos du bilan de ce gouvernement, il faut partir de deux questions :

– la situation au Portugal après quatre ans de gouvernement PSD-CDS appliquant le mémorandum de la troïka ;

– la politique réelle, dans les faits, que ce gouvernement d'Union de la gauche a mise en place.

LES CONSÉQUENCES DE L'APPLICATION DU MÉMORANDUM DE LA TROÏKA

Rappelons que la troïka a été constituée au moment de l'effondrement de l'économie grecque pour élaborer un plan d'ajustement de sauvetage au service du capital financier. Le système financier grec était totalement dépendant des capitaux allemands et français, et la troïka, malgré son affirmation d'indépendance, a en réalité pris les dispositions pour défendre les intérêts du capital financier à majorité allemands et français en Grèce (1). La troïka était composée, rappelons-le, de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international (FMI) (dont Dominique Strauss-Kahn était à l'époque le directeur général).

Le plan de la troïka en Grèce fut adopté en mai 2010.

La crise économique ouverte au Portugal, expression de la crise générale, a amené la même troïka à y élaborer un plan d'ajustement en mai 2011. Ce plan a été appuyé par les deux partis de droite portugais (PSD et CDS) (2) et la direction du PS. Les élections législatives ont eu lieu le 5 juin 2011. Les deux partis de droite y ont obtenu une courte majorité absolue, en voix et en sièges, et ont constitué un gouvernement. Différents secteurs du capital financier ont appelé à associer le PS à ce gouvernement pour constituer ce qu'on appelle « le Bloc central ». La direction du PS n'y a pas souscrit et n'a donc pas participé au gouvernement.

Les presque quatre ans et demi du gouvernement PSD-CDS ont été une catastrophe

pour les travailleurs et le peuple portugais. Car il a essayé d'appliquer, au pied de la lettre, le mémorandum de la troïka avec la tolérance de la direction du PS. Ces quatre ans ont été traversés par d'importantes mobilisations. A plusieurs reprises, les conditions pour une grève générale étaient quasiment réunies à partir de la mobilisation des enseignants. Cela a provoqué une crise gouvernementale – Vitor Gaspar, le ministre des Finances, et Paulo Portas, le président du CDS (l'un des partis piliers du gouvernement), ont tous deux démissionné –, crise qui a été suivie d'une autre, de caractère institutionnel. A titre d'exemple, le Tribunal constitutionnel, dont la place particulière est un produit déformé de la révolution portugaise d'avril 1974, a bloqué certaines mesures contre les retraités comme contraires à la Constitution.

Le gouvernement s'est attaqué en particulier au droit du travail. Une partie substantielle de la législation du travail – produit de la révolution – a été abrogée, notamment par l'adoption d'une loi facilitant les licenciements collectifs et permettant la caducité des conventions collectives. La rémunération des heures supplémentaires a été réduite de moitié. Les pensions et les retraites ont subi des coupes brutales. La prestation contributive des travailleurs (l'équivalent de la CSG en France) a été substantiellement alourdie, pendant que celle des patrons se réduisait. Le gouvernement a licencié quelque 40 000 fonctionnaires et a engagé un processus de démantèlement des services de santé et de Sécurité sociale. Il a poursuivi la privatisation de grandes entreprises stratégiques comme Portugal Telecom, qui, après avoir été décapitalisée par la banque BES (3) (son principal actionnaire), a été vendue au fonds spéculateur français ALTICE (4).

(1) Philippe Legrain (ex-conseiller du président de la Commission européenne Durão Barroso), dans une interview donnée le 11 mai 2014 au journal portugais *Público*, expliquait : « Les "aides" au Portugal et à la Grèce ont été surtout des plans de sauvetage déguisés aux banques allemandes et françaises pour les sauver des financements irresponsables qu'ils ont octroyés, et qui sont en train d'être payés par les contribuables portugais et grecs. »

(2) *Partido Social Democrata* (PSD – Parti social-démocrate) et *Partido do Centro Democrático Social* (CDS – Parti du Centre démocratique et social).

(3) *Banco Espírito Santo* (BES).

(4) ALTICE, multinationale spécialisée dans les télécommunications et les réseaux câblés, dirigée par l'homme d'affaires Patrick Drahi, qui détient SFR, Virgin mobile, BFM-TV, RMC et les journaux *L'Express* et *Libération*. Principal actionnaire de Portugal Telecom.

Il a poursuivi également le démantèlement-privatisation de la Banque centrale publique, tandis que, dans le même temps, il a renfloué à coups de milliards d'euros les banques privées en situation de faillite.

A la veille des élections d'octobre 2015, le gouvernement était absolument à bout de souffle, incapable de poursuivre la politique qu'il avait menée durant ces années, et de nombreuses voix s'élevaient pour réclamer une alternance, et notamment un accord avec le PS.

Les élections d'octobre 2015 ont infligé une défaite majeure aux partis de droite et ont donné une majorité, en voix et en députés, au Parti socialiste, au Parti communiste portugais (PCP) et au Bloc de gauche.

Après un mois et demi de tractations, un gouvernement du Parti socialiste a été formé avec le soutien parlementaire du PCP et du Bloc de gauche. Soutien parlementaire qui est à géométrie variable avec, notamment, des lois sur lesquelles le PCP et le Bloc de gauche se sont abstenus ou ont voté contre, mais pour lesquelles la droite a voté pour. Le PSD et le CDS ont voté avec le groupe parlementaire du PS pas moins de cinq lois. Et plus particulièrement, le 23 décembre 2015, le gouvernement a présenté un budget rectificatif à la suite du plan de sauvetage de la BANIF (5), ce sauvetage impliquant un apport de l'Etat de 2 255 millions d'euros. Le PC et le Bloc de gauche ont voté contre, le groupe parlementaire a voté pour et la loi est passée par l'abstention du principal parti de la droite (PSD). Un autre exemple : la proposition de loi du PCP et du Bloc de gauche d'augmenter de 10 % l'allocation de chômage (réduite lors du plan d'austérité précédent) n'est pas passée, le PS ayant voté contre, la droite s'étant abstenue.

En revanche, les principaux projets de loi et résolutions présentés par le PCP ou par le Bloc de gauche — sur l'éducation, la santé, la Sécurité sociale, le travail et la banque — ont été rejetés par le groupe parlementaire du PS, ainsi que par ceux du PSD et du CDS.

Ces quelques exemples montrent qu'il ne s'agit même pas d'un accord d'unité de la gauche autour de mesures positives, mais limitées, et que ce qui été voté correspond aux intérêts du capital financier.

C'est l'unité de gauche à la portugaise... Le nouveau gouvernement a présenté, le 17 avril 2017, à l'Assemblée de la République, un programme de stabilité 2017-2021 qu'il n'a même pas soumis au vote, mais il se proposait d'assujettir son appréciation aux institutions de l'Union européenne. Ce plan de stabilité cherchait à réduire le déficit budgétaire pour retrouver un budget excédentaire en 2021. Ce

qui représente, selon Eugénio Rosa, économiste reconnu de la CGTP, une réduction des dépenses publiques de l'ordre de 7,5 % du produit intérieur brut (PIB). Ce plan prévoyait, en même temps, le paiement des intérêts de la dette, d'un montant annuel de 8 milliards. Les deux ans du gouvernement Costa ont entraîné une réduction de 10 % des investissements publics. Question majeure qui a été soulevée au moment des grands incendies qui ont eu lieu en juin et juillet au Portugal avec l'absence totale de moyens pour intervenir. Mais ce gouvernement n'a abrogé aucune des mesures anti-ouvrières que son prédécesseur avait adoptées. La presse internationale a souligné les exploits économiques du gouvernement, notamment les créations d'emplois. Mais quelle est la réalité ? Selon Arménio Carlos, secrétaire général de la CGTP, huit emplois sur dix récemment créés sont des emplois précaires avec des salaires de 30 à 40 % en dessous du salaire moyen, avec les conséquences que l'on comprend sur le fonctionnement de la Sécurité sociale.

Concernant les salaires des fonctionnaires — qui sont gelés depuis huit ans, ce qui a déjà diminué leur pouvoir d'achat de 11 % —, le gouvernement se propose de continuer à les réduire de plus 3,9 % sous couvert du plan de stabilité 2017-2021. Cela explique que, le 26 mai, il y ait eu une grève générale massive de la fonction publique, qui a imposé l'unité des syndicats malgré le fait qu'elle a été convoquée uniquement par la fédération syndicale de ce secteur intégrée à la CGTP.

L'économiste Ricardo Paes Mamede a synthétisé la situation de la manière suivante :

« L'essentiel de la croissance économique dans des pays comme le nôtre dépend de la conjoncture internationale (taux d'intérêt bas, prix du pétrole réduit...) et de mesures exceptionnelles comme l'a été la combinaison d'une augmentation des impôts à la consommation et de la réduction des dépenses de ce que l'on appelle les fonctions sociales de l'Etat. »

Résumons-nous :

— la prétendue croissance fut surtout le résultat de la généralisation des bas salaires, c'est-à-dire de l'augmentation du taux d'exploitation de la force de travail ;

— « *le plus bas déficit de la démocratie* », dont se vante António Costa, a été obtenu aux dépens d'une réduction brutale de l'investissement public et de l'asphyxie financière des services publics.

(5) *Banco Internacional do Funchal* (BANIF), banque portugaise présente dans plusieurs pays de l'Amérique latine.

La politique du gouvernement Costa s'inscrit dans une continuité de celle menée par les différents gouvernements depuis qu'en 1977, le gouvernement Soares a signé la lettre d'intention avec le FMI, entamant la remise en cause des conquêtes de la révolution portugaise.

Aujourd'hui, l'économie portugaise ressemble de plus en plus à l'économie d'un pays semi-colonial. Seulement 13 % du produit intérieur brut sont le fruit des produits manufacturés, et 2 % ceux de l'agriculture. C'est-à-dire que les 85 % restants sont le fruit du secteur tertiaire, et notamment du tourisme.

La quasi-totalité de la banque portugaise a été vendue aux enchères aux banques étrangères. La dernière en date, c'est la banque BANIF, qui, après avoir reçu 2 250 millions de capitaux publics, a été donnée en cadeau à la Banque de Santander.

Au Parlement, le Parti communiste et le Bloc de gauche ont voté contre cette « liquidation » de la BANIF en décembre 2015. Pour autant, cela ne les a pas empêchés de voter favorablement quelques mois plus tard le budget de l'Etat pour 2016, puis le budget

pour 2017, présentés par le même gouvernement qui a liquidé la BANIF.

En ce sens, le gouvernement d'« Union de la gauche » a poursuivi la politique dictée par le capital financier de destruction des bases de financement productives de la nation portugaise.

Après la perte des colonies durant les années 1970 et les coups systématiques des gouvernements successifs qui ont réussi à démanteler peu à peu les nouvelles bases économiques et sociales mises en place à la suite de la révolution de 1974, l'Etat portugais n'est devenu qu'un appendice de troisième ordre du dispositif de l'impérialisme mondial. Il maintient dans une certaine mesure sa stabilité parce que le flux migratoire vers l'étranger ne s'est pas arrêté.

Toute illusion sur le caractère du gouvernement d'« Union de la gauche » serait mortelle par rapport à la défense des intérêts des travailleurs, par rapport au maintien ou à la reconquête des grands services publics (santé, éducation, transports...) produits de la révolution, et à l'existence même des organisations de la classe, notamment les syndicats.

Document 1 : conférence de Berlin (17 juin) Appel aux travailleurs et militants d'Europe

« **A**NOS collègues, travailleurs et militants, engagés dans la bataille, dans toute l'Europe, pour la défense des conquêtes sociales et politiques essentielles de la classe ouvrière.

A l'occasion de la rencontre organisée ce 17 juin à Berlin entre militants ouvriers du secteur de la santé venus d'Allemagne, de France et de Pologne, et sur la base d'informations qui nous parviennent de Grande-Bretagne, d'Espagne..., un constat s'impose : l'offensive de destruction dont la santé est l'objet aujourd'hui n'est pas le produit d'une série de « réformes » nationales, mais d'une offensive d'ensemble dictée par le capital financier, opérée sous son contrôle et selon ses méthodes, et déclinée, dans chaque pays, par nos gouvernements respectifs.

Qu'il s'agisse de la « règle d'or » en Allemagne au nom de laquelle la grande coalition étrangle les hôpitaux, l'école, les crèches..., ou bien de la « tarification à l'acte » (T2A) en France, c'est l'application dans le domaine de la santé des règles implacables de la compétitivité mise en œuvre par le capital financier dans l'industrie avec les conséquences qu'on leur connaît. Et les collègues polonais ont expérimenté toute la brutalité du capitalisme néolibéral après la « thérapie de choc » de ce qui fut appelé la « transformation du système » engagée en 1990. La destruction de l'industrie, une pri-

vatation sauvage, la déréglementation du droit du travail, le chômage et le manque d'un système de sécurité sociale ont rejeté la Pologne au statut de périphérie.

Il n'y a aucune exagération à dire qu'une catastrophe humanitaire est méthodiquement préparée par nos gouvernements respectifs.

Ce qui est en jeu, c'est l'existence du socle de lois et de règlements arrachés de haute lutte par la classe ouvrière de nos pays respectifs. Des lois, des règlements qui reconnaissent à tout travailleur, à tout retraité des droits en matière de santé échappant à la décision de leurs exploiters.

Ce qui est en jeu, ce sont les rapports du capital et du travail codifiés dans la législation sociale de chaque pays, comme en témoigne l'articulation de l'offensive contre la santé, contre les systèmes de sécurité sociale et de retraite avec l'offensive de déréglementation totale des relations de travail.

De gigantesques combats se préparent sur le vieux continent européen, d'ouest en est, du nord jusqu'au sud.

Ceux qui font mine de croire que le combat des travailleurs français contre la destruction du Code du travail est terminé après l'élection de Macron, mentent.

Ceux qui font mine de croire que le combat des travailleurs allemands pour l'abrogation de l'Agenda Schröder, pour la réintégration de tous les travailleurs dans le cadre des conventions collectives, pour se libérer de « la règle d'or » est terminé sous le prétexte que la direction du SPD et du DGB ne les a pas soutenus, mentent.

Et ils se trompent quand ils veulent faire le chantage aux travailleurs polonais pour qu'ils renoncent à leur combat contre les privatisations, contre la déréglementation et pour la défense de l'indépendance des syndicats, parce que ce gouvernement — qui applique des « correctifs » fallacieux — serait le représentant du « petit peuple ».

Alors que les uns cherchent à user du chantage au danger d'extrême droite pour tenter de resserrer les rangs autour de leur politique, d'autres essaient d'obtenir le même résultat avec une démagogie nationaliste et xénophobe. Tous font pression sur les directions du mouvement ouvrier pour qu'elles s'alignent sur leurs mesures « inéluctables » et leurs exigences, et pourtant, ils n'ont pas le pouvoir de faire refluer le rejet par des millions d'hommes de leur politique criminelle.

Un rejet qui, sous des formes propres à chaque pays, gagne un à un tous les États européens : France, Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne..., et devient l'acteur principal de la situation.

Sur les ruines des vieux partis qui se réclamaient encore du mouvement ouvrier et que leur subordination aux exigences du capital a condamnés, des différenciations s'opèrent, des regroupements tentent de se former pour répondre à l'aspiration des larges masses. C'est ainsi que la percée électorale d'un Mélenchon en France tient au fait qu'une large couche de militants, tournant le dos aux vieux partis compromis de la traditionnelle « Union de la gauche », a décidé de se saisir de sa candidature axée sur la défense sans condition du Code du travail et de la Sécurité sociale.

La percée, le 8 juin, de Corbyn en Grande-Bretagne, appuyée sur le programme de renationalisations et d'abrogation des lois antisyndicales de Thatcher, exprime le même mouvement. De la même manière, en Espagne, une majorité massive de membres et de militants du PSOE a voté pour Pedro Sanchez, qui a refusé tout accord et tout rapprochement avec le gouvernement Rajoy, comme secrétaire général du parti.

Nous inscrivant dans cette recherche de re-composition politique du mouvement ouvrier, appuyée sur le combat pour la défense de l'indépendance de classe des organisations syndicales, défendant bec et ongles les conquêtes sociales et politiques arrachées par la classe ouvrière depuis la guerre, nous décidons de nous adresser à tous les militants que nous pouvons joindre en Europe pour les inviter à élargir avec nous l'échange que nous avons commencé ce 17 juin à Berlin.

Nous sommes convaincus qu'une victoire des travailleurs français faisant reculer Macron sur le Code du travail fournirait un formidable point d'appui au combat des travailleurs allemands pour l'abrogation de l'Agenda Schröder, au combat des travailleurs polonais contre les privatisations, contre les contrats de travail déréglementés et pour l'indépendance des syndicats, au combat des travailleurs espagnols pour l'abrogation des lois de déréglementation du travail... et vice-versa.

Le moment est venu de resserrer les liens entre militants de tous les pays d'Europe pour dire ensemble aux Merkel, Macron et Szydło, Rajoy, May, Renzi, Gentilone... et aux responsables de l'Union européenne à Bruxelles :

— Vous osez accuser vos peuples qui refusent les mesures meurtrières que vous décidez contre eux en vous couvrant fallacieusement des exigences de l'harmonisation européenne.

— Vous osez les accuser de chauvinisme et de nationalisme parce qu'ils refusent les diktats du capital financier « mondialisé ».

— Vous osez prétendre combattre pour une Europe harmonieuse garantissant la paix à ses peuples.

En déréglementant, en détruisant les droits politiques des travailleurs qui fondent la démocratie politique de nos sociétés, c'est vous qui êtes les fauteurs de guerre, les instigateurs des campagnes chauvines et racistes, les destructeurs de la civilisation européenne.

Faisant mine de brandir face à Trump le drapeau d'une Europe porteuse des valeurs de la civilisation, les Merkel, Macron et Szydło, Juncker, Tusk... exigent des États européens une augmentation des crédits militaires et un engagement direct derrière Trump dans la coalition des puissances impérialistes au Moyen-Orient, entraînant nos peuples dans la guerre sans fin, avec toutes ses conséquences.

De gigantesques combats se préparent, dressant les peuples d'Europe contre leurs gouvernements inféodés aux exigences des marchés financiers et des spéculateurs de tout poil.

C'est du développement de ces combats et de leurs convergences que dépend l'avenir d'une union libre et fraternelle de tous les peuples d'Europe, de l'est à l'ouest, du nord au sud.

Les signataires de cette lettre sont engagés dans la préparation d'une conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation convoquée à Alger en octobre prochain.

Ils décident de participer, sur la base des positions développées dans cette lettre, à la constitution d'une délégation européenne représentative à cette conférence mondiale ouverte.

Ils vous invitent cordialement à vous joindre à eux. »

Document 2 : lettre de la conférence ouvrière de Craiova (Roumanie)

« **R**EUNIS en conférence à Craiova, le 24 juin, des militants syndicaux, politiques et ouvriers de Roumanie ont débattu de l'appel de Berlin (1), adressé à tous les travailleurs et les militants engagés dans toute l'Europe dans la lutte pour défendre les acquis sociaux et politiques essentiels de la classe ouvrière.

Ils préparent la conférence d'Alger, avec laquelle ils ont affirmé leur pleine solidarité. Les délégués à la conférence de Craiova se sont déclarés en accord avec l'initiative des participants de Berlin afin de construire une délégation européenne représentative à cette conférence mondiale ouverte.

Ils considèrent que les exemples fournis et les conclusions de la conférence de Berlin sont pertinents et justifiés par la nécessité de constituer un mouvement ouvrier européen commun, dans le cadre du mouvement ouvrier mondial.

Pour mettre en œuvre ces actions communes, la conférence de Craiova considère comme nécessaires les actions suivantes :

- défendre l'indépendance des syndicats ;
- la solidarité internationale de la classe ouvrière ;
- l'information et la formation des militants syndicaux par des publications, des conférences, des échanges, des séminaires de formation ;
- une réaction de la classe ouvrière internationale face au capital mondialisé ;
- démasquer les dirigeants traîtres de la classe ouvrière, en supprimant les obstacles qu'ils dressent souvent contre l'action syndicale de la base ;
- augmenter la conscience de la classe ouvrière sur les tâches générales pour être en mesure de résoudre des problèmes plus spécifiques, répondant à la contradiction entre être et avoir ;
- unifier la classe ouvrière nationale, européenne et mondiale de toutes opinions politiques ;
- remettre en cause toutes les formes d'exploitation et de guerre dans les conditions du nouvel impérialisme.

La conférence de Craiova a également jugé nécessaire de considérer la nouvelle dynamique du capitalisme, avec ses différentes manifestations dans différentes régions du monde. En ce

sens, nous constatons la destruction de la classe ouvrière occidentale par la délocalisation, d'une part, par la réduction au minimum de ses droits par l'immigration, d'autre part.

Dans les pays d'Europe orientale, elle est détruite par la liquidation de grandes entreprises industrielles, créant un vide d'emplois qui conduit à une émigration massive. (Rappelons que la moitié de la population active de Roumanie a émigré, à la recherche de travail, mais la situation est similaire dans d'autres pays d'Europe orientale.) Cette liquidation des grandes entreprises est utilisée contre les autres travailleurs qui subissent la pression du chômage pour leur faire accepter la perte de leurs droits, y compris concernant les salaires.

Dans les pays « émergents », les droits des travailleurs étaient déjà minimes, et l'on y constate maintenant la lutte des classes la plus acharnée pour conquérir des droits. Enfin, il y a la zone dite « inutile », en particulier les pays pauvres en ressources, en Afrique et en Asie, où la classe ouvrière est encore à l'ère préindustrielle.

Tenant compte de cette dynamique, nous croyons qu'on peut mieux expliquer les phénomènes qui se produisent dans le monde, ceux qui exacerbent la xénophobie et le nationalisme conduisant à des guerres, l'exploitation accrue, la perte des droits civils.

Les instruments utilisés par les capitalistes contemporains pour préserver et étendre leur domination sont partout les mêmes : l'Union européenne, le FMI, l'OTAN et d'autres similaires. Avec ces instruments, ils contrôlent non seulement l'économie, mais la société tout entière, y compris les syndicats, s'ils ne sont pas en mesure de rester indépendants (l'exemple de la CES).

Nous pensons donc que le seul défenseur de la civilisation humaine, de la paix et du progrès historique, c'est la classe ouvrière. Elle a pour mission de trouver les moyens pour mettre en œuvre les mesures nécessaires pour changer la société actuelle, à travers une action commune, coordonnée et bien ciblée.

Nous espérons que la conférence d'Alger fera un pas décisif dans cette direction.

Craiova, le 24 juin 2017. »

(1) Il s'agit du document 1 ci-dessus.

Document 3 : réponse de militants portugais

« **N**OUS, militants portugais signataires de la convocation pour la tenue d'une conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation (CMO), l'automne prochain à Alger, nous sommes réunis à Lisbonne le 8 juillet, dans le but de réfléchir à la construction d'une proposition de travail commune aux militants d'autres pays du continent européen à présenter lors de cette CMO.

C'est dans ce contexte qu'a participé à cette réunion, à notre invitation, un responsable syndical de l'enseignement de France, engagé dans le processus de mobilisation et de résistance de la classe ouvrière et des travailleurs français pour empêcher la destruction du Code du travail (...).

Tout comme en France, dans notre pays, les droits du travail consignés dans le Code du travail, inclus dans les conventions collectives, dans les accords d'entreprise, dans les statuts spécifiques et dans le droit de grève, constituent les fondements de la démocratie, en particulier des fonctions sociales de l'Etat. Nous pouvons donc conclure que « nous sommes dans le même bateau », puisqu'ici, au Portugal, les attaques contre les droits du travail portées par les gouvernements antérieurs — et en particulier par le précédent gouvernement PSD-CDS — perdurent, car l'actuel gouvernement s'obstine à ne pas abroger la loi sur la caducité des contrats et conventions collectives de travail et à ne pas reconnaître le principe du « traitement le plus favorable ».

Et si, en France, ces droits ont été obtenus essentiellement à partir de la vague révolutionnaire qui a eu lieu à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, au Portugal, ils représentent les conquêtes majeures de la révolution qui a débuté le 25 avril 1974 et qui ont été ensuite consignées dans la Constitution de la République, tirant profit du meilleur de ce que les classes travailleuses avaient conquis dans toute l'Europe.

Nous avons pris connaissance de l'appel issu d'une conférence organisée par des militants de Ver.di et des commissions ouvrières du SPD, qui s'est tenue à Berlin le 17 juin dernier, avec la présence de délégations de Pologne et de France. Un appel adressé aux travailleurs de

tous les pays d'Europe engagés dans des actions — à partir de leurs secteurs d'activité — pour préserver les droits du travail et sociaux, incompatibles actuellement avec la survie du capital financier, auquel tous les gouvernements se soumettent, sans exception, au travers des institutions internationales, de l'Union européenne jusqu'au FMI.

Nous sommes d'accord sur le fait que les processus de résistance et de mobilisation qui se développent dans de nombreux pays sont le présage de mobilisations gigantesques, du succès desquelles dépendront nos vies et les vies des jeunes générations, imposant la formation de gouvernements subordonnés à la satisfaction des besoins de nos peuples respectifs, ouvrant la voie à la construction d'une union libre de nations souveraines, sans exploités ni exploités.

Le travail que nous développerons dans notre activité pourra aider à ces développements, en misant, dans notre cas, sur les initiatives pouvant contribuer à imposer le rétablissement de la liberté de négociation collective, le renforcement des syndicats et de leur indépendance, afin de mettre fin à la loi sur la caducité des conventions collectives et aux contraintes imposées à la loi sur la grève (notamment par l'application de services minimum là où rien ne les justifie), simultanément à des actions pour défendre les postes de travail, les liens, les salaires et les conditions de travail, l'école publique, le service national de santé et la sécurité sociale.

Dans ce contexte, nous répondons positivement à l'appel de la conférence de Berlin pour participer à l'échange entre militants des différents pays, et nous décidons :

- d'envoyer une délégation portugaise à la conférence mondiale ouverte (avec un nombre à définir) ;

- de réaliser une campagne financière pour soutenir l'envoi de cette délégation ;

- de faire connaître cette initiative aux centrales syndicales (en leur demandant de tenir une réunion sur cette question), ainsi qu'aux autres organisations de travailleurs ;

- de tenir une prochaine rencontre à la mi-septembre (la proposition est qu'elle se tienne le samedi 16 septembre). »

Eléments sur la situation en Amérique latine

Présentation

LE rétrécissement du marché mondial oblige l'impérialisme à remettre en cause les conquêtes arrachées par la lutte de la classe ouvrière, et tout d'abord aux Etats-Unis. Déjà, sous le gouvernement Obama, utilisant la reprise des relations avec Cuba, les Etats-Unis ont effectué un tournant dans leur politique concernant l'Amérique latine, qui visait à récupérer le terrain perdu depuis l'élection de Chavez au Venezuela (en 1998) suivie de l'arrivée au pouvoir par la voie électorale d'autres gouvernements de type bonapartiste ou semi-bonapartiste, comme produits déformés de la vague révolutionnaire qui a balayé le continent dans les années 1990 – et qui cherchaient à renégocier les termes de la domination impérialiste en faisant des concessions aux masses et en retirant à l'impérialisme le contrôle direct sur les ressources naturelles.

Il s'agissait d'un déploiement de la politique de la « guerre contre le terrorisme » – cristallisée dans la coalition de 60 pays, en août 2014 – avec laquelle Obama cherchait à soumettre tous les gouvernements, à commencer par les impérialismes européens, aux besoins du capital financier américain.

Avec ce tournant apparaissait clairement l'incapacité de l'impérialisme américain à tout contrôler. Pour briser la résistance des masses à la mise en œuvre d'une politique généralisée de régression sociale, il a besoin de la collaboration de tous les gouvernements, quelle qu'en soit la couleur politique. Ceux qui résistent à adopter jusqu'au bout les plans exigés par le capital financier doivent être mis à l'écart.

Les putschs « blancs » au Honduras (2009) et au Paraguay (2012), la tentative de putsch en Equateur (2010) ont été une sorte de test pour ce qui est advenu au Brésil et au Venezuela.

Dans le cadre de cette crise de domination impérialiste américaine, l'élection de Trump, qui n'était pas le favori de l'*establishment* impérialiste, est une expression de la crise et un pas supplémentaire pour l'aggraver. Sans une politique cohérente, le gouvernement Trump lui-même se trouve aux prises avec des crises successives.

C'est dans ce cadre convulsif et incertain qu'au Brésil, se développe sous forme de nouvelles attaques contre la nation et les travailleurs le putsch qui a renversé Dilma Rousseff, et qu'au Venezuela, les Etats-Unis prétendent renverser Maduro par la force. Peu de jours après qu'une partie de l'opposition vénézuélienne a décidé de participer aux élections régionales anticipées pour octobre, Trump a déclaré qu'il n'écartait pas « l'option militaire » dans ce pays, ajoutant que les Etats-Unis ont des troupes « dans le monde entier (...), et le Venezuela est un voisin, il n'est pas très loin ».

Ainsi, Trump exige qu'au Venezuela, ses alliés montrent la même disposition que lui à défendre jusqu'au bout les intérêts de l'impérialisme. Mais, en même temps, cela peut provoquer des fissures dans le soutien que lui apportent des gouvernements comme ceux du Pérou, du Mexique, et même le gouvernement putschiste du Brésil, lesquels ont pris leurs distances, certes timidement, à l'égard de sa menace. Ils connaissent les risques d'explosion sociale dans toute la région qu'une intervention militaire peut provoquer.

Les trois articles ci-après, sur le Venezuela, le Mexique et le Brésil, fournissent des éléments sur l'offensive impérialiste qui se poursuit, ainsi que sur la résistance que les masses opposent. Et des éléments du combat des sections de la IV^e Internationale qui, sur une ligne de front unique anti-impérialiste, cherchent à construire des points d'appui pour cette résistance, en particulier au sein des organisations construites par les masses. La 9^e Conférence mondiale ouverte sera un cadre pour faire confluencer cette résistance et l'aider à se développer.

Edison Cardoni,
21 août 2017

Le Venezuela à la croisée des chemins

DIX-HUIT ans après l'arrivée de Hugo Chavez à la présidence du Venezuela, ce pays, qui est l'un des plus grands producteurs et exportateurs mondiaux de pétrole, se trouve à la croisée des chemins.

Au cours de cette année 2017, la polarisation politique entre le chavisme – qui va au-delà de sa représentation politique officielle qui est le PSUV (1) –, d'un côté, et, de l'autre côté, l'opposition pro-impérialiste regroupée dans la MUD (2), a, sur une toile de fond de crise économique et sociale aiguë, atteint son paroxysme.

La MUD, renforcée par les résultats électoraux de décembre 2015 qui lui avaient donné une majorité des deux tiers à l'Assemblée nationale – pouvoir législatif à chambre unique créé par la Constitution de 1999 –, a essayé, depuis lors, de défier les pouvoirs exécutif et judiciaire, tous deux contrôlés par le chavisme, afin d'accélérer la chute du président Nicolás Maduro, dont le mandat s'achève en 2019.

Ainsi, depuis le mois d'avril, la MUD, en coordination directe avec le gouvernement Trump des Etats-Unis, poursuivant le même objectif que les gouvernements antérieurs de Bush et Obama pour reprendre le contrôle direct sur le pétrole et les richesses naturelles du Venezuela, a déchaîné une escalade de manifestations violentes dans l'objectif de démontrer « l'incapacité » du gouvernement Maduro à régler la crise économique et à maintenir l'ordre, ce qui sera le prétexte à une « intervention humanitaire », légitimée par des organismes régionaux comme l'Organisation des Etats américains (OEA) et le Mercosul (3).

L'opposition vénézuélienne agit dans un contexte régional où des gouvernements qui ont assumé le pouvoir en prenant appui sur une base populaire, dans une vague qui a pris naissance avec l'élection de Chavez lui-même en 1998, ont soit été renversés par des putschs « blancs », comme ce fut le

cas du gouvernement Dilma du PT au Brésil (et également au Paraguay et au Honduras), soit ont été remplacés par des gouvernements ouvertement pro-impérialistes, comme dans le cas de la défaite du « kirchnerisme » (4) en Argentine avec l'élection de Macri.

Ce sont des changements politiques directement liés à l'offensive de l'impérialisme des Etats-Unis – frappés par la crise mondiale débutée en 2007-2008 et en raison de leur propre crise politique interne (dont l'expression majeure est l'élection de Trump) – pour récupérer le terrain perdu en Amérique latine, leur traditionnelle « arrière-cour ». En même temps, la présence de gouvernements serviles envers Washington dans la région, outre ceux déjà cités, comme ceux de Colombie et du Pérou, ont favorisé « l'isolement » du Venezuela, redoublant la pression contre Maduro.

UNE GUERRE CIVILE LARVÉE

Cependant, en mettant son plan en action, l'opposition s'est trouvée confrontée à la mobilisation des bases du chavisme, ce qui a provoqué un « match nul » dans les rues, tandis que la crise institutionnelle se poursuivait.

(1) *Partido Socialista Unido de Venezuela* (PSUV) – Parti socialiste unifié du Venezuela, créé en 2007 par le regroupement des forces politiques soutenant la révolution bolivarienne initiée par Hugo Chavez à partir du Mouvement Cinquième République (MVR).

(2) *Mesa de la Unidad Democrática* (MUD) – Table d'unité démocratique, coalition politique de la droite conservatrice vénézuélienne se réclamant de la démocratie chrétienne et du libéralisme économique.

(3) *Mercado Comum do Sul* (Mercosul) – Marché commun du Sud regroupant depuis 1991 les principaux pays de l'Amérique du Sud.

(4) Le kirchnerisme est un mouvement politique argentin d'orientation péroniste. De 2003 à 2015, Néstor Kirchner et sa femme Cristina Fernandez de Kirchner se sont succédé à la présidence de la République.

Au meeting du 1^{er} Mai à Caracas, Nicolás Maduro a annoncé la convocation de l'Assemblée constituante en s'appuyant sur un article de la Constitution bolivarienne de 1999, comme issue pour trouver la «paix» et la réconciliation nationale au Venezuela.

La réaction de la MUD, qui a toujours combattu la Constitution «chaviste», a consisté à condamner la décision de Maduro comme anticonstitutionnelle et antidémocratique, appelant à la recrudescence des manifestations de rue, dans ce qu'elle a appelé l'«Opération zéro».

Les grands médias internationaux et les médias privés dans le pays même ont haussé le ton de la campagne contre la «dictature» au Venezuela. Le pays est suspendu du Mercosul, mais dans l'OEA, la majorité nécessaire pour adopter des sanctions contre Caracas n'a pas été obtenue.

L'opposition a alors convoqué une «consultation populaire» informelle, sans aucune assise légale, pour le 16 juillet, où elle affirme que plus de 7 millions de personnes ont voté (d'autres sources estiment la participation à 2 ou 3 millions, mais il n'y a pas de données fiables). Cela fait partie de son plan pour constituer un «gouvernement parallèle», qui, à partir de l'Assemblée nationale qu'elle contrôle, nommerait un nouveau président et de nouvelles autorités judiciaires, à la recherche d'une «reconnaissance internationale».

Les tentatives du gouvernement Maduro pour essayer d'attirer une partie de l'opposition en faveur des élections constitutives ont échoué (parmi celles-ci, un allègement des peines de prison des leaders d'opposition Leopoldo López et Antonio Ledezma). La MUD et ses commanditaires extérieurs ont décidé d'empêcher par tous les moyens le déroulement des élections à l'Assemblée constituante le 30 juillet.

Mais 8 millions de Vénézuéliens ont voté et ont élu 545 députés à la Constituante (364 pour les territoires et 181 pour les secteurs), qui ont pris leurs fonctions au début du mois d'août. Ce qui crée une situation d'affrontement entre la Constituante, qui se veut souveraine, et l'Assemblée nationale à majorité d'opposition, qui la «désavoue». La cohabitation entre les deux institutions est impossible.

Les manifestations et contre-manifestations qui ont marqué la période d'avril à

juin de cette année, avec plus d'une centaine de morts des deux côtés, sont l'expression d'une guerre civile larvée en cours au Venezuela.

Mais l'opposition pro-impérialiste y est dénuée de force militaire, car les Forces armées nationales boliviennes (FANB) appuient apparemment Maduro. C'est pourquoi elle continue à miser sur une intervention extérieure, ce qui ne semble pas non plus facile en raison des appuis que le gouvernement vénézuélien a réussi à obtenir – en échange notamment de concessions économiques dans les domaines du minerai et du pétrole – de la part des gouvernements de Russie, de Chine et de l'Iran, dans une situation où le gouvernement des Etats-Unis lui-même est en crise.

DÉFENSE DE LA NATION OPPRIMÉE CONTRE L'IMPÉRIALISME

Les militants de la IV^e Internationale au Venezuela, qui animent le Colectivo Trabajo y Juventud (5) et qui préparent la 9^e Conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation aux côtés du mouvement syndical et populaire de leur pays, participent au combat du peuple et des travailleurs contre l'ingérence impérialiste et pour la défense de la souveraineté de la nation, comme condition pour surmonter la situation actuelle au profit des intérêts du peuple travailleur.

Dans une récente correspondance sur la situation dans leur pays, à la veille des élections du 30 juillet, les camarades définissent une orientation de front unique anti-impérialiste avec le gouvernement Maduro et le chavisme, ce qui exige en même temps de mettre en avant une politique indépendante, fondée sur les besoins des masses, quant aux tâches que la Constituante doit assumer :

« Il est évident que sans mesures drastiques sur le plan économique et social, la Constituante sera une coquille vide. Si elle ne s'attaque pas au désastre contre-productif actuel avec la nationalisation des banques, du commerce extérieur et l'expropriation des saboteurs, il n'y aura pas de reprise de l'accompagnement populaire.

(5) *Colectivo Trabajo y Juventud* – Collectif du travail et de la jeunesse (CTJ).

Les palliatifs mis à l'essai pour augmenter la participation des organismes de base dans la distribution des denrées sont insuffisants. Il y a des mesures radicales qui ne peuvent être différées. Dans tous les cas, il ne sera pas facile de relancer l'économie après tant d'échecs sur le terrain de la dette, la création de zones spéciales d'investissement et le laisser-faire sur la fuite des capitaux.

C'est pour cela que de nombreuses autres mesures sont nécessaires : renégocier la dette extérieure, qui extorque des milliards de dollars au pays, alors que la pénurie existe, en sachant évidemment qu'il y a un danger à faire augmenter le risque pays (6), qui est déjà le plus élevé du monde ; revoir la dette intérieure, qui finit par être un financement pour l'opposition ; repenser l'arc minier de l'Orénoque, qui veut régler le problème des mines illégales, mais qui est également un retour au passé néo-libéral, avec des concessions à des multinationales et des indemnités pour des expulsions du temps de Chavez ; agir sur la distribution, qui est toujours entre les mains du capital local (une dizaine de grandes entreprises qui jouent sur la pénurie) dans la mesure où la production et les importations se sont relativement améliorées ; mettre un frein à la spéculation financière, qui, conjointement à l'hyperinflation, permet à des groupes de se constituer des fortunes énormes au détriment du bien public et qui augmente la fuite des capitaux (quelque 300 milliards de dollars) ; lutter contre la corruption intérieure (incluant l'armée), qui fait obstacle à la distribution de biens que le gouvernement importe.

Devant un tel scénario, la défense des conquêtes sociales acquises dans les dix-huit dernières années est rendue indispensable, non seulement depuis l'État, mais également de façon indépendante par la classe travailleuse et les secteurs populaires, exprimée dans une Constituante qui maintienne et amplifie nos droits.

Enfin, il est nécessaire d'apporter des réponses urgentes aux demandes matérielles de la population : gaz, stabilisation des prix, approvisionnement, médicaments. Ne pas le faire dans une optique électorale,

mais à partir de l'impérieuse nécessité de répondre aux besoins qui se multiplient dans les territoires et qui sont un bouillon de culture pour le mécontentement, l'absentéisme et la dépolitisation. »

Les sections de la IV^e Internationale dans les autres pays sont appelées pour leur part à la défense inconditionnelle de la nation opprimée contre l'impérialisme, ce qui se traduit par des actions pratiques contre l'ingérence des gouvernements respectifs dans la souveraineté nationale du peuple vénézuélien.

C'est certain, car l'impérialisme continue à être le renversement de Maduro pour imposer un gouvernement qui lui fasse don du pétrole et de la souveraineté nationale. L'Union européenne suit le même cap. Des gouvernements pro-impérialistes d'Amérique latine, comme ceux de Peña Nieto (Mexique), Macri (Argentine), Kucinsky (Pérou) et Santos (Colombie), « ne reconnaissent pas » les résultats des élections du 30 juillet, tandis que le gouvernement Temer, du Brésil, demande que la Constituante ne se mette pas en place afin qu'il y ait un dialogue.

Ils vont tous continuer le sabotage économique, politique et diplomatique pour isoler le gouvernement Maduro, car il ne s'agit pas seulement du Venezuela. Pour l'impérialisme, il s'agit d'imposer à tous les peuples les exigences du capital financier. La moindre mesure d'indépendance et de souveraineté nationale, de contrôle des ressources au service des peuples, est incompatible avec l'ordre impérialiste.

La bataille qui se déroule au Venezuela concerne les travailleurs et leurs organisations dans le monde entier. Il s'agit du droit incontestable d'un peuple à décider librement de son destin.

Julio Turra

(6) Le risque pays recouvre les différents facteurs, notamment politiques, économiques et sociaux, qui peuvent entraîner un risque de sinistre lors d'une opération avec un pays étranger.

Le Mexique et l'offensive de l'impérialisme contre les nations

L'OFFENSIVE du gouvernement de Donald Trump contre la nation vénézuélienne porte la marque de la continuité de la politique d'Obama : coups d'Etat au Honduras, au Paraguay, au Brésil, une plus grande soumission économique des nations latino-américaines, ce qui indique en même temps les limites qui s'imposent à l'impérialisme pour une intervention militaire directe étant donné la crise qui le traverse.

Le représentant de la CIA est venu au Mexique et en Colombie ordonner aux présidents de ces nations d'exercer une pression sur Maduro pour l'obliger à reculer dans la réalisation de la Constituante. Peña Nieto (1) s'est positionné comme un pion de Trump. Il a d'abord voté à l'Organisation des Etats américains (OEA) la condamnation de la Constituante, puis s'est arrogé le droit d'exiger de Maduro qu'il fasse marche arrière sur la question de la Constituante, dont maintenant il ne reconnaît pas la légitimité.

Trump a obligé Peña à ouvrir la renégociation du traité de libre-échange le 16 août. Alors que la commission de négociation des Etats-Unis a déjà présenté très clairement les objectifs qu'elle poursuit, les représentants mexicains se taisent (ils disent quant à eux qu'ils ne font pas montrer ses cartes avant de jouer) : en fait, ils sont paralysés.

LE CONTENU DE LA RENÉGOCIATION DU TRAITÉ DE LIBRE-ÉCHANGE

Rappelons d'abord les résultats désastreux pour la nation mexicaine des 24 ans qu'a duré ce traité, que résume une déclaration de professionnels et d'intellectuels (2) :

« Au cours de la période où le traité a été en vigueur, l'économie du Mexique a perdu du terrain... Elle a subi la désintégration de

son secteur agro-pastoral, ainsi qu'un recul de son niveau d'industrialisation. Au cours de cette période, la croissance du Mexique a été de 60 % inférieure à celle des années 1945-1982... Dans le secteur agro-pastoral, nous sommes devenus importateurs d'aliments. Dans le secteur industriel, nous nous sommes transformés en *maquiladoras* (3), nous participons à des chaînes de production dans lesquelles la valeur ajoutée se trouve à l'extérieur du pays, entraînant par conséquent une dégradation salariale pour les travailleurs mexicains... »

Trump utilise l'argument du déficit commercial des Etats-Unis par rapport au Mexique pour lancer une nouvelle offensive encore plus brutale. Quelques données suffisent pour mettre à nu la réalité du déficit : 80 % des exportations du Mexique vers les Etats-Unis relèvent en fait d'entreprises étrangères, essentiellement américaines.

Que cherche-t-on dans la renégociation du traité ? Voici ce qu'en dit un professeur de l'université de Californie à Santa Barbara (4) :

« Le discours de Trump ne doit pas être confondu avec ce qu'est l'essence économique du programme de son gouvernement et les probables politiques commerciales. Une meilleure explication de cette renégociation réside dans la transformation de l'économie américaine et globale dans les années qui ont suivi la mise en œuvre en 1994 du traité de libre-échange. »

(1) Enrique Peña Nieto, membre du PRI, président du Mexique depuis le 1^{er} décembre 2012.

(2) Quotidien *La Jornada*, 3 août 2017, page 29.

(3) *Maquiladoras* ou *maquilas* : usines de montage, propriété essentiellement du capital américain, installées tout le long de la frontière nord du territoire mexicain et fonctionnant avec des travailleurs mexicains sans droits, donc mal payés.

(4) W. I. Robinson, « *Qu'y a-t-il derrière la renégociation du traité de libre-échange ?* », quotidien *La Jornada*, 27 juillet 2017, page 16.

Robinson indique que

« lorsqu'a été négocié ce traité, au début des années 1990, les plus grandes compagnies aux Etats-Unis tournaient autour de l'automobile, de l'électroménager et des machines-outils... »

Il ajoute :

« Mais l'économie globale a poursuivi son développement. En particulier, la transnationalisation des services et l'émergence de l'économie dite numérique et de big data (...), ainsi qu'une infinité d'autres produits qui exigent des protections de la propriété intellectuelle... »

Robinson indique en même temps que

« les Etats-Unis sont leaders dans le développement de l'économie numérique et des services, qui représentent la ligne des exportations qui croît le plus rapidement ».

Si les Etats-Unis ont enregistré en 2016 un déficit commercial de 750 milliards de dollars par rapport au reste du monde en ce qui concerne l'exportation de biens, ils ont cependant enregistré un excédent de 250 milliards en vente de services. Par rapport au Mexique, les Etats-Unis ont un déficit de 64 milliards de dollars au titre de biens, pour un excédent de 7 milliards dans la vente de services.

A partir de ces considérations, le professeur de l'université de Californie observe que le gouvernement de Peña Nieto a autorisé des entreprises étrangères à participer à l'exploitation du pétrole pour la première fois depuis que le Mexique la nationalisa en 1938, indiquant par ailleurs que le secteur de l'énergie reste majoritairement national et public. En même temps, cela souligne que les gouvernements mexicains n'ont pas été capables d'avancer fortement dans la réforme du Code du droit du travail et de faire tomber les régulations existantes dans le but de flexibiliser la main-d'œuvre.

UN GOUVERNEMENT PROFONDÉMENT DISCRÉDITÉ ET REJETÉ

Onze mois après l'élection présidentielle, le gouvernement est profondément discrédité et rejeté. Peña Nieto a conduit la crise du régime du PRI (5) à un niveau sans précédent. Sur le terrain des élections (antidémocratiques), le PRI a subi d'éclatantes défaites politiques aux élections de

mi-parcours de juin 2016, puis en juin 2017. Aux élections de 2016, le gouvernement a dû reconnaître sa défaite lors de l'élection au poste de gouverneur dans sept Etats. En juin 2017, il a dû recourir à une nouvelle fraude électorale dans l'Etat de Mexico afin d'imposer sa candidature à la fonction de gouverneur.

L'élection de l'Etat de Mexico a une importance particulière pour plusieurs raisons :

a. Il s'agit du préambule aux élections nationales de juillet 2018, élections présidentielle et des chambres.

b. Une bonne partie de cet Etat est constituée par la couronne industrielle et de peuplement de la capitale du pays, la ville de Mexico.

c. C'est l'Etat qui a le plus fort électorat du pays (plus de 13 millions d'électeurs).

d. Le groupement Atlacomulco (6), groupe dominant à l'intérieur du PRI, dont Peña Nieto est le président, dispose du pouvoir dans cet Etat depuis qu'existe le régime. Le gouvernement de Peña a imposé frauduleusement le cousin de ce dernier, Alfredo Del Mazo, mais, politiquement, cela est ressenti par les masses comme une défaite du PRI organisée par le parti Morena de López Obrador (7). Ajoutons que malgré les énormes moyens financiers utilisés (achat des votes), le rejet du PRI s'est manifesté également par une abstention et des votes nuls à hauteur de 50 % de l'électorat et par la perte d'un million de voix pour le PRI.

Ce qu'indiquent les élections dans l'Etat de Mexico, c'est la possible défaite du PRI en 2018 et, en même temps, la préparation par celui-ci d'une nouvelle et plus importante fraude, et de toute une série de manœuvres pour discréditer Obrador et empêcher sa possible victoire.

Onze mois après les élections, c'est un gouvernement profondément discrédité qui

(5) *Partido Revolucionario Institucional* (PRI) – Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir pendant plus de 70 ans. Il perd les élections en 2000 et revient au pouvoir en décembre 2012 (Peña Nieto).

(6) Une des municipalités les plus importantes de l'Etat de Mexico est Atlacomulco de Fabela.

(7) *Movimiento Regeneración Nacional* (Morena) – Mouvement de la régénération nationale fondé en 2014 par Andres Manuel López Obrador, candidat aux présidentielles de 2006 et 2012.

se trouve devant les masses laborieuses et opprimées. C'est le gouvernement des 43 étudiants normaliens disparus (il y a trois ans) à la suite de l'action conjointe des bandes (drogue, polices, gouvernants). C'est aussi celui des gouverneurs corrompus que Peña Nieto a présentés comme étant le modèle de la nouvelle génération des hommes politiques du PRI, dont cinq d'entre eux sont en fuite ou en prison. Le cas le plus retentissant est celui du gouverneur de l'État de Veracruz, qui, quelques mois après la fin de son mandat, a fait l'objet de plaintes, de poursuites, et maintenant de mise en jugement à cause de l'énorme corruption.

LA CANDIDATURE D'OBRAADOR AUX ÉLECTIONS DE JUILLET 2018

C'est dans ces conditions de profond discrédit du gouvernement du PRI, de nouvelles menaces de pillage impérialiste via la renégociation du traité de libre-échange, mais en même temps de l'inexistence d'une force indépendante, organisée et centralisée de la classe laborieuse, que s'est ouverte une situation pré-électorale dans le pays. Nous sommes à onze mois des élections nationales, présidence et chambres, et également d'élections locales dans plusieurs États du pays.

López Obrador se présente pour la troisième fois à la présidence, cette fois-ci à la tête du parti Mouvement de régénération nationale (Morena), qu'il a organisé après les élections nationales de 2012 en rompant avec le PRD (8), dont il fut le candidat présidentiel en 2006 (il y a subi une fraude scandaleuse face à Felipe Calderón, candidat du PAN) (9) et en 2012 aux élections également très troubles face à Peña Nieto (il a perdu avec une étroite marge de 3 % de différence).

Tout au long des cinq années qui se sont écoulées, il a fait une campagne permanente contre ce qu'il qualifie de « mafia du pouvoir » (PRI-PAN, en y ajoutant ensuite le PRD et quatre petits « partis » qui servent de béquilles au PRI). Sa campagne est centrée sur la dénonciation de la corruption brutale et de la décomposition de la « mafia » (c'est-à-dire du gouvernement pro-impérialiste). Dans la plate-forme politique qu'il a lancée, dite des 50 points, outre la dénonciation de la corruption de l'ensemble de la « classe

politique », il présente toute une série de revendications démocratiques et de souveraineté nationale limitées, telles que l'attachement au principe d'autodétermination des peuples, de la non-intervention.

Il est signalé dans les 50 points :

« Le secteur de l'énergie sera le levier du développement national. On construira des raffineries, on renforcera l'industrie électrique, tout cela pour créer des emplois et réduire les coûts des éléments de production... »

Pour ce qui est de ce que l'on appelle les réformes structurelles, López Obrador explique :

« Je suis partisan de les inverser, j'ai de suffisantes raisons pour soutenir qu'elles ne bénéficieraient pas au peuple. »

C'est une plate-forme opposée à la politique conjointe du PRI-PAN et à celle d'ouverture totale au capital financier.

Pour la troisième fois, des millions parmi les travailleurs et les couches opprimées vont voter pour Obrador, non parce qu'ils connaissent sa plate-forme politique, mais à cause de sa permanente activité de dénonciation et de rejet de la « mafia » (c'est-à-dire le gouvernement pro-impérialiste) tout au long des onze dernières années. Ainsi, ils cherchent à chasser le PRI du pouvoir en utilisant le terrain des élections.

La position de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), section de la IV^e Internationale, consiste à aider la masse des travailleurs qui ont des illusions sur ce dirigeant à définir clairement le contenu de leur vote et à comprendre la nécessité de la construction d'une force indépendante de la classe laborieuse, aussi bien au plan syndical que politique.

Sur le terrain électoral se dressent en même temps des obstacles contre la candidature d'Obrador, qui viennent de la « gauche ». L'Armée zapatiste de libéra-

(8) *Partido de la Revolución Democrática* (PRD) – Parti de la révolution démocratique fondé en 1969, scission du PRI, membre de l'Internationale socialiste.

(9) *Partido Acción Nacional* (PAN) – Parti Action nationale. Il se réclame de la démocratie chrétienne. Son candidat Vincente Fox Quesada fut élu président en 2000 et 2006.

tion nationale (EZLN) (10) – plus connue par son représentant emblématique, le sous-commandant Marcos des années 1990 – et le Conseil national indigène ont décidé de présenter une candidate « indépendante » à la présidence. Ces organisations proclament que ce n'est pas le pouvoir qui les intéresse, mais de présenter leur plate-forme politique. Ils s'affirment « antisystème », « anticapitalistes ». En réalité, ils vont semer la confusion politique et diviser les voix dans la population indigène, dans des secteurs radicalisés de la jeunesse étudiante, et au-delà.

Il y a ensuite le PRD, que la presse bourgeoise présente comme de « gauche ». Aux élections du mois de juin dernier, dans l'Etat de Mexico, il a présenté un candidat (en utilisant d'énormes moyens financiers) dont l'objectif était de combattre la candidate de Morena et de lui enlever des voix, ce qui, dans une certaine mesure, a réussi.

LA SITUATION DU MOUVEMENT OUVRIER

Enfin, il faut signaler les obstacles existant dans la classe laborieuse. Malgré la crise qui secoue le régime du PRI et son gouvernement actuel, ces derniers maintiennent leur contrôle sur les appareils syndicaux officiels, corporatistes, dans des secteurs clés de l'économie (pétrole, électricité) et dans les institutions sociales de l'Etat (syndicats du secteur de la santé, des fonctionnaires publics...).

Cependant, les dirigeants syndicaux liés à l'appareil d'Etat, en acceptant d'impulser l'application des contre-réformes (santé, enseignement, droit du travail, énergie...) qui représentent la destruction de droits liés à la production, la liquidation de conquêtes qui remontent aux cinquante dernières années, perdent une certaine marge de manœuvre pour contenir le mécontentement des travailleurs.

Pour le moment, nous avons l'exemple du corps enseignant (1 300 000 travailleurs). Il est certain que dans ce secteur, le travail de

groupes dont les origines se trouvent dans la lutte internationale de la classe laborieuse, même avec toute une série de contradictions et de limites, a alimenté tout au long des trente-cinq dernières années un regroupement syndical à caractère indépendant à l'intérieur (et à l'extérieur) du syndicat national de l'enseignement, le SNTE (11). Ce regroupement, qui s'appelle la Coordination nationale de travailleurs de l'enseignement (CNTE), a été le point d'appui pour de grandes mobilisations comme la grève de quatre mois de l'année passée.

Aujourd'hui, l'appareil syndical officiel du SNTE est entré dans une crise sérieuse, parce que l'application de la contre-réforme éducative signifie non seulement l'attaque contre l'école publique, contre le droit à la sécurité de l'emploi, mais également la disparition des prérogatives du syndicat officiel, ce qui met en cause sa propre existence. Pour certaines catégories d'enseignants, comme par exemple les directeurs d'école, la contre-réforme éducative leur refuse le droit à la sécurité de l'emploi et à se syndiquer. Il s'agit du passage des syndicats semi-corporatifs à de simples institutions de contrôle policier des travailleurs.

Au bout du compte, c'est une étape pré-électorale qui est en cours, où vont s'exprimer sous diverses formes le rejet à l'égard du gouvernement du PRI et la recherche par des secteurs de masse d'une alternative sur le terrain aussi bien électoral que dans les manifestations de rue.

Luis Vasquez

(10) *Ejército Zapatista de Liberación Nacional* (EZLN) – Armée zapatiste de libération nationale, du nom du révolutionnaire mexicain Emiliano Zapata (1879-1919). Organisation guérillériste basée au Chiapas, qui se réclame des droits des populations indigènes. Symbole des altermondialistes.

(11) *Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación* (SNTE) – Syndicat national des travailleurs de l'Education, affilié à l'Internationale de l'Education (IE).

Brésil

Crise politique, gouvernement haï par les masses et place du PT

EN avril de cette année, la classe ouvrière est sortie d'une situation d'extrême défensive depuis le putsch de mai 2016, pour, en six mois de lutte contre les réformes, entrer dans un processus où elle s'est réapproprié les organisations de classe.

C'est ce changement dans la situation politique qui a permis d'arriver aux résolutions positives du VI^e Congrès du PT, qui s'est tenu dans les premiers jours de juin 2017.

Avec les mobilisations d'avril, la direction luliste, dans le PT et dans la CUT, s'est lancée dans le mouvement pour « *Dehors Temer !* », dans la grève générale contre les réformes, mettant en avant l'issue « *Lula président* » et alimentant le cycle de mobilisations de masses qui a débouché sur cet historique VI^e Congrès du PT. Un pas à gauche qui peut se comprendre à partir de « l'hypothèse théorique » dont parle le *Programme de transition* :

« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie » (1).

Alors, à partir du VI^e Congrès, un « nouveau cours » est-il possible au PT ?

En théorie.

La crise sans fin du gouvernement Temer ressemble à une « montagne russe » et se nourrit de la résistance qui vient d'en bas, dans une situation où il n'existe pas

d'accord de la bourgeoisie au sommet, tandis que l'impérialisme, qui n'est pas mort, vit dans une impasse politique.

Il est ici nécessaire de faire un premier bilan du juste mot d'ordre « *Election directe maintenant !* ».

Les actions d'artistes avec leurs shows « *Dehors Temer ! Elections directes maintenant* », qui ont, en général, attiré la jeunesse et des secteurs de la classe moyenne, se sont elles-mêmes épuisées, tandis que le Front national pour des élections directes (2) n'a pas rencontré d'écho dans les masses.

Les agences de notation et les cercles du capital financier ont peur des réformes avec Temer, mais ils ne savent pas par qui ni comment remplacer Temer sans perdre le contrôle. Car les masses et leur mouvement de grève générale sont aux aguets.

Le mot d'ordre d'« *Elections générales* » de ceux qui voulaient aller plus loin que les élections directes (PSOL, PSTU, etc.) s'est révélé illusoire dans ce congrès. Ces « élections générales » ne sont pas viables, elles servent à entraver la lutte pour la Constituante en fixant une limite au renouvellement des institutions pourries.

Dans la conscience des masses, le retour de Lula (et du PT) apparaît comme une issue : c'est la solution préférée dans les sondages, tandis que la crise dans les sommets libère le terrain pour que Bolsonaro, candidat de l'extrême droite, devienne un concurrent, même si, avec ses 11 %, il reste loin derrière Lula. Dans l'ensemble,

(1) « *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale* », *Programme de transition*, Classiques du marxisme, éditions SELIO, avril 2013, page 52.

(2) *Frente Nacional por Diretas*.

Lula exprime la tendance des masses à se regrouper, à cristalliser et radicaliser la situation, comme en 1989 avec Lula contre Collor dans la crise de la Nouvelle République (3), mais avec la vocation d'aller au-delà de la défense des conquêtes actuelles, vers des réformes de fond jamais accomplies, ce que nous cherchons à exprimer avec « *Lula président avec Constituante* ».

Lula s'est présenté comme candidat, rompant de ce fait avec le calendrier institutionnel. Mais le principal, c'est que cela se traduise pour les masses comme un point d'appui pour se regrouper et défendre ce qui réactive sa relation avec le PT. L'appareil du PT, lui, n'a pas changé de nature, bien que soit en cours un processus de différenciation à partir du bilan des quatorze dernières années, depuis que le PT est entré au gouvernement.

AU VI^e CONGRÈS DU PT

Au VI^e Congrès du PT, personne n'aurait certes pu prévoir ce résultat à peine quelques mois après la « la pire défaite de l'histoire du parti » dans les élections municipales de 2016, mais tout de suite après « la plus grande grève générale de l'histoire ».

Il s'est agi d'un congrès historique, avec l'adoption, vingt-cinq ans après et avec notre aide, de quelques mots d'ordre de rupture qui sont un point d'appui pour la lutte de classes : dehors Temer, élections directes maintenant, Lula président avec Constituante, non-participation au collège électoral, liberté pour les prisonniers politiques du PT.

Dans certaines limites, c'est l'expression du mûrissement de sa base. Limites qui intègrent une certaine « confiance » dans l'appareil luliste, limites enregistrées également dans les contradictions des résolutions adoptées.

C'est le résultat d'un rude combat qui se relie à la décision de lancer en août 2016 le « *Manifeste d'unité pour la reconstruction du PT* » et d'un regroupement qui s'est étendu dans le pays avec le « Dialogue itinérant », et qui, avec la convocation du VI^e Congrès, a évolué vers les « *Cinq points d'unité pour la reconstruction du PT* », ce qui a été la base de notre intervention dans ce processus.

Depuis lors, nous avons pu développer le bilan de la « conciliation » dans les institutions – à présent reconnue dans les résolutions comme un obstacle –, nous avons combattu l'alliance nationale avec le PMDB (4) – à présent remplacée dans les résolutions par des alliances avec un programme « *anti-impérialiste, anti-latifundiaire et antimonopoliste* ».

Avec cette détermination sur les principes et notre souplesse tactique, nous avons plus que doublé les votes pour le regroupement Dialogue et Action pétiste (DAP). Même dans une situation défavorable, nous avons élargi nos positions dans les instances du parti à tous les niveaux. Il s'agit là d'une expression de l'audience obtenue sur la ligne générale de la lutte pour la Constituante, pour la préparation de la grève générale et comme un « bilan dans la pratique » de la politique de conciliation de classes.

Mais attention. Ce n'est pas pour autant que le PT est redevenu le parti centriste des origines, quand il oscillait à gauche et à droite. Non, il s'agit d'un parti ouvrier dont l'appareil bureaucratique-bourgeois s'est cristallisé il y a vingt-cinq ans et est allé en s'intégrant aux institutions pourries de l'Etat.

Le pas vers la gauche dans ce congrès explique la « possibilité théorique » du *Programme de transition*. Elle peut obliger un parti bureaucratiquement cristallisé à avoir un cours centriste pour une certaine période, comme cela a eu lieu avec les partis socialistes dans les années 1930. Mais ce parti peut aussi se paralyser et se diviser face à l'accumulation des contradictions.

La direction du parti sort du VI^e Congrès politiquement battue. Mais il n'en est pas sorti une nouvelle direction sur un programme : il y a eu une liste sur des points de plate-forme, fruit d'un mûrissement de la base, mais au sommet, le « bilan dans la pratique » sur les quatorze dernières années reste à établir.

Cela se confirme avec l'attitude de la direction. Une fois le congrès passé, les

(3) *Nova República*. Ce terme fait référence à la VI^e République qui a vu le jour en 1985, à la fin de la dictature militaire au Brésil.

(4) *Parti du mouvement démocratique brésilien* (PMDB), parti bourgeois, membre de la coalition gouvernementale, dont le principal dirigeant est Michel Temer.

résolutions ont seulement été publiées pendant un mois et ses principales décisions sur la situation politique et les tâches ont été royalement ignorées par la direction élue.

Et notre rôle n'est pas d'attendre pour voir ce qu'il se passera. Nous avons proposé la liste d'unité pour l'élection de la direction nationale du parti sur la base de l'accord sur ces mots d'ordre. Cela parce que les larges masses ont intérêt à ce que le PT subsiste, et cela sur ses mots d'ordre historiques.

Sans illusion sur le VI^e Congrès, nous devons aller jusqu'au bout dans les avancées, utiliser les instances du parti qui les appliquent et combattre sur sa base dans la lutte de classes.

Ensuite, après le VI^e Congrès, la première grande confrontation a eu lieu au 55^e Congrès de l'Union nationale des étudiants. Devant ses plus de sept mille délégués, il a été possible de prouver la justesse des décisions et la réalité de la nouvelle situation.

A partir de notre résolution, nous avons mis en avant la lutte pour la Constitution, nous avons multiplié des accords avec l'aile jeune du courant majoritaire du parti (CNB) (5), ce qui nous a permis de nous adresser aux autres membres du PT, en renforçant le rôle de notre délégation.

Quant à notre liste commune avec la CNB au congrès, nous avons constaté que notre retour à la commission exécutive nationale du PT – après vingt ans d'absence – et l'augmentation des sièges dans sa direction nationale était assurés. Dans le cas présent, la forme a une importance : nous avons choisi de constituer une liste commune avec le secteur majoritaire (CNB) pour approfondir ce qui a été réalisé et nous mettre en position face aux nouveaux développements en cours.

Actuellement, il serait erroné de demeurer dans de vieilles relations, au moment même où s'ouvre la possibilité d'en nouer de nouvelles et de nous construire aux côtés des cadres organisés de la classe.

La première chose, c'est de disposer d'une clarté totale face au processus en cours.

Les groupes gauchistes extérieurs au PT théorisent sur le fait que, « *en dehors du gouvernement, il est plus facile pour le PT de faire des discours combatifs d'opposi-*

tion » : ils étendent à présent au PT exactement la même chose que ce qu'ils disaient sur le cours de la CUT dans la période antérieure.

Ils ne savent pas ou ne veulent pas savoir qu'en janvier de cette année, le Directoire national du PT avait autorisé le vote en faveur de putschistes dans l'épisode de l'élection de la tribune de la Chambre des députés et avait abandonné le « *Dehors Temer !* ». Ensuite, ce fut mis en échec par les militants et très vite adopté par la montée des luttes qui suivit.

Le FBP (6) tente de dépasser sa fonction originelle de front de mobilisation sur des questions ponctuelles pour devenir un front politico-programmatique « *embryon* » d'alliances électorales de gouvernement, risquant de se cristalliser comme obstacle au mouvement de masses, et instrument de l'alliance Consulta Popular-PCdoB (7) contre le PT.

L'affirmation de la politique des points de la reconstruction a permis une importante homogénéité des délégués nationaux sur la résolution au VI^e Congrès.

A présent, nous pouvons préparer la rencontre nationale DAP, en élargissant les listes « *Pour la reconstruction du PT* », nourrie par les nouvelles relations ouvertes dans la dernière période, y compris avec des militants de la CNB.

Nous sommes la IV^e Internationale : nous avons un programme indépendant, mais pas d'intérêts distincts de ceux de la classe ouvrière. Et celle-ci a intérêt à ce que subsiste le PT. Mais seule la IV^e Internationale, sous des formes adaptées, peut mener jusqu'à son terme la rupture avec l'impérialisme. C'est de là que vient la nécessité de la transition vers la IV^e Internationale.

Au-delà du congrès, sur le plan politique, le gouvernement Temer continue à se maintenir grâce à des marchandages avec des parlementaires de sa base impliqués également dans des scandales de corruption.

(5) *Construindo um Novo Brasil* (CNB) – Construire un nouveau Brésil.

(6) *Frente Brasil Popular* – Front Brésil populaire.

(7) *Consulta Popular* – Consultation populaire créée en 1997 à partir des mobilisations du Mouvement des travailleurs sans terre (MST). *Partido Comunista do Brasil* (PCdoB) – Parti communiste du Brésil, se réclame du maoïsme.

NOUVEAUX REBONDISSEMENTS

Le procureur général de la République (PGR), chef du Ministère public fédéral, a requis, et le Tribunal suprême fédéral (STF) a approuvé l'ouverture d'une enquête contre le président. La requête ayant été renvoyée devant la Chambre des députés, cette dernière ne l'a pas autorisée à la suite d'une falsification scandaleuse des votes. Le procureur de la République a indiqué qu'il présenterait d'autres demandes d'ouvertures d'enquêtes, ce qui est, à lui seul, un indice que la crise au sommet est loin de se résoudre.

Mais, même en pleine crise, la prétendue réforme du travail a été approuvée par le Sénat fédéral, mettant à la poubelle plus de 100 articles et détruisant des droits historiques. Les putschistes ont eu plus de facilité à approuver une telle réforme après l'insuccès de la grève du 30 juin, bien différente de la grande grève du 28 avril.

Sur le plan judiciaire, le juge Moro maintient João Vaccari (ex-trésorier du PT) en prison, même après son acquittement par le tribunal régional fédéral (TRF) de Porto Alegre (en deuxième instance) en raison du manque total de preuves pour sa condamnation.

Le peuple travailleur, frappé par le chômage – 14 millions de chômeurs – et par les attaques contre ses droits fondamentaux, a assisté avec dégoût à tout cela.

Quand il fait l'objet d'un sondage, il se manifeste à presque 90 % des personnes interrogées pour la sortie de Temer, pour des élections directes et contre la réforme du travail et des retraites, cette dernière étant sur la liste des votes à la Chambre des députés.

Le jour qui a suivi l'adoption de la réforme du travail, le juge Sérgio Moro a présenté sa sentence de condamnation de Lula dans un processus fabriqué et sans preuves. Une décision dont l'objectif est de fermer

l'issue pour les masses avec un « Lula président » qui arrive en tête des sondages et, en théorie, armé par la plate-forme de la Constituante du VI^e Congrès. La condamnation de Lula en deuxième instance lui fermerait la porte des élections, laissant ainsi ouverte la voie des réformes prévues, de la privatisation de Petrobras et de la Banque du Brésil, comme en parlent déjà ouvertement les putschistes.

La condamnation de Lula est donc la « condamnation » de la lutte contre les réformes et la destruction de la nation. Nous relient la lutte contre les poursuites à l'encontre de Lula à la lutte pour faire barrage aux réformes et les abroger.

La première réaction de Lula et du PT face à la condamnation a été, avec justesse, de formaliser sa propre candidature comme un défi au régime. Et, quoi qu'en dise Lula, ce qui domine, c'est le défi lancé au cadre des institutions pourries de domination de la part d'un candidat poursuivi qui s'oppose aux réformes. C'est cela qui effraie la classe dominante. C'est ce qui peut indiquer l'issue politique aux larges masses, y compris stimuler, de fait, le mouvement de la grève générale.

Pour la candidature de Lula, les obstacles surgissent de tous côtés.

Enfin, au Brésil, la crise institutionnelle continue, tout comme subsiste un gouvernement haï par 93 % de la population et qui, tant qu'il durera, promet d'amplifier les attaques contre les masses, contre la nation, les droits et la souveraineté. Chaque jour qui passe montre plus clairement que l'issue politique passe par « Lula président », qui, le plus tôt possible, devra convoquer une Assemblée nationale constituante pour balayer les institutions en décomposition et qui réalise les réformes intéressantes le peuple, tout ce qu'il n'a pas fait au cours des gouvernements antérieurs.

Laércio Barbosa

Moyen-Orient

Au lendemain de la visite de Trump

CONTRAIREMENT à la tradition qui veut qu'un nouveau président américain fasse son premier déplacement officiel à l'étranger au Canada ou au Mexique, Donald Trump a choisi l'Arabie Saoudite au moment où se tenait le sommet arabo-islamique organisé par la monarchie saoudienne, puis l'Etat d'Israël. Fait du hasard ? Le sommet était convoqué le jour même de l'élection présidentielle iranienne, qui a vu la réélection d'Hassan Rohani, présenté unanimement comme un « modéré ». Trump, ainsi que les dirigeants israéliens et saoudiens partagent un point de vue commun sur « les dangers » que représente pour eux la république iranienne.

Les deux mois qui ont suivi la visite de Donald Trump en Arabie Saoudite, le 21 mai dernier, expriment de manière concentrée la profondeur de la crise dans laquelle se trouve l'impérialisme américain et la façon dont il se dispose au Moyen-Orient. Dans un précédent numéro de *La Vérité* (n° 93, mars 2017), il était rappelé :

« L'élection de Trump n'est pas quelque chose qui ouvre la crise aux Etats-Unis : ce n'est qu'un révélateur et un pas en avant supplémentaire de la crise qui y existe déjà depuis des années. Il est vain de chercher à saisir, comme le font tous les commentateurs autorisés, dans la somme des déclarations contradictoires de Trump et de son équipe, les signes d'une réorientation stratégique de la politique de l'impérialisme américain. Il n'y en a pas. L'élection de Trump, qui continue à sidérer le monde entier, donne une image saisissante de l'impasse dans laquelle s'enfonce le système de domination impérialiste à l'échelle mon-

diale et sa réfraction au cœur de l'impérialisme le plus puissant : les Etats-Unis. »

La visite de Trump comportait deux aspects. Le premier, d'ordre économique, pour répondre aux besoins des industriels américains, avec à la clé des contrats colossaux de vente d'armement et des projets d'investissements dans les pays du Golfe à hauteur de 450 milliards de dollars, dont 110 milliards pour les seules livraisons d'armes et d'équipements militaires. A cela, il faut ajouter un accord de principe sur la livraison de matériels de combat pour un montant de 350 milliards au cours des dix prochaines années. L'Arabie Saoudite, dont les actifs financiers aux Etats-Unis sont estimés à 750 milliards de dollars, est largement mise à contribution pour soutenir l'économie américaine. Selon les autorités saoudiennes, l'objectif de ces accords est essentiellement de garantir sa sécurité, ainsi que celle des pays du Conseil de coopération du Golfe « *face aux menaces de l'Iran* ». Manifestement, ces « menaces » incluent la guerre de destruction massive menée depuis deux ans contre le Yémen (plus de 10 000 morts civils, 3 millions de déplacés). La lutte contre le terrorisme et contre ses soutiens est devenue le principal argument des ventes d'armements à l'échelle mondiale. C'est là le second aspect de la visite de Trump. Avant de développer ce point, revenons sur la place de l'Arabie Saoudite.

L'Arabie Saoudite, gavée de pétrodollars, a pris l'habitude de dépenser sans compter. Cependant, depuis le début de la crise pétrolière actuelle en 2008, marquée

par un effondrement du cours du brut, elle connaît des difficultés financières et est confrontée à des problèmes inédits de trésorerie. A cela, il faut ajouter la concurrence directe de la production massive de gaz de schiste aux États-Unis. Depuis plusieurs années, pour garantir leur indépendance énergétique et surtout leurs profits, les majors américains du pétrole ont développé la production intérieure de gaz de schiste, dont le coût de production est deux fois moins cher que celui du pétrole, cela en concurrence directe avec le pétrole saoudien.

Ces difficultés internes ont conduit l'an dernier le gouvernement saoudien à baisser de 20 % les salaires de ses 3 millions de fonctionnaires, ou encore à augmenter le prix de l'eau et le prix des carburants... tout en se lançant dans une guerre très coûteuse contre le Yémen. Le gouvernement saoudien envisage également la privatisation des services de santé et d'éducation, rompant ainsi avec sa politique sociale très largement subventionnée par la rente pétrolière. A la suite de ces mesures, de nombreux signes de mécontentement ont pu être observés, à cette étape, sur le réseau Twitter, très utilisé dans le pays. Pour l'année 2016, Ryad a vu son produit intérieur brut baisser de 13,5 % et a perdu 150 milliards de dollars de réserves de change.

Dans un tel cadre, la présence de l'Iran voisin, en capacité de devenir très vite une puissance industrielle régionale avec la fin de l'embargo, dont les réserves de pétrole et de gaz sont à même de concurrencer la production saoudienne, est considérée comme un danger existentiel. La bonne santé financière du Qatar, qui mène une politique d'investissement notamment en Europe depuis longtemps, est par ailleurs mal vécue par les dirigeants saoudiens.

L'accord global conclu avec Donald Trump vise également à soutenir le plan « Vision à l'horizon 2030 », batterie de réformes engagées par Mohamed Ben Salmane, fils du roi Salmane, qui vient d'être officiellement élevé au rang de prince héritier le 21 juin 2017. Il est réputé avoir des liens très étroits avec de nombreux investisseurs américains, dont les membres de la famille Trump, qui possède de nombreux biens immobiliers dans la péninsule. L'accord financier passé le 21 mai concer-

ne, nous l'avons vu, la fourniture de matériel militaire, mais aussi d'équipements, d'infrastructures et de services qui seront tous produits par des entreprises américaines et pour leur plus grand bénéfice.

LE QATAR SUR LE BANC DES ACCUSÉS

Le 5 juin, à peine deux semaines après le sommet de Riyad, un coup de tonnerre politique avec des répercussions internationales immédiates frappe la région : Bahrein, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis annoncent un boycott complet du Qatar, accusant ce pays de soutenir les groupes terroristes dans la région. Le Qatar est accusé de financer et soutenir, via sa chaîne de télévision Al Jazeera, pêle-mêle Al-Qaïda, l'Etat islamique, les organisations membres de la congrégation des Frères musulmans comme les groupes chiïtes qui agissent en Arabie Saoudite ou à Bahrein. Le soutien actif du Qatar envers les Frères musulmans et le Hamas palestinien comme la place d'Al Jazeera sont connus depuis longtemps. Alors, pourquoi ces mesures maintenant ? On lui reproche surtout sa proximité avec l'Iran. Le Qatar, qui partage avec l'Iran l'immense nappe de gaz de North Dome et South Pars dans le Golfe persique, considère de longue date que les relations avec l'Iran sont moins périlleuses pour son futur que celles entretenues avec l'Arabie Saoudite, qui entend contrôler toutes les activités arabes du Golfe.

Quelques jours avant le début de l'opération contre le Qatar, plusieurs déclarations de l'émir qatari faisant l'éloge de l'Iran, du Hamas, et critiquant les positions de Donald Trump, ont été diffusées sur les réseaux sociaux de l'émirat, aussitôt qualifiées par Doha comme étant le produit d'une cyber-attaque. Un article du *Washington Post*, daté du 16 juillet, indique que les analyses de plusieurs services de renseignement américains attribuent l'origine de cette cyber-attaque aux Emirats arabes unis, qui ont nié en être à l'origine. A noter que ce sont ces déclarations, qualifiées de fausses tant par le Qatar que par la presse américaine, qui sont à l'origine du déclenchement de l'opération saoudienne anti-Qatar.

Moins de 12 heures après la proclamation saoudienne, le président américain faisait part de son soutien total à l'Arabie Saoudite dans sa volonté d'isoler son voisin. Dans une série de tweets, Trump se targue d'être à l'origine de cette action :

« Pendant mon récent voyage au Moyen-Orient, j'ai déclaré qu'il ne peut pas y avoir plus longtemps de financement de l'idéologie radicale. » « C'est vraiment bon de voir que la visite de l'Arabie Saoudite avec le roi et 50 pays est déjà en train de payer. »

Le président américain estime que l'embargo qui frappe l'émirat gazier marquera « *peut-être le début de la fin de l'horreur du terrorisme* ».

Trump n'hésite donc pas un instant pour se joindre aux accusations saoudiennes et accuser le Qatar, pourtant allié historique et stratégique des Etats-Unis, de financer le terrorisme (ce qui ne posait pas de problème jusqu'à présent). Bien plus, son attitude montre qu'il est largement à la manœuvre dans ce qui se passe. Les déclarations de Trump sont aussitôt contredites par son chef de la diplomatie, le secrétaire d'Etat Rex Tillerson, par ailleurs ancien P-DG d'Exxon-Mobil, qui, s'appuyant essentiellement sur ses relations personnelles, avait appelé dès le 5 juin les pays du Golfe à rester « *unis* » et à « *s'asseoir pour parler de ces divergences* ».

Deux jours après l'évocation par Trump du « *début de la fin de l'horreur du terrorisme* », des attentats touchent la capitale de l'Iran, Téhéran, causant la mort de 12 personnes et en blessant 42 autres. Le département d'Etat condamne sans réserve les attentats. L'organisation iranienne des Gardiens de la révolution accuse immédiatement l'Arabie Saoudite et brandit la menace de représailles, alors que le président Rohani, jouant sa carte de modéré, déclare que l'on ne peut pas accuser l'Arabie Saoudite sans en avoir la preuve.

Dès l'annonce du blocus, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, lui-même proche de la confrérie des Frères musulmans, annonçait un transfert de troupes turques vers le Qatar pour exprimer son soutien total à l'émirat. Un accord de défense lie Ankara et Doha depuis fin 2014, et les deux pays n'ont cessé depuis d'ajouter les accords multilatéraux. Dans le même temps, l'Iran organisait un corridor aérien pour livrer des fruits et

légumes vers Doha. Dans la foulée de ces annonces, l'émir du Qatar, Tamim ben Hamad al-Thani, déclarait que dorénavant le Conseil de coopération du Golfe (CCG) était terminé pour le Qatar et que « *les entreprises turques seront les premières à bénéficier de nos futurs projets* ».

Deux semaines après la mise en quarantaine du Qatar, le département d'Etat américain faisait remarquer que les critiques, griefs ou accusations à l'égard du Qatar n'avaient toujours pas été formulés publiquement. S'exécutant pour faire bonne figure, le 23 juin, ce qui reste du Conseil de coopération du Golfe donne au Qatar la date limite du 2 juillet pour répondre à treize demandes allant de l'arrêt de toutes relations avec l'Iran à l'obligation de fermer la chaîne de télévision Al Jazeera, largement regardée dans les pays arabophones et qui soutient des positions doctrinaires opposées à celles défendues par l'Arabie Saoudite. La chaîne avait notamment soutenu le président égyptien Mohamed Morsi, membre des Frères musulmans, renversé en juillet 2013 par le coup d'Etat mené par le maréchal Sissi, soutenu par l'Arabie Saoudite. Le Qatar refuse de répondre aux injonctions.

Dès les premiers tweets de Trump, de nombreux diplomates et anciens responsables américains se sont déclarés choqués que le président américain prenne partie si rapidement et sans recul dans une dispute entre pays alliés des Etats-Unis. Le sénateur démocrate Chris Murphy a ainsi déclaré :

« Nous avons des milliers de soldats au Qatar, c'est très choquant que le président fasse des déclarations de politique étrangère sur Twitter sans consulter ses conseillers pour la Sécurité nationale sur les conséquences possibles pour nos troupes. »

Des responsables du Pentagone ont confié au *New York Times* (6 juin) qu'ils « *étaient décontenancés par les tweets présidentiels, particulièrement en raison des liens militaires étroits avec le Qatar* ». Alors que Trump envoyait ses premiers messages, un porte-parole de l'US Air Force déclarait que « *les Etats-Unis et la coalition sont reconnaissants aux Qataris pour leur soutien de longue date de notre présence et de leur engagement à la sécurité régionale* ». Le Qatar accueille la plus grande base américaine de la région, la

base d'Al Udeid, qui abrite plus de 11 000 militaires américains et membres de la coalition qui intervient en Syrie. Le Qatar accueille également les quartiers de l'état-major américain et des services secrets opérant au Moyen-Orient.

Répondant à une question sur ce sujet, Trump déclarait sur la chaîne CBN qu'il pourrait maintenir de bonnes relations avec le Qatar, tout en précisant que

« si nous avons besoin d'une autre base militaire, il y a d'autres pays qui seraient très contents de la construire (...). Dix pays seront prêts pour nous construire une autre base, croyez-moi, et ils paieront pour ça. »

Pendant ce temps, les affaires se poursuivent, puisque, moins de dix jours après avoir été accusé directement par le président Trump, le Qatar signait un contrat de 12 milliards de dollars pour l'achat d'avions de combat américains F-15 avec le ministre américain de la Défense, James Mattis. Notons que le Qatar, qui, en permanence, cherche à développer ses alliances et placements, s'est récemment rapproché de Moscou, notamment en tant que pays exportateur de gaz.

Pour la revue *Us News and World report* (17 juillet),

« le président Donald Trump et ses principaux responsables ont été incapables de résoudre un conflit bouillant et isolé dans le Moyen-Orient, voire d'être d'accord publiquement sur la façon de procéder, un dysfonctionnement qui montre, selon les experts, que l'administration n'est pas prête à gérer le type de conflit qui poserait une réelle menace pour les Etats-Unis. »

La même revue note que James Mattis, ministre de la Défense, a indiqué pour sa part à des journalistes qu'il n'y a pas besoin de rechercher des alternatives à la base d'Al Udeid, que la crise n'a pas eu d'impact réel sur les opérations qui s'y déroulent. Toujours selon *Us News and World report*,

« ceux qui ont l'expérience de la région et de traiter des crises comme celle-là disent que l'unité parmi les dirigeants américains est essentielle (...) pour signaler un message clair aux puissances étrangères et éviter les erreurs de calcul ».

Selon Robert Ford, ancien ambassadeur américain en Syrie cité dans le même article,

« le Qatar utilise la présence de la base américaine pour dissuader toute intervention militaire sur son territoire, qu'il s'agisse de l'Iran ou de l'Arabie Saoudite (...). Quand la position américaine n'est pas claire sur quelque chose comme Al Udeid, cela peut conduire les Qataris comme les Saoudiens à jouer chacun leur propre partition. »

Le régime de la monarchie absolue en Arabie Saoudite est au bord de l'abîme. Il n'a d'autre possibilité que de recourir à la guerre ou aux provocations pour ne pas sombrer dans le chaos. Mais cette attitude est à son tour facteur de chaos sur le plan régional. Donald Trump a été entraîné dans cette voie, provoquant un nouveau risque d'embrassement régional totalement incontrôlé.

Un autre élément illustre la profondeur de la crise aux sommets de la puissance américaine, crise qui se manifeste par l'incapacité à prendre des décisions, plongeant les « marchés » dans l'incertitude permanente : le mois dernier, le magazine *Politico* rapportait que des centaines de postes sont toujours vacants au département d'Etat, incluant des postes déterminants de sous-secrétaires pour le suivi de la situation au Moyen-Orient. Une telle situation effraie les spécialistes et experts américains, qui envisagent des répercussions catastrophiques en cas de multiples crises à gérer. Qu'importe pour Trump, qui entend faire gérer de telles crises par ses partenaires, russes ou européens.

L'IRAN TOUJOURS DANS LE VISEUR

En avril, le Congrès américain a été informé que l'Iran avait respecté l'accord sur le nucléaire (signé à Vienne en juillet 2015) pour la dernière période de contrôle (celle-ci a lieu tous les 90 jours). Tout en reconnaissant que l'Iran avait respecté les termes de l'accord – ses principaux conseillers ont argumenté qu'il n'y avait pas d'autre solution que de valider le contrôle sur le nucléaire –, Trump a annoncé dans la semaine du 15 juillet de nouvelles sanctions, parce que, selon lui, l'Iran aurait violé l'esprit de l'accord, notamment en testant des missiles balistiques et en pratiquant des « activités malignes ».

Le communiqué de la Maison-Blanche listait les groupes soutenus ou censés être

soutenus par l'Iran, parmi lesquels le Hezbollah libanais, le Hamas palestinien, le gouvernement du président syrien Bachar el-Assad et les militants Houthis au Yémen.

Le respect de l'accord passé sous la présidence Obama conditionne par ailleurs la possibilité pour des pays étrangers de commercer avec l'Iran.

Ainsi, à la suite de la signature de l'accord, l'administration Obama avait donné le feu vert à une reprise – maîtrisée – des relations économiques avec l'Iran en autorisant la vente d'avions Boeing fin 2016. En avril 2017, six mois après le constructeur d'automobiles français PSA, c'est au tour du constructeur allemand Volkswagen de s'insérer dans le marché iranien. Peugeot a annoncé que ses ventes avaient triplé au Moyen-Orient et en Afrique grâce à la production de ses véhicules dans des usines iraniennes. Récemment, c'est une compagnie italienne de chemin de fer qui a signé un accord d'un montant d'1,2 milliard d'euros pour construire de nouvelles lignes en Iran. Le pétrolier Total, en partenariat avec des compagnies privées chinoise et iranienne, avait déjà annoncé en février dernier un investissement de 5 milliards d'euros pour développer l'exploitation off-shore d'une partie de la nappe gazière géante (South Pars), qui se situe entre l'Iran et le Qatar. Total a néanmoins pris le soin d'indiquer que l'accord était passé sous couvert des incertitudes de la politique américaine et dans le respect de l'évolution de celle-ci. Pour la revue américaine *Foreign Policy* (18 juillet),

« politiquement parlant, les firmes américaines, asiatiques et européennes vont combattre bec et ongles les mesures qui pourraient menacer leurs positions récemment gagnées sur le marché iranien ».

Nombreux lobbyistes américains cherchent à lever les interdictions et décrivent le manque à gagner des Etats-Unis, précisant que les sanctions coûtent plus cher aux entreprises américaines qu'à l'économie iranienne.

Le président iranien a indiqué que l'Iran avait besoin d'un investissement étranger annuel de 50 milliards de dollars pour faire face « à ses défis économiques ». Pour le ministre iranien de l'Economie, le secteur de l'énergie aurait besoin de quelque

200 milliards d'investissements dans les cinq prochaines années. De quoi aiguïser l'appétit des équipementiers américains, mais aussi des groupes en Iran qui cherchent à accaparer pour leur propre compte des pans entiers de la propriété publique, notamment les dirigeants du Conseil des gardiens de la révolution (les Pasdarans), qui se préparent au pillage de l'économie nationale (rappelons que près de 80 % de la production industrielle en Iran est nationalisée). Cependant, les incertitudes de la politique américaine à l'égard de l'Iran restent un frein conséquent pour les « investisseurs ».

Cela dit, les sanctions que l'administration Trump entend imposer à l'Iran sont essentiellement punitives et ne s'appuient pas sur une stratégie visant à contenir l'Iran, à interdire aux firmes de commercer avec lui. Elles visent essentiellement l'électorat américain de Trump, conditionné depuis des années à détester l'Iran, source de tous les maux ! Pour Michael Desch, ancien dirigeant du département d'Etat,

« les sanctions autorisent la Maison-Blanche à dire qu'elle réalise quelque chose sans changer grand-chose. »

Un peu comme si Trump se contentait de « mettre des claques » sans aller plus loin.

MODIFICATION DE LA SITUATION ET DES ALLIANCES EN SYRIE

Pour apprécier le degré atteint par la crise du leadership américain au Moyen-Orient, il est utile d'évoquer les derniers soubresauts de la situation en Syrie.

Le 4 juillet, les Forces de défense syrienne (FDS) à majorité kurde sont entrées dans la vieille ville de Raqqa. L'offensive menée pour reprendre Raqqa dans le nord syrien, capitale du pseudo-Etat islamique, marque le succès de la collaboration entre les FDS et les Etats-Unis.

Les FDS sont essentiellement dirigées par les Unités de protection du peuple kurde (YPG), organisation étroitement liée au PKK, qui combat depuis des décennies en Turquie même contre l'Etat central turc, membre de l'OTAN et allié des Etats-Unis. La Turquie accuse ouvertement les

YPG d'être la branche syrienne du PKK et de fournir ce dernier en armes... qu'ils reçoivent massivement des Etats-Unis depuis mai 2017.

En mai, le département d'Etat présentait sa relation avec l'YPG comme « *temporaire, transitoire et tactique* ». En juin, le même département d'Etat, par la voix d'un autre porte-parole, indiquait que les Etats-Unis voyaient les FDS comme « *la meilleure force pour reprendre le contrôle de Raqqa* » sans donner d'indication sur les relations futures entre les deux parties.

Dans le même temps, dimanche 9 juillet, un cessez-le-feu dans le sud syrien était mis en vigueur à la suite des négociations en cours entre les Etats-Unis, la Russie et la Jordanie. Pour le magazine américain *Time* (10 juillet),

« il s'agit de la dernière modification de trajectoire de l'administration Trump sur sa politique syrienne, qui est passée d'un bombardement d'installations militaires d'Assad en avril au tir contre un avion de chasse syrien en juin, pour en venir à un nouvel accord de cessez-le-feu avec des appels renouvelés à la coopération avec le principal soutien extérieur d'Assad, la Russie (...). Les observateurs et d'anciens responsables américains indiquent que l'accord garantit au régime d'Assad de rester sur place, en dépit de la rhétorique de l'administration Trump qui défend l'inverse. »

Le *Time* note que le secrétaire d'Etat Rex Tillerson, « *tout en réitérant un appel pour "une transition sans la famille Assad", reconnaît dans le même temps qu'il n'y a pas de plan sur place pour remplacer le régime actuel* ».

Progressivement, la Russie est poussée à gérer directement, comme « grande puissance », la situation en Syrie, pour permettre à l'impérialisme américain d'envisager une présence militaire dans la durée en Irak (ce qui n'empêche pas ce dernier de vouloir créer une base militaire durable côté syrien). La maîtrise de l'ordre mondial implique un engagement sans faille des alliés « européens » ou autres, comme la Russie, dans les tâches de contrôle des peuples que la puissance américaine ne peut assumer seule. La violence contre Mossoul, véritable punition collective à l'encontre du peuple irakien, est aussi un rappel pour tous les peuples de la région des capacités destructrices de la puissance américaine. La

coalition militaire dirigée par l'armée américaine justifiait jusqu'à présent son existence par l'objectif de « libérer » Mossoul de l'Etat islamique. Une fois le « travail » réalisé, la puissance américaine vient d'annoncer que 5 000 de ses soldats devraient rester sur place. Sans doute pour éloigner la présence de l'Iran, qui prend une part active dans la lutte contre l'Etat islamique en Irak et qui considère avoir joué un rôle dans la « libération » de Mossoul.

Le 18 juillet, le gouvernement américain, répondant à une demande de la Russie, décide d'arrêter le programme d'entraînement et d'armement de la CIA à destination des rebelles dits modérés anti-Assad en Syrie, qui malgré les centaines de millions de dollars investis n'a eu qu'un impact très limité. Selon le *Washington Post* (19 juillet),

« la suppression progressive du programme secret montre la volonté de Trump de rechercher les voies pour travailler avec la Russie, qui voyait le programme anti-Assad comme une agression contre ses intérêts. L'effacement du programme est également une reconnaissance des moyens limités dont dispose Washington pour retirer Assad du pouvoir. »

Le *Washington Post* fait remarquer qu'il y a juste trois mois, Trump lançait une attaque contre une base syrienne à la suite de l'accusation lancée contre Assad d'utiliser les armes chimiques. A ce moment-là, la doctrine américaine était d'affirmer qu'« *en aucune manière nous ne verrons la paix dans cette région avec Assad à la tête du gouvernement syrien* ».

Rallié depuis août 2016 à la Russie, la Turquie considère désormais que seul le régime syrien pourrait empêcher les Kurdes d'asseoir un contrôle territorial dans le nord de la Syrie (région du kurdistan syrien). Dès l'annonce du retrait du programme de la CIA, l'agence de presse turque Anadolu dévoile le 19 juillet l'emplacement de dix bases militaires (deux aérodromes et huit avant-postes) utilisées pour apporter un soutien à l'YPG kurde. L'agence Anadolu a par ailleurs donné des détails sur les effectifs présents dans les avant-postes, évoquant 200 soldats américains et 75 soldats des forces spéciales françaises dans l'un d'entre eux.

La résistance du régime syrien soutenu par l'Iran et par la Russie, et l'épuisement

progressif des forces qui lui sont hostiles provoquent une déstabilisation des alliances en place. L'impérialisme américain ne peut pas quitter le terrain comme il le voudrait : c'est pourquoi il fait en sorte que la Russie y prenne sa place et qu'elle se trouve à la tête d'une alliance des pays de la région méfiants, voire hostiles, à l'axe établi avec l'Arabie Saoudite, à savoir la Turquie, le Qatar et l'Iran.

L'ÉTAT D'ISRAËL, SECONDE ÉTAPE DU VOYAGE DE TRUMP AU MOYEN-ORIENT

Donald Trump n'avait quasiment jamais évoqué la question palestinienne – si ce n'est de manière froide et distante – jusqu'à sa rencontre avec Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, le 3 mai à Washington. Trump a indiqué que sa solution sera celle adoptée par les deux parties, dont on sait qu'elles sont fondamentalement inégales, tout en donnant carte blanche à Benjamin Netanyahu. Avec ce dernier Trump ne cesse de réaffirmer qu'« Israël doit conserver le contrôle de sa sécurité dans toute la zone située à l'ouest du Jourdain », c'est-à-dire en Cisjordanie, où les groupes armés de colons et l'armée israélienne ne font qu'un pour mener leurs exactions à l'encontre de la population palestinienne coupable de vivre ici. Des documents présentés dans la revue américaine *Foreign Policy* (24 juillet) montrent la volonté du gouvernement Trump de réduire drastiquement les aides américaines extérieures, mais les territoires de l'Autorité palestinienne, incluant Gaza, devraient cependant bénéficier d'une augmentation conséquente dès 2018. Les aides américaines visent-elles à remplacer les fonds qataris ou à payer les salaires des fonctionnaires de Gaza à la place de l'Autorité palestinienne, qui ne les paye quasiment plus ? Visent-elles à rétablir l'électricité, à réparer les immeubles, les écoles, les hôpitaux détruits lors de la dernière offensive militaire israélienne de l'été 2014 ? Non. Pour l'impérialisme, il s'agit surtout de maintenir le niveau de corruption au sommet de l'Autorité palestinienne et d'amplifier la mainmise des ONG sur l'économie, sur l'administration, c'est-à-dire de faire des Palestiniens

un peuple sous perfusion, dépendant des aides extérieures, avec l'objectif d'étouffer sa capacité de résistance.

Pendant ce temps, loin d'une telle perspective, les manifestations se succédaient dans toute la Palestine, aussi bien dans les territoires de 1967 que dans les territoires de 1948, pour soutenir la grève de la faim de 1 500 prisonniers palestiniens contre les conditions de leur détention. Les dirigeants de l'Autorité palestinienne, attachés à poursuivre la coopération sécuritaire avec l'Etat d'Israël, n'ont rien fait pour organiser la mobilisation populaire. Celle-ci, structurée par des comités locaux, a cependant été massive pendant toute la durée de la grève.

C'est dans cette situation, toujours marquée par la grève de la faim des 1 500 prisonniers palestiniens, que Donald Trump est arrivé dans l'Etat israélien le 22 mai. La veille de l'arrivée du président américain, dans une tentative de calmer la situation, les autorités judiciaires israéliennes avaient annoncé avoir entamé des négociations avec les prisonniers. Aussitôt, les prisonniers et leurs familles dénonçaient des rumeurs savamment orchestrées et refusaient ces pseudo-négociations, d'où leurs leaders, qui avaient lancé la grève collective, étaient écartés. Les tentatives des autorités israéliennes sont de « fausses et futiles négociations visant à briser la grève de la faim en échange de promesses creuses », ont déclaré les prisonniers. L'arrivée de Trump a été marquée par la convocation dans tous les territoires palestiniens, ainsi qu'à l'intérieur de l'Etat israélien, d'une grève générale de soutien aux prisonniers. En Cisjordanie, des manifestants ont brandi des pancartes sur lesquelles une empreinte de pied avait été dessinée sur le portrait de Donald Trump.

A l'évidence, le gouvernement israélien tout comme l'Autorité palestinienne espéraient que les prisonniers palestiniens arrêteraient leur grève de la faim avant l'arrivée de Donald Trump. Ce ne fut pas le cas. Bien au contraire, au terme de 40 jours de grève, imposant l'ouverture de négociations sur les conditions de détention, un accord « sur 80 % des revendications » était conclu avec les autorités israéliennes.

Devant les dirigeants israéliens, Trump a délivré les discours convenus sur la « sécurité d'Israël », sur le « danger iranien ». Tout en renouvelant le permis de tuer à

son ami Benyamin Netanyahu, Trump y est allé, comme ses prédécesseurs, de formules sur la paix souhaitée, la paix nécessaire, etc. Les mêmes formules qui, en Palestine, depuis des décennies, ne débouchent que sur des supercheries diplomatiques destinées à couvrir la politique du sionisme d'éradication du peuple palestinien de tous les territoires où il se trouve sur la surface historique de la Palestine.

L'article « *Un monde bascule* » d'un précédent numéro de *La Vérité* (n° 93, mars 2017) faisait remarquer :

« En multipliant ses interventions contradictoires sur tous les sujets, Trump tente à l'évidence de répondre au désarroi et à la colère de ses électeurs. Il tente de surmonter les conséquences de l'image d'un pays divisé, il tente à coups de slogans de redonner artificiellement au pays la "vision" qui lui manque. Mais on ne peut trouver dans cette somme de déclarations intempestives aucun signe d'une véritable réorientation stratégique de la politique de l'impérialisme américain. »

La crise de l'impérialisme américain, les déchirements – publics – de ses dirigeants ont des répercussions incontrôlables. Les régimes en place, qui luttent pour leur survie, cherchent par tous les moyens à contenir la résistance de leurs propres peuples et, selon les cas, entrent en collision les uns contre les autres. Ils établissent, lorsqu'ils le peuvent, des alliances de circonstance souvent précaires.

L'impérialisme ne peut se dégager du Moyen-Orient sans risquer d'instaurer une situation encore plus incontrôlée que celle qu'il a lui-même engendrée. L'incapacité de l'administration américaine à poursuivre son ingérence directe comme elle le voudrait, à contrôler la situation, notamment par l'établissement, le maintien ou le soutien des dictatures à sa botte, est au centre des processus en cours.

François Lazar,
22 juillet 2017



Le numéro spécial
« Les documents
de *La Vérité* » (août 2016)

**La IV^e Internationale et
la question palestinienne**

est toujours disponible

(prix : 5 euros)

DOSSIER

1917-2017

Il y a un siècle, la révolution d'Octobre...

Léon Trotsky en 1917

NOUS consacrons notre rubrique régulière de l'année 2017 à publier un ensemble de textes de Léon Trotsky édités dans des journaux et revues en Russie entre juin et septembre 1917. Ces textes figurent dans l'ouvrage publié en 1918 par Louis C. Fraina sous le titre *The Proletarian Revolution in Russia*, recueil d'articles de Lénine et de Trotsky édité par *The Communist Press* à New York (maison d'édition du jeune Parti communiste américain). Ces textes sont restés longtemps inédits en français. Certains ont été publiés dans une édition française (Petite Collection Maspero) réalisée en 1976 et aujourd'hui épuisée, sous le titre *L'année 1917*.

Lénine salua la sortie de l'ouvrage de Louis C. Fraina comme un véritable «manuel d'histoire de la révolution russe» (1). Ce livre est un recueil des articles écrits par Trotsky après son retour en Russie (4 mai 1917) et avant la révolution d'Octobre. Écrits sur le vif, au feu de la bataille quotidienne, ils n'ont pas la richesse et l'équilibre des chapitres de *L'Histoire de la révolution russe*, mais ils constituent néanmoins un document irremplaçable sur l'extraordinaire lutte politique qui a permis aux révolutionnaires, sous l'impulsion de Lénine et de Trotsky, d'intervenir dans la lutte des classes.

D'autre part, malgré leur caractère de journalisme polémique, quelques-uns des articles sont des modèles d'analyse marxiste, tandis que d'autres (comme celui sur la nature de la révolution russe) contiennent une synthèse des conceptions stratégiques de Trotsky. En effet, avec Lénine, Trotsky dénonce dès son retour en Russie «le gouvernement provisoire impérialiste» et affirme «la nécessité de préparer la deuxième étape de la révolution». Son appel «à transférer tout le pouvoir aux soviets» et son exigence rappelée maintes fois que «la révolution russe est le prélude de la révolution mondiale» cadrent toutes ses interventions.

Nous allons publier l'ensemble de ces textes inédits (2) et largement méconnus dans deux numéros de *La Vérité* (cinq textes dans ce n° 95, cinq autres dans le n° 96).

La rédaction de *La Vérité*

(1) Lénine, *Œuvres*, édition russe, vol. XVII, page 96, et cité par Léon Trotsky, *The Stalin School of Falsification*, Pionniers ed., 1937, page 4.

(2) Les trois premiers articles («*La lutte pour le pouvoir*») sont parus dans le journal bolchevique *Vperiod* («*En avant !*») en juin-juillet 1917. Les autres ont été regroupés dans une brochure (*Et maintenant ?*) publiée à Petrograd, reprenant les articles parus dans *Proletarii* («*Le Prolétaire*»), quotidien bolchevique, en août-septembre 1917.

I. La lutte pour le pouvoir

La paix et la réaction (1)

Juin 1917

A la séance du 3 mars 1916 de la Douma, M. Milioukov (2) répondait en ces termes à une critique de la gauche : « *Je ne suis pas certain que le gouvernement soit en train de nous conduire à la défaite, mais ce dont je suis sûr, c'est qu'une révolution en Russie nous y conduirait indubitablement et que nos ennemis ont par conséquent toute raison de la souhaiter. Si on me disait qu'organiser la Russie pour la victoire équivaut à l'organiser pour la révolution, je répondrais : il vaut mieux, tant que dure la guerre, la laisser en l'état d'inorganisation où elle se trouve.* »

Cette citation est intéressante à deux points de vue. Non seulement elle prouve que, l'année précédente encore, M. Milioukov considérait que des intérêts pro-allemands étaient à l'œuvre dans toute révolution quelle qu'elle soit, et pas seulement chez les internationalistes, mais aussi qu'elle est l'expression caractéristique d'un sycophante libéral. La prédiction de M. Milioukov est très intéressante : « *Je sais qu'une révolution en Russie nous conduirait indubitablement à la défaite.* »

Pourquoi cette certitude ? En tant qu'historien, M. Milioukov doit savoir qu'il y a eu des révolutions qui ont mené à la victoire. Mais en tant qu'homme d'Etat impérialiste, M. Milioukov ne peut pas ne pas voir que l'idée de conquérir Constantinople, l'Arménie et la Galicie est incapable de susciter l'enthousiasme des masses révolutionnaires. M. Milioukov sentait et même savait que, dans sa guerre, la révolution ne pouvait amener la victoire.

Evidemment, lorsque la révolution a éclaté, M. Milioukov a tenté aussitôt de l'atteler au char de l'impérialisme allié. C'est pourquoi il fut accueilli avec ravissement par les tintements sonores et mé-

talliques de tous les coffres-forts de Londres, Paris et New York. Mais cette tentative se heurta à la résistance presque instinctive des ouvriers et des soldats. M. Milioukov a été chassé du gouvernement ; assurément, pour lui, la révolution ne fut pas synonyme de victoire (3).

Milioukov était parti, mais la guerre continuait. Un gouvernement de coalition fut formé, composé de démocrates petit-bourgeois et de représentants de la bourgeoisie qui avaient dissimulé jusque-là, pour un temps, leurs griffes impérialistes. Nulle part peut-être cette coalition n'a mieux révélé son caractère contre-révolutionnaire que dans le domaine de la politique internationale, c'est-à-dire avant tout de la guerre. La grande bourgeoisie a envoyé ses représentants au gouvernement pour y défendre l'idée d'« *une offensive sur le front et une fidélité inaltérable envers nos alliés* » (résolution du congrès du parti

(1) Recueil d'articles de Lénine et de Trotsky, *The Proletarian Revolution in Russia*, The Communist Press, New York, 1918, notes et chapitre supplémentaire de Louis C. Fraina (1852-1953). Retraduit de l'anglais par nos soins. Cet article figure aussi dans Léon Trotsky, *L'année 1917*, Petite collection Maspero, 1976.

(2) Milioukov, Pavel Nicolaievitch (1859-1943). Professeur d'histoire à l'université de Moscou. Fondateur et leader du parti cadet. Membre des troisième et quatrième Doumas. Ministre des Affaires étrangères de mars à mai 1917. Antibolchevique. Emigre à Paris. Inspira de nombreuses tentatives contre-révolutionnaires.

(3) Le 1^{er} mai, Milioukov, ministre des Affaires étrangères, entreprit dans une note aux gouvernements alliés d'honorer les engagements du régime tsariste en matière de politique étrangère. Cela provoqua des manifestations de protestation et des affrontements de rue. Il fut chassé du cabinet et remplacé par Tséréteïli, jusqu'alors ministre des Finances. Le 18 mai, un gouvernement de coalition fut formé, avec la participation des socialistes. Lvov restait Premier ministre, Kerenski devenait ministre de la Guerre.

cadet). Les démocrates petit-bourgeois, qui se baptisaient « socialistes », sont entrés au gouvernement pour, « sans s'isoler » de la grande bourgeoisie et de ses alliés impérialistes, terminer la guerre le plus vite possible et le moins mal possible pour tous les belligérants : sans annexions, sans indemnités ni tributs, et même avec la garantie de l'autodétermination nationale.

Les ministres capitalistes ont renoncé aux annexions, en attendant des jours plus favorables. En échange de cette concession purement verbale, ils ont obtenu de leurs collègues démocrates petit-bourgeois la promesse ferme de ne pas désertir le camp des Alliés, de renforcer l'armée et de la rendre capable de reprendre l'offensive. En renonçant (momentanément) à Constantinople, les impérialistes faisaient un sacrifice insignifiant dans la mesure où, après trois ans de guerre, la route vers Constantinople n'avait pas raccourci, mais rallongé. Mais les démocrates, en échange de cette renonciation toute platonique à une très hypothétique Constantinople par les libéraux, ont assumé tout l'héritage du gouvernement tsariste, reconnu tous les traités conclus par ce gouvernement et mis toute l'autorité et le prestige de la révolution au service de la discipline et de l'offensive. Cela impliquait tout d'abord, pour les « leaders » de la révolution, la renonciation à toute politique internationale indépendante, et cette conclusion parut toute naturelle au parti petit-bourgeois qui, dès qu'il fut dans la majorité, abandonna volontairement tout le pouvoir qu'il détenait. Ayant chargé le prince Lvov (4) de créer une administration révolutionnaire, M. Chingarev (5) de remettre sur pied les finances de la révolution, M. Konovalov (6) d'organiser l'industrie, la démocratie petite-bourgeoise ne pouvait que laisser le soin à MM. Ribot (7), Lloyd George (8) et Wilson (9) de défendre les intérêts de la Russie révolutionnaire.

Bien que la révolution, dans sa phase actuelle, n'ait pas changé le caractère de la guerre, elle n'en a pas moins exercé une profonde influence sur l'agent actif de la guerre, c'est-à-dire l'armée. Le soldat a commencé à se demander pourquoi il versait son sang, auquel il donne maintenant plus de prix que sous le tsarisme. Et immédiatement, la question des traités secrets s'est posée de façon impérative. Remettre

l'armée en état de se battre signifiait dans ces conditions briser la résistance démocratiquement révolutionnaire des soldats, mettre à nouveau en sommeil leur conscience éveillée depuis peu et, jusqu'à ce que le principe de la « révision » des anciens traités soit annoncé, placer l'armée révolutionnaire au service des buts de l'ancien régime. Cette tâche était trop lourde pour l'octobriste-bourbonien (10) Goutchkov (11), et elle l'a écrasé. Il ne fallait rien de moins qu'un « socialiste » pour la réaliser. Et on l'a trouvé en la personne du « plus populaire » des ministres, Kerenski (12).

En exploitant à fond sa popularité pour accélérer la préparation de l'offensive (sur tout le front impérialiste des Alliés), Ke-

(4) Lvov, Georges Evgenievitch (1861-1925). Prince russe et propriétaire foncier. Membre de la première Douma. Premier ministre du gouvernement provisoire de mars à juillet 1917. Emigre en 1918.

(5) Chingarev, Andréi Ivanovitch (1869-1918). Leader. Membre des deuxième, troisième et quatrième Douma. Ministre des Finances de mars à mai 1917, ministre de l'Agriculture de mai à juillet 1917, dans les cabinets de Lvov. Démissionne le 15 juillet 1917. Arrêté et emprisonné par les bolcheviks en novembre 1917. Tué par des fusiliers marins en 1918.

(6) Konovalov, Alexandre Ivanovitch (1875-1949). Magnat du textile. Membre de la quatrième Douma. Leader du « bloc progressiste ». Ministre du Commerce et de l'Industrie de mars à juin et d'octobre à novembre 1917. Arrêté au palais d'Hiver le 8 novembre. Emigré.

(7) Ribot, Alexandre (1842-1923). Républicain modéré français. Député à partir de 1878. Premier ministre de mars à septembre 1917.

(8) Lloyd George, David (1863-1945). Député libéral gallois depuis 1890. Chancelier de l'Echiquier de 1908 à 1915. Ministre de l'Armement en 1915-1916. Secrétaire d'Etat à la Guerre en 1916. Premier ministre de 1916 à 1922. Coauteur de Versailles et interventionniste antisoviétique.

(9) Wilson, Theodore Woodrow (1887-1924). Président des Etats-Unis de 1913 à 1921.

(10) Octobristes : parti monarchiste et pro-impérialiste qui soutenait le « Manifeste du tsar » d'octobre 1905, et dirigé par Goutchkov.

(11) Goutchkov, Alexandre Ivanovitch (1862-1936). Propriétaire foncier et industriel de Moscou. Fondateur du parti octobriste en 1905. Président de la troisième Douma d'Empire. Ministre de la Guerre et de la Marine dans le premier gouvernement provisoire, de mars à mai 1917. Démissionne le 31 mai, émigre à Berlin.

(12) Kerenski, Alexandre Fedorovitch (1881-1971). Social-révolutionnaire. Leader troudovique (travailliste) à la quatrième Douma d'Etat. Vice-président du soviet de Petrograd. De février à mai 1917, ministre de la Justice dans le gouvernement provisoire. De mai à septembre, ministre de la Guerre. De juillet à novembre, Premier ministre. Quitte Petrograd après la prise du pouvoir par les bolcheviks. Il vécut par la suite aux Etats-Unis.

renski devient naturellement le favori des classes possédantes. Non seulement le ministre des Affaires étrangères, Terechtchenko (13), approuve la haute estime dans laquelle nos Alliés tiennent les « efforts » de Kerenski, non seulement *Rietch* (14), qui critique si sévèrement les ministres de gauche, n'arrête pas de féliciter le ministre de l'Armée et de la Marine Kerenski, mais même Rodzianko (15) considère de son devoir de souligner « les nobles et patriotes tâches » dans lesquelles est engagé notre ministre de l'Armée et de la Marine Kerenski : « *Ce jeune homme* (pour citer Rodzianko, président octobriste de la Douma) *ressuscite chaque jour avec une vigueur redoublée, pour le plus grand bien de son pays et du travail constructif.* » Circonstance glorieuse qui n'empêche cependant pas Rodzianko d'espérer qu'une fois que le « travail constructif » de Kerenski aura atteint le niveau convenable, les efforts de Goutchkov pourront lui succéder.

Pendant ce temps, le ministère des Affaires étrangères de Terechtchenko s'efforce de persuader les Alliés de sacrifier leurs appétits impérialistes sur l'autel de la démocratie révolutionnaire. Il serait difficile d'imaginer entreprise plus infructueuse et, malgré son caractère tragique et humiliant, plus ridicule que celle-là ! Lorsque M. Terechtchenko, à la manière d'un éditeur de journal de province du genre démocratique, tente d'expliquer aux chefs endurcis du brigandage international que la révolution russe est vraiment « *un mouvement intellectuel puissant, exprimant la volonté du peuple russe dans sa lutte pour l'égalité (...)* », etc., quand, de plus, il « *ne doute pas* » qu'« *une union étroite entre la Russie et ses alliés* (les chefs endurcis du brigandage international) *assurera de la façon la plus complète possible un accord sur toutes les questions qui sont en jeu dans les principes proclamés par la révolution russe* », il est difficile de se débarrasser d'un sentiment de dégoût devant un tel mélange d'impuissance, d'hypocrisie et de stupidité.

Dans ce document de Terechtchenko, la bourgeoisie, semble-t-il, s'est réservé tous les passages décisifs : « *fidélité inaltérable à la cause des Alliés* », « *inviolabilité de la promesse de ne pas conclure une paix séparée* » et renvoi de la révision des buts de guerre à « *un moment favorable* », ce qui revient à demander au soldat russe,

jusqu'à ce qu'arrive ce « *moment favorable* », de verser son sang pour ces buts de guerre impérialiste qu'il semble précisément si peu opportun de publier, si peu opportun de réviser ! Tout l'horizon politique de Tséretelli (16), se révèle dans la fatuité complaisante avec laquelle il recommande à l'attention du congrès pan-russe ce document diplomatique qui contient, selon lui, « *des paroles claires et franches, dans le langage d'un gouvernement révolutionnaire, sur les buts de la révolution russe* ». On ne peut nier une chose : les appels lâches et impuissants adressés à Lloyd George et à Wilson sont rédigés dans les mêmes termes que ceux du comité exécutif des soviets aux Albert Thomas (17), Scheidemann (18) et Henderson (19). Dans les deux textes, il y a tout au long une identité de but et – qui

(13) Terechtchenko, Mikhaïl Ivanovitch (1888-1959). Financier et magnat du sucre. Ministre des Finances dans le premier gouvernement provisoire, de mars à mai 1917. Succède ensuite à Milioukov comme ministre des Affaires étrangères, de mai à novembre 1917. Premier ministre associé à Kerenski après le 18 septembre. Emigré.

(14) *Rietch* (« La parole ») est le nom de l'organe du parti des cadets.

(15) Rodzianko, Mikhaïl Vladimirovitch (1859-1924). Propriétaire foncier. Chambellan de Nicolas II. Octobriste, membre de la Douma, président de celle-ci de 1912 à 1917. Président de la commission provisoire de la Douma après la révolution de Février, il émigre après Octobre.

(16) Tseretelli, Iraklii Georjevitch (1882-1959). Menchevik géorgien. Leader de la fraction social-démocrate à la deuxième Douma. Exilé en Sibérie par le tsar, libéré par la révolution de Février. Membre du comité exécutif du soviet de Petrograd en 1917, ministre des Postes en mai 1917. Ministre de l'Intérieur en juillet-août 1917. Membre du gouvernement républicain de Géorgie. Membre du comité exécutif de la II^e Internationale, il émigre en 1919.

(17) Thomas, Albert (1878-1932). Socialiste français. Ministre de l'Armement pendant la guerre, il visite la Russie sous le gouvernement Kerenski au printemps 1917.

(18) Scheidemann, Philippe (1865-1937). Social-démocrate allemand de droite. Député au Reichstag de 1903 à 1918, puis de 1920 à 1933. En 1918, sous-secrétaire d'Etat dans le gouvernement du prince de Bade. En 1919, premier chancelier de la République allemande. Il démissionne en refusant de signer le traité de Versailles et émigre en 1933.

(19) Henderson, Arthur (1863-1935). Membre, puis secrétaire du Parti travailliste. Député à partir de 1903. Membre du gouvernement britannique sous Asquith et Lloyd George, et président de la conférence du désarmement pendant la Première Guerre mondiale. Il vient en Russie en 1917 pour la pousser à poursuivre la guerre.

sait ? – peut-être même une identité d'auteur (20).

On trouve une parfaite appréciation de ces toutes dernières notes diplomatiques du tandem Terechtchenko-Tseretelli dans un endroit à première vue inattendu : *L'Entente*, journal publié en français à Petrograd et organe précisément de ces Alliés auxquels Terechtchenko et Tchernov jurent une « indéfectible allégeance ». Nous l'admettons volontiers, la publication de cette note était attendue avec une certaine inquiétude. En fait, il n'est pas facile, comme l'admet cet organe officiel, de trouver une formule qui concilie les buts contradictoires des Alliés. En ce qui concerne la Russie, en particulier, la position du gouvernement provisoire était plutôt délicate et pleine de danger. D'un côté, il était obligé de tenir compte du point de vue du conseil des délégués ouvriers et soldats et, autant que possible, de représenter ce point de vue ; de l'autre, il lui fallait ménager les relations internationales et les puissances amies, auxquelles il était impossible d'imposer la décision du conseil. « *Et le gouvernement provisoire est sorti de cette épreuve pur et sans tache.* »

Dans le document qui est sous nos yeux, nous avons donc les principaux points du catéchisme révolutionnaire couchés, enregistrés et scellés par l'autorité du gouvernement provisoire. Rien d'essentiel ne manque. Tous les beaux rêves, tous les jolis mots du dictionnaire sont correctement utilisés. On y trouve l'égalité, la liberté et la justice dans les relations internationales. Donc, tout y est (21), au moins dans les termes. Le plus rouge des camarades ne peut y trouver à redire ; de ce côté-là, le gouvernement provisoire n'a rien à craindre...

« *Mais, et les Alliés ?* », demande *L'Entente*. « *S'ils étudient attentivement et la lisent entre les lignes (!), à la lumière de la bonne volonté et de l'amitié pour la jeune démocratie russe, les Alliés pourront trouver en divers points de la note (...) certains passages agréables de nature à raffermir leur confiance quelque peu vacillante. Ils savent bien que la position du gouvernement provisoire n'est pas des plus commodes et que ses efforts en prose ne doivent pas être pris trop à la lettre... La garantie fondamentale que le gouvernement donne aux Alliés consiste en ce que*

l'accord signé à Londres le 5 septembre 1914 (engagement à ne pas signer de paix séparée) ne doit pas être révisé. Cela nous satisfait complètement pour le moment. »

Et nous aussi. En fait, il serait difficile d'émettre un jugement plus méprisant sur la « prose » de Terechtchenko-Tseretelli que celui paru dans le très officiel *L'Entente*, qui tire son inspiration de l'ambassade de France. Cette appréciation, qui n'est en aucun cas inamicale pour Terechtchenko ou ceux qui sont derrière lui, porte un coup mortel aux « efforts constructifs » de Tseretelli, qui nous a si chaudement recommandé le « langage franc et ouvert » de ce document. « *Rien n'a été oublié, jure-t-il devant le congrès, il satisfera la conscience des plus rouges des camarades.* »

Mais ils se trompent, ces experts en prose diplomatique : ils ne satisfont personne. N'est-il pas significatif que les événements de la vie réelle répondent aux appels de Kerenski et aux remontrances et aux menaces de Tseretelli par un coup aussi terrible que la révolte des marins de la mer Noire (22) ? On nous avait dit que c'était là, chez les marins, qu'était la citadelle de Kerenski, le foyer du « patriotisme » qui

(20) Au début de la révolution, les modérés des soviets firent appel, par l'intermédiaire du comité exécutif, aux socialistes et au prolétariat des pays belligérants pour qu'ils rompent avec leurs gouvernements impérialistes ; mais peu à peu, cette politique révolutionnaire fut abandonnée et le comité exécutif participa à la honteuse réunion des social-patriotes de Stockholm, malgré les protestations des bolcheviks. Il suffit, pour marquer le caractère non révolutionnaire du comité exécutif, de dire qu'il collabora avec Scheidemann, Albert Thomas (France), Henderson (Angleterre) et autres social-patriotes. Le socialisme modéré agit comme le commis voyageur (*en français dans le texte – NdT*) de la diplomatie bourgeoise. Un des documents secrets publiés après l'arrivée au pouvoir des bolcheviks montre le véritable caractère de la conférence de Stockholm, avec laquelle, soit dit en passant, les socialistes indépendants d'Allemagne refusèrent de faire affaire : il s'agit d'un télégramme daté du 18 août, adressé par l'ambassadeur de Russie à Stockholm à Branting, l'un des organisateurs social-patriotes de la confédération (...). Le télégramme concluait en demandant le secret sur cette conversation, afin de ne pas compromettre Branting, car sinon on perdrait une source importante d'information ! Pas étonnant qu'elle ait été une misérable faillite (*Note de Luis C. Fraina, 1918*).

(21) En français dans le texte (*NdT*).

(22) A partir du 19 juin 1917 se produisent des révoltes dans la flotte de la mer Noire. L'amiral Koltchak fut renversé et, sous l'influence des bolcheviks, les marins élirent leurs responsables.

réclamait l'offensive. Les faits ont, une fois de plus, administré une correction impitoyable. En adoptant la position des anciens accords impérialistes en politique étrangère, en capitulant à l'intérieur devant les classes possédantes, il était impossible d'unir l'armée par une combinaison d'enthousiasme révolutionnaire et de discipline. Et le « gros bâton » de Kerenski s'est, heureusement, révélé beaucoup trop court.

Non, cette voie, à coup sûr, ne mène nulle part.

Vperiod, juin 1917

La farce du double pouvoir (1) 3 juin 1917

LES conditions de la guerre déforment et obscurcissent l'action des forces intérieures de la révolution. Mais son cours n'en restera pas moins déterminé par ces mêmes forces intérieures, c'est-à-dire les classes.

La révolution, qui montait depuis 1912, a vu, dans un premier temps, son élan brisé par la guerre, mais ensuite, grâce à l'intervention héroïque d'une armée exaspérée, elle s'est accélérée dans la combativité sans précédent. La capacité de résistance de l'ancien régime avait été définitivement minée par le déroulement de la guerre. Les partis politiques qui auraient pu jouer le rôle de médiateurs entre la monarchie et le peuple se trouvèrent tout à coup suspendus dans les airs en raison des formidables poussées venues d'en bas et furent obligés au dernier moment de faire le saut périlleux vers les rivages sûrs de la révolution. Cela conféra à la révolution, pour un temps, l'apparence extérieure d'une parfaite harmonie nationale. Pour la première fois dans toute son histoire, le libéralisme bourgeois se sentit « lié » aux masses – et c'est cela qui dut lui donner l'idée d'utiliser l'esprit révolutionnaire « universel » au service de la guerre.

Les conditions, les buts, les participants de la guerre ne changèrent pas. Goutchkov (2) et Milioukov (3), les membres les plus ouvertement pro-impérialistes de l'équipe politique de l'ancien régime, étaient maintenant les maîtres des destinées de la Russie révolutionnaire. Naturellement, la guerre, dont la nature restait fondamentalement la même que sous le tsarisme –

contre le même ennemi, avec les mêmes alliés, avec les mêmes engagements internationaux –, devait maintenant se transformer en une « guerre pour la révolution ». Pour les capitalistes, cela équivalait à mobiliser la révolution, avec toutes les forces et les passions qu'elle avait stimulées, au service de l'impérialisme. Les Milioukov consentirent magnanimement à qualifier le « chiffon rouge » d'emblème sacré – à condition que les masses laborieuses se montrent prêtes à mourir avec béatitude, sous ce chiffon rouge, pour Constantinople et les détroits.

Mais le pied fourchu impérialiste de Milioukov dépassait de façon trop voyante. Pour gagner les masses et canaliser leur énergie révolutionnaire vers une offensive sur le front extérieur, il fallait des méthodes plus élaborées et, par-dessus tout, on avait besoin de nouveaux partis politiques, dont les programmes n'aient pas encore été compromis et dont la réputation n'ait pas encore été ternie.

On les trouva. Dans les années de contre-révolution, en particulier lors du dernier boom industriel, le capital avait soumis et dompté intellectuellement plusieurs milliers de révolutionnaires de 1905, sans se soucier de leurs « notions » travaillistes ou

(1) Recueil d'articles de Lénine et de Trotsky, *The Proletarian Revolution in Russia*, The Communist Press, New York, 1918, notes et chapitre supplémentaire de Louis C. Fraïna (1852-1953). Retraduit de l'anglais par nos soins. Cet article figure aussi dans Léon Trotsky, *L'année 1917*, Petite collection Maspero, 1976.

(2) Cf. note 11, document 1, page 45.

(3) Cf. note 2, document 1, page 44.

marxistes. Et parmi les intellectuels « socialistes » apparurent d'assez nombreux groupes brûlant de prendre part à la répression des luttes sociales et à l'entraînement des masses vers les buts « patriotiques ». Main dans la main avec l'intelligentsia, mise en vedette à l'époque de la contre-révolution, venaient les faiseurs de compromis, qui avaient été définitivement effrayés par l'échec de la révolution de 1905, et, depuis lors, avaient cultivé un seul et unique talent : être agréable à tout le monde.

L'opposition de la bourgeoisie au tsarisme – sur une base impérialiste toutefois – avait, dès avant la révolution, fourni la base nécessaire à un rapprochement entre socialistes opportunistes et classes possédantes. A la Douma, Kerenski (4) et Tchkeïdzé (5) concurent leur politique comme annexe au bloc progressiste, et les Gvozdiev (6) et Bogdanov (7) « socialistes » participèrent avec les Goutchkov aux comités de l'industrie de guerre. Mais l'existence du tsarisme rendait très difficile la défense ouverte du patriotisme « gouvernemental ». La révolution balaya tous les obstacles de ce genre. La capitulation devant les partis capitalistes s'appela désormais « unité démocratique », la discipline de l'Etat bourgeois se transforma soudain en « discipline révolutionnaire » et, pour finir, la participation à une guerre de la révolution contre une défaite extérieure.

Cette intelligentsia nationaliste, qui avait été prédite, appelée et entraînée par le social-patriote Strouvé dans son journal *Vyekhi*, rencontra soudain un soutien inattendu et généreux dans la faiblesse des secteurs les plus arriérés du peuple, qui avaient été organisés de force pour constituer l'armée.

C'est uniquement parce que la révolution a éclaté au cours d'une guerre que les éléments petits-bourgeois de la ville et de la campagne ont pris automatiquement l'apparence d'une force organisée et commencé à exercer sur les membres du conseil des délégués ouvriers et soldats une influence dépassant de loin le pouvoir qu'auraient eu ces classes atomisées et arriérées en toute autre circonstance. L'intelligentsia menchevique-populiste a trouvé dans cette masse de provinciaux attardés, pour la plupart encore à peine éveillés politiquement, un soutien tout à fait naturel au

début. En amenant les classes petites-bourgeoises à un accord avec le libéralisme bourgeois, qui venait à nouveau de révéler en beauté son incapacité à guider les masses populaires de façon indépendante, l'intelligentsia menchevique-populiste s'acquittait, grâce à la pression des masses, une certaine influence, y compris dans les couches prolétariennes, momentanément reléguées au second plan par l'importance numérique de l'armée.

A première vue, on aurait pu croire que toutes les contradictions de classes avaient disparu, que toute la société avait été replâtrée avec des morceaux d'idéologie menchevique-populiste et que, grâce aux « efforts constructifs » de Kerenski, Tchkeïdzé et Dan (8), une trêve nationale entre les classes avait été conclue. D'où une surprise et une stupeur sans pareilles lorsque s'affirma à nouveau une politique prolétarienne indépendante ; d'où ce concert de lamentations furieuses et, pour tout dire, révoltantes, contre les révolutionnaires socialistes, destructeurs de l'harmonie universelle.

Les intellectuels petits-bourgeois, après avoir été hissés par le soviét des délégués ouvriers et soldats à des hauteurs pour lesquelles ils n'étaient absolument pas préparés, furent effrayés par-dessus tout par l'idée de responsabilité et remirent donc respectueusement leur pouvoir au ministè-

(4) Cf. note 12, document 1, page 45.

(5) Tchkeïdzé, Nicolas Semenovitch (1864-1926). Menchevick géorgien, il dirige la fraction social-démocrate dans les troisième et quatrième Doumas d'Empire. Centriste pendant la guerre. Membre du comité provisoire de la Douma, premier président du soviét de Petrograd de mars à la fin de l'été 1917. Il soutint la coalition. Président de l'Assemblée constituante de Géorgie en 1918, il émigre en 1921 et se suicide en 1926.

(6) Gvozdiev, K. A. (?). Ouvrier, menchevick. Adjoint du ministre du Travail dans l'un des gouvernements provisoires, il se rallia plus tard aux soviets.

(7) Bogdanov, B. O. (1884-1919). Liquidateur menchevick. Membre du comité des industries de guerre avec Gvozdiev, membre du comité exécutif du soviét de Petrograd, du bureau et du comité de défense. Représentant des soviets au comité de la Douma.

(8) Dan, Fedor Ilitch (Gurvitch) (1871-1947). Médecin. Emigre en 1891. Il est l'un des fondateurs de la social-démocratie russe. Membre de la Ligue pour l'émancipation et du groupe « Iskra ». Arrêté en Russie en 1902, exilé, il s'échappe en 1903. Actif dans les soviets en 1917, au présidium du soviét de Petrograd. Arrêté en 1921, expulsé d'Union soviétique en 1922, il meurt aux Etats-Unis.

re féodalo-capitaliste issu de la Douma du 3 juin. La terreur sacrée du petit-bourgeois devant le pouvoir d'Etat, très évidente dans le cas des populistes (travaillistes), était voilée, chez les mencheviks-patriotes, par des socialistes afin d'assumer le fardeau du pouvoir dans une révolution bourgeoise.

Ainsi naquit le « double pouvoir », qu'on pourrait plus justement qualifier de *double impuissance*. La bourgeoisie détenait l'autorité au nom de l'ordre et de la guerre jusqu'à la victoire ; mais, sans les soviets, elle ne pouvait gouverner ; ces derniers avaient avec le gouvernement des rapports de demi-confiance respectueuse, à laquelle se mêlait la peur que le prolétariat révolutionnaire, par un geste maladroit, ne renverse tout ce bel édifice.

La politique étrangère cyniquement provocatrice de Milioukov amena une crise. Conscient de l'étendue de la panique dans les rangs des leaders petits-bourgeois quand ils étaient confrontés aux problèmes du pouvoir, le parti bourgeois commença à utiliser en ce domaine le chantage pur et simple : en menaçant de faire la grève du gouvernement, c'est-à-dire de cesser de participer au pouvoir, il exigea que le soviets lui fournisse un certain nombre de potiches socialistes, dont la fonction dans le cabinet de coalition devait être de renforcer la confiance des masses dans le gouvernement et, de cette façon, de mettre fin au « double pouvoir ».

Devant l'ultimatum, les mencheviks-patriotes s'empressèrent de laisser tomber leurs derniers restes de préjugés marxistes contre la participation à un gouvernement bourgeois et entraînèrent avec eux les « leaders » travaillistes du soviets, qui, pour leur part, n'étaient embarrassés par aucune surcharge de principes ou de préjugés. Cela était particulièrement clair chez Tchernov (9), qui ne revint des conférences de Kienthal et de Zimmerwald (10), où il avait excommunié Vandervelde (11), Guesde (12) et Sembat (13), que pour entrer dans le ministère du prince Lvov (14) et de Chingariev (15). Bien sûr, les mencheviks-patriotes russes firent remarquer que le ministérialisme russe n'avait rien à voir avec le ministérialisme français ou belge, car il était le produit de circonstances très exceptionnelles, prévues par la résolution contre le ministérialisme du congrès d'Amsterdam (1904) (16). Pourtant, ils ne

faisaient que répéter comme des perroquets les arguments des ministérialistes français et belges, tout en continuant à invoquer constamment la « nature exceptionnelle des circonstances ». Kerenski, dont la théâtralité verbeuse cache néanmoins quelques traces de pertinence, classa quant à lui très correctement le ministérialisme russe dans la même catégorie que celui d'Europe occidentale et déclara dans son discours d'Helsingfors que c'était surtout grâce à lui, Kerenski, que les socialistes russes avaient en deux mois accompli un chemin que les socialistes d'Europe occidentale avaient mis dix ans à parcourir. Marx avait bien raison de dire que la révolution est la locomotive de l'histoire !

Le gouvernement de coalition était condamné par l'histoire avant même sa formation. S'il avait été constitué immédiatement après la chute du tsarisme, comme expression de l'« unité révolutionnaire de la nation », il aurait peut-être pu contenir, pour un temps, l'affrontement des forces de la révolution. Mais le premier gouvernement fut le ministère Goutchkov-Milioukov. Son existence ne dura que le

(9) Tchernov, Victor Mikhaïlovitch (1876-1952). Leader socialiste-révolutionnaire, il appartient au centre de Zimmerwald. En 1917, il devint sous Kerenski ministre de l'Agriculture dans la première coalition et démissionna après les journées de juillet. Président de l'Assemblée constituante en 1918. Plus tard, il devint contre-révolutionnaire.

(10) Du nom de deux villages suisses où se tinrent deux conférences internationales contre la guerre, du 5 au 8 septembre 1915 et du 24 au 30 avril 1916. Après la création de la III^e Internationale, l'union de Zimmerwald fut dissoute.

(11) Vandervelde, Emile (1866-1938). Socialiste belge, il entre au gouvernement pendant la guerre comme ministre de la Justice et y reste jusqu'en 1921. Il vint en Russie en 1917 pour obtenir des soldats qu'ils continuent la guerre.

(12) Guesde, Jules (1845-1922). Communard. Exilé en Suisse, où il publie *L'Egalité*. A ses débuts, il mène en tant que marxiste le combat contre le révisionnisme. Membre de l'aile gauche du Parti socialiste français, député de 1893 à 1921, chauvin pendant la guerre. Ministre sans portefeuille dans le cabinet Viviani, d'août à octobre 1915.

(13) Sembat, Marcel (1862-1922). Socialiste français, député à partir de 1893, ministre des Travaux publics de 1914 à 1916.

(14) Cf. note 4, document 1, page 45.

(15) Cf. note 5, document 1, page 45.

(16) Ce congrès de la II^e Internationale se tint en août 1904. Les social-démocrates allemands, avec Bebel à leur tête, réussirent à faire passer une résolution condamnant l'acceptation par les socialistes français de portefeuilles dans le gouvernement bourgeois.

temps de dévoiler l'inanité de l'« unité nationale » et d'éveiller la résistance révolutionnaire du prolétariat aux tentatives de la bourgeoisie pour prostituer la révolution aux intérêts impérialistes. Le gouvernement de coalition, qui apparaissait manifestement comme un pis-aller, ne pouvait dans ces conditions prévenir la catastrophe ; il était lui-même destiné à devenir la principale pomme de discorde, la principale source de conflit et de divergences dans les rangs de la « démocratie révolutionnaire ». Son existence politique – car nous ne parlerons pas de ses « activités » – n'est qu'une lente agonie, décevantement enveloppée dans des flots de paroles.

Pour lutter contre la faillite complète dans le domaine économique, en particulier dans celui du ravitaillement, la commission économique du comité exécutif des soviets élaborait un plan qui devait étendre la gestion étatique aux branches industrielles les plus importantes. Les membres de la commission économique diffèrent des leaders non pas tant par leurs tendances politiques que par une connaissance approfondie de la situation économique du pays. C'est justement pour cette raison qu'ils sont arrivés à des conclusions d'un caractère profondément révolutionnaire. La seule chose dont manque leur organisation, c'est de la force motrice d'une politique révolutionnaire. Le gouvernement, capitaliste dans sa majorité, ne pouvait évidemment pas donner naissance à un système diamétralement opposé aux intérêts égoïstes des classes possédantes. Si Skobelev (17), le ministre du Travail menchevique, ne le comprenait pas, cela fut en revanche très bien compris par le sérieux et efficace Konovalov (18), représentant du commerce et de l'industrie.

La démission de Konovalov (19) a porté un coup fatal au gouvernement de coalition. L'ensemble de la presse bourgeoise l'exprima nettement. On recommença alors à jouer sur la terreur panique des dirigeants du soviet : la bourgeoisie menaçait d'abandonner le pouvoir nouveau-né devant leur porte. Les « dirigeants » répondirent en faisant croire que rien de spécial ne s'était passé. Puisque le représentant sérieux du capital nous a quittés, invitons M. Bourishkine. Mais Bourishkine refusa avec obstination de participer à des opérations chirurgicales sur la propriété privée. Alors commença la quête d'un ministre du Commerce et de l'Industrie « indépen-

dant », un homme qui n'aurait derrière lui rien ni personne et qui pourrait servir de boîte aux lettres inoffensive pour les revendications contradictoires du travail et du capital. Pendant ce temps, les dépenses continuent sur leur lancée et l'activité gouvernementale consiste surtout à faire marcher la planche à billets, à imprimer des assignats.

Ayant pour collègues et aînés MM. Lvov et Chingariev, Tchernov n'a pas pu étaler, dans les questions agraires, ne serait-ce que le radicalisme verbal si caractéristique de ce représentant typique de la petite bourgeoisie. Pleinement conscient du rôle qui lui était assigné, Tchernov s'est présenté non pas comme le représentant de la révolution agraire, mais comme celui des statistiques agricoles ! Selon l'interprétation libérale bourgeoise, que les ministres ont également adoptée, les masses doivent suspendre le processus révolutionnaire et attendre passivement la convocation de l'Assemblée constituante, et, dès que les socialistes-révolutionnaires entrent dans le gouvernement des propriétaires fonciers et des industriels, les attaques des paysans contre le système agricole féodal sont stigmatisées comme de l'anarchie.

En politique internationale, l'effondrement des « plans de paix » annoncés par le gouvernement de coalition s'est produit de façon beaucoup plus rapide et catastrophique qu'on aurait pu s'y attendre. Alexandre Ribot (20), Premier ministre français, a non seulement rejeté catégoriquement et sans cérémonie le plan de paix russe, tout en réaffirmant solennellement l'absolue nécessité de poursuivre la guerre jusqu'à la « victoire totale », mais encore a refusé aux sociaux-patriotes français leurs passeports pour la conférence de Stockholm (21), qui

(17) Skobelev, Mikhail Ivanovitch (1885-1937). Menchevik, membre de la quatrième Douma. Vice-président du soviet de Petrograd et membre du comité exécutif, ministre de Travail dans le gouvernement provisoire de mai à septembre 1917. Il émigre peu après la révolution d'Octobre, rentre en Russie et rejoint le Parti communiste en 1922.

(18) Cf. note 6, document 1, page 45.

(19) Konovalov était ministre du Commerce dans le premier gouvernement de coalition. Il démissionna le 31 mai 1917.

(20) Cf. note 7, document 1, page 45.

(21) Conférence de Stockholm, ou 3^e conférence socialiste contre la Première Guerre mondiale (après les conférences de Zimmerwald - 1915, et Kienthal - 1916), qui se réunira finalement du 5 au 12 septembre 1917.

avait pourtant été préparée avec la collaboration des collègues et alliés de M. Ribot, les ministres socialistes russes. Le gouvernement italien, dont la politique de conquête coloniale s'est toujours distinguée par un cynisme inouï, par un « égoïsme sacré », répliqua à la formule de « paix sans annexions » par l'annexion séparée de l'Albanie (22). Notre gouvernement, ministres socialistes compris, a bloqué pendant deux semaines la publication de la réponse des Alliés, croyant évidemment à l'efficacité d'expédients aussi minables pour éviter la banqueroute de sa politique. En bref, le problème de la situation internationale de la Russie, le problème de savoir pour quelle cause le soldat russe devrait être prêt à se battre et à mourir, est toujours aussi aigu que le jour où le portefeuille des Affaires étrangères fut arraché à Milioukov.

Au ministère de l'Armée et de la Marine, qui continue à s'octroyer la part du lion dans les énergies et les ressources nationales, la politique du verbe et de la rhétorique règne sans partage. Mais les causes matérielles et psychologiques de l'état actuel de l'armée sont trop profondes pour être réglées par la prose et la poésie ministérielles. Le remplacement du général Alexeïev (23) par le général Broussilov (24) signifie sans aucun doute un changement pour ces deux officiers, mais aucun pour l'armée. La préparation du peuple et de l'armée à une « offensive », puis l'abandon soudain de ce slogan pour celui, moins précis, de « préparation à une offensive » montrent que le ministère de l'Armée et de la Marine est toujours aussi peu capable de conduire la nation à la victoire que le ministère de M. Terechtchenko (25) l'était de la conduire à la paix.

L'image de l'impuissance du gouvernement provisoire atteint son apogée avec l'activité du ministère des Affaires étrangères, qui, pour employer les termes des délégués les plus loyaux du soviet paysan, remplit « avec partialité » les bureaux des administrations locales de propriétaires féodaux. Les efforts de la partie active de la population qui arrive à obtenir des pouvoirs au niveau communal, par droit de conquête et sans attendre l'Assemblée constituante, sont aussitôt taxés, dans le jargon policier des Dan, d'« anarchie », et rencontrent l'opposition énergique du

gouvernement, qui, de par sa composition, est incapable de toute action énergique vraiment créatrice. Dans les tout derniers jours, cette politique banqueroutière a trouvé son expression la plus écœurante dans l'incident de Cronstadt (26). La campagne infâme et malhonnête de la presse bourgeoise contre Cronstadt, qui est pour elle le symbole de l'internationalisme révolutionnaire et de la méfiance envers le gouvernement de coalition — et donc de la politique indépendante des larges masses populaires —, non seulement gagne le gouvernement et les leaders du soviet, mais a aussi transformé Tséréteïli (27) et Skobelev (28) en chefs de file de la honteuse répression contre les marins, soldats et travailleurs de Cronstadt.

Au moment où l'internationalisme supplantait systématiquement le social-patriotisme dans les usines, les ateliers et parmi les soldats du front, les ministres socialistes, soumis envers leurs maîtres, se ris-

(22) L'Albanie était devenue un Etat indépendant à la suite de la défaite de la Turquie dans la première guerre des Balkans (traité de Londres, 30 mai 1913). L'Italie envahit l'Albanie en 1914.

(23) Alexeïev, Mikhaïl Vassiliévitch (1857-1918). Général tsariste, chef d'état-major sous Nicolas II, de 1915 à 1917. Commandant en chef de l'armée russe sous le gouvernement provisoire de 1917, renvoyé par Kerenski le 4 juin 1917 et fondateur de l'Armée des volontaires contre-révolutionnaires en 1918.

(24) Broussilov, Alexis Alexeïévitch (1853-1926). Général tsariste, il dirige l'invasion de la Galicie en 1915-1917. Commandant en chef sous le gouvernement provisoire en juin-juillet 1917, en remplacement d'Alexeïev, il dirige l'offensive de juillet. Remplacé par Kornilov, il rejoint l'Armée rouge en 1920 et prend sa retraite en 1924.

(25) Cf. note 13, document 1, page 46.

(26) Début juin, les marins de la Baltique et les masses de Cronstadt se soulevèrent contre le gouvernement provisoire ; l'épithète la plus utilisée contre eux dans la presse russe et étrangère fut celle d'« anarchistes ». Le soviet de Cronstadt avait, par 210 voix contre 40, désavoué le gouvernement provisoire, déclarant qu'il ne reconnaissait que l'autorité du soviet de Petrograd. Cet acte fut déformé en tentative de sécession. Les marins de la Baltique furent une force révolutionnaire active à toutes les étapes de la révolution — contre le tsarisme, contre le gouvernement provisoire et dans le renversement de Kerenski par les bolcheviks (*Note de Luis C. Fraina, 1918*).

(27) Cf. note 16, document 1, page 46.

(28) Skobelev, Mikhaïl Ivanovitch (1885-1937). Menchevik, membre de la quatrième Douma, vice-président du soviet de Petrograd et membre du comité exécutif. Ministre du Travail dans le gouvernement provisoire de mai à septembre 1917, il émigre peu après la révolution d'Octobre, puis rentre en Russie et rejoint le Parti communiste en 1922.

quaient au jeu hasardeux de détruire d'un seul coup l'avant-garde prolétarienne révolutionnaire et de préparer ainsi le « moment psychologique » pour l'ouverture de la session du congrès panrusse des soviets. Rallier la démocratie paysanne petite-bourgeoise sous le drapeau du libéralisme bourgeois, allié et prisonnier du capital anglo-français et américain, pour isoler politiquement et « discipliner » le prolétariat : telle est désormais la tâche principale à laquelle le bloc gouvernemental des mencheviks et des social-révolutionnaires consacre toutes ses énergies. Les menaces cyniques de répression sanglante et les provocations à la violence ouverte constituent un élément essentiel de cette politique.

L'agonie du gouvernement de coalition a commencé le jour même de sa naissance. Les révolutionnaires doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher cette agonie de se terminer dans les convulsions de la guerre civile. La seule façon d'y arriver n'est pas dans une politique de soumission et d'esquive, qui ne fait qu'aiguïser l'appétit de politiciens aux dents longues, mais bien plutôt dans une politique offensive sur toute la ligne. Nous ne les laisserons pas nous isoler : nous devons les isoler, eux. Nous devons répondre aux initiatives minables et méprisables du gouvernement de coalition en faisant comprendre même

aux secteurs les plus arriérés des masses laborieuses le sens de cette coalition qui parade publiquement sous le masque de la révolution. Aux méthodes des classes possédantes et de leur appendice mencheviks-social-révolutionnaires – sur le problème du ravitaillement, par exemple –, nous devons opposer les méthodes du prolétariat. C'est seulement de cette façon qu'on peut isoler le libéralisme et gagner au prolétariat révolutionnaire une influence décisive sur les masses urbaines et rurales. En même temps que la chute inévitable de l'actuel gouvernement se produira celle des leaders actuels du soviet des délégués ouvriers et soldats. L'actuelle minorité du soviet a maintenant la possibilité de préserver l'autorité du soviet en tant que représentant de la révolution et de lui assurer la poursuite de ses fonctions en tant que pouvoir central. Cela deviendra plus clair chaque jour. La période de « double impuissance », avec un gouvernement qui ne peut pas et un soviet qui n'ose pas, doit inévitablement culminer dans une crise d'une gravité sans précédent. Il est de notre devoir de tendre toutes nos énergies en prévision de cette crise, de façon que le problème du pouvoir soit abordé dans toutes ses implications.

Izvestia, 3 juin 1917

Vperiod, 8 juin 1917

Les journées de juillet (1)

Juillet 1917

LE sang a coulé dans les rues de Petrograd. Un chapitre tragique s'est ajouté à la révolution russe. Qui est responsable ? « *Les bolcheviks* », répond l'homme de la rue, répétant ce que lui disent ses journaux. L'ensemble de ces tragiques événements se résume, pour la bourgeoisie et les politiciens opportunistes, dans ces mots : arrêtez les meneurs et désarmez les masses. Et l'objectif est d'établir l'« ordre révolutionnaire ». Les social-révolutionnaires et les mencheviks, en arrêtant et en désarmant les bolcheviks, sont prêts à rétablir l'« ordre ». Il n'y a qu'un problème : quel ordre, et pour qui ?

La révolution a soulevé d'immenses espoirs dans les masses. Parmi celles de Petrograd, qui ont joué un rôle dirigeant dans la révolution, ces espoirs, ces attentes étaient entretenues avec une ferveur particulière. C'était la tâche du parti social-démocrate que de transformer ces espoirs et ces attentes en programme politique clairement défini, de façon à diriger l'im-

(1) Recueil d'articles de Lénine et de Trotsky, *The Proletarian Revolution in Russia*, The Communist Press, New York, 1918, notes et chapitre supplémentaire de Louis C. Fraina (1852-1953). Retraduit de l'anglais par nos soins. Cet article figure aussi dans Léon Trotsky, *L'année 1917*, Petite collection Maspero, 1976.

patience révolutionnaire des masses vers une action politique organisée. La révolution était confrontée au problème du pouvoir. Nous étions, comme les bolcheviks (2), partisans de la remise de tout le pouvoir au comité central des conseils de délégués ouvriers, soldats et paysans. Les classes supérieures, elles, et nous devons y inclure les social-révolutionnaires et les mencheviks, exhortaient les masses à soutenir le gouvernement Milioukov-Goutchkov (3). Jusqu'au dernier moment, c'est-à-dire jusqu'à la démission de ces personnages, les plus évidemment pro-impérialistes du premier gouvernement provisoire, les deux partis que nous avons mentionnés restèrent fermement solidaires du gouvernement provisoire sur toute la ligne. C'est seulement après le remaniement gouvernemental que les masses apprirent par leurs propres journaux qu'on ne leur avait pas dit toute la vérité, qu'on les avait trompées. On leur avait dit alors qu'elles devaient avoir confiance dans le nouveau gouvernement « de coalition ». La social-démocratie révolutionnaire prétendit que le nouveau gouvernement ne différerait pas fondamentalement de l'ancien, qu'il ne ferait aucune concession à la révolution et trahirait une fois de plus les espoirs des masses. Et c'est bien ce qui arriva. Après deux mois de faiblesse, de demande de confiance, d'exhortations verbeuses, le gouvernement ne fut plus capable de dissimuler sa position, qui consistait à embrouiller les problèmes : il devint évident que les masses, une fois de plus, avaient été trompées, et cette fois plus cruellement que jamais.

L'impatience et la méfiance de la majorité des ouvriers et soldats de Petrograd allaient croissant, non pas de jour en jour, mais d'heure en heure. Ces sentiments, alimentés par la guerre qui se prolongeait sans espoir pour tous ceux qui y participaient, par la désorganisation économique, par la préparation occulte de la paralysie des principaux secteurs de la production, trouvèrent leur expression politique immédiate dans le mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets !* ». La démission des cadets et la démonstration définitive de la faillite interne du gouvernement provisoire persuadèrent encore plus profondément les masses qu'elles avaient raison de s'opposer aux dirigeants officiels des soviets.

Les hésitations des social-révolutionnaires et des mencheviks ne firent que mettre de l'huile sur le feu. Les exigences, les persécutions, presque, envers la garnison de Petrograd, à laquelle on demandait de commencer une offensive, eurent le même effet. Une explosion devint inévitable.

Tous les partis, y compris les bolcheviks, ont tout fait pour empêcher les masses de manifester le 16 juillet ; mais les masses ont manifesté, et qui plus est, ont manifesté en armes. Tous les agitateurs, tous les représentants de district ont dit le soir du 16 que la manifestation du 17, tant que la question du pouvoir restait en suspens, aurait forcément lieu et qu'aucune mesure ne pourrait retenir le peuple. C'est la seule raison pour laquelle le Parti bolchevique et, avec lui, notre organisation ont décidé de ne pas rester à l'écart en se lavant les mains, mais de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour transformer le 17 juillet en une manifestation de masse pacifique. L'appel du 17 juillet n'avait pas d'autre signification. Il était bien sûr évident, étant donné l'intervention certaine de bandes contre-révolutionnaires, que des affrontements sanglants se produiraient. Il aurait été possible, il est vrai, de priver les masses de toute direction politique, de les décapiter politiquement pour ainsi dire et, en refusant de les diriger, de les abandonner à leur sort. Mais nous ne pouvions ni ne voulions, en tant que parti ouvrier, adopter cette tactique de Ponce Pilate (4) : nous avons décidé de nous joindre aux masses et de faire corps avec elles pour introduire dans leur agitation élémentaire le plus grand degré d'organisation possible étant donné les circonstances et réduire ainsi au minimum le nombre des victimes probables. Les faits sont bien connus. Le sang a coulé. Et maintenant, la presse « influente » de la bourgeoisie et d'autres journaux à son service essaient de nous faire porter l'entière responsabilité des conséquences – de la pauvreté, de l'épuisement, de la désaffection et de la rébellion des masses. Pour atteindre ce but, pour compléter ce travail de mobilisa-

(2) Trotsky était à l'époque membre de l'Organisation interrayons (Mezhrayontsi), qui fusionna avec les bolcheviks en juillet 1917 (NdT).

(3) Cf. notes 2 et 11, document 1, pages 44 et 45.

(4) Ne pas « s'en laver les mains », c'est-à-dire participer pleinement à l'organisation des masses en lutte.

tion contre-révolutionnaire, contre le parti du prolétariat, des racailles anonymes, semi-anonymes, ou déjà bien connues, se mettent à répandre des accusations de corruption : le sang a coulé à cause des bolcheviks, et les bolcheviks agissent sous les ordres de Guillaume II (5).

Nous connaissons aujourd'hui des jours d'épreuve. La fermeté des masses, leur sang-froid, la fidélité de leurs « amis », tout cela est soumis à un test. Nous aussi, nous sommes soumis à ce test, et nous en sortirons plus forts et plus unis que de toutes les épreuves précédentes. La vie est avec nous et lutte pour nous. Le nouveau remaniement gouvernemental, imposé par une situation inéluctable et par la misérable timidité des partis au pouvoir, ne changera rien et ne résoudra rien. Il faut un changement radical de tout le système. Il faut un pouvoir révolutionnaire.

La politique de Tséréteïli (6)-Kerenski (7) vise directement à désarmer et à affaiblir l'aile gauche de la révolution. Si, avec ces méthodes, ils réussissent à rétablir l'« ordre », ils seront les premiers – après nous, bien sûr – à tomber victimes de cet « ordre ». Mais ils n'y réussiront pas. La contradiction est trop profonde, les problèmes sont trop énormes pour pouvoir être résolus par de simples mesures policières. Après les jours d'épreuve viendront les jours de progrès et de victoire.

Vperiod, juillet 1917

(5) Frédéric Guillaume Victor Albert de Hohenzollen (1859-1941), empereur allemand sous le nom de Guillaume II de 1888 à 1918.

(6) Cf. note 16, document 1, page 46.

(7) Cf. note 12, document 1, page 45.

II. Et maintenant ?

Que s'est-il passé ? (1) 1917

PERSONNE ne peut expliquer de façon satisfaisante pourquoi il doit y avoir une conférence à Moscou. Mieux : tous ceux qui doivent y participer déclarent (sincèrement ou pas) qu'ils ignorent le but de leur invitation à Moscou. Et presque tous manifestent méfiance et mépris en parlant de la conférence. Mais malgré tout, ils y vont tous. Pourquoi ?

Si nous laissons de côté le prolétariat, qui occupe une position spécifique, les participants à la conférence de Moscou peuvent être divisés en trois groupes : les représentants des classes capitalistes, les organisations petites-bourgeoises et le gouvernement.

Les classes possédantes trouvent leur représentation la plus achevée dans le parti constitutionnel-démocrate, les cadets.

Derrière eux, il y a les grands propriétaires terriens, les organisations du capital commercial et industriel, les cliques financières, les universités ? Chacun de ces groupes a ses intérêts propres et ses perspectives politiques propres. Mais le danger commun, qui les menace tous, vient des masses de travailleurs, de paysans et de soldats, et ce danger entraîne toutes les classes capitalistes à former une seule et vaste union contre-révolutionnaire. Sans suspendre leurs intrigues monarchiques et leurs conspirations, les cercles de la cour,

(1) Recueil d'articles de Lénine et de Trotsky, *The Proletarian Revolution in Russia*, *The Communist Press*, New York, 1918, notes et chapitre supplémentaire de Louis C. Fraina (1852-1953). Retraduit de l'anglais par nos soins. Cet article figure aussi dans Léon Trotsky, *L'année 1917*, Petite collection Maspero, 1976.

de la bureaucratie et de l'état-major général considèrent cependant qu'il est absolument nécessaire en ce moment de soutenir les cadets. Et les libéraux bourgeois, tout en jetant des regards soupçonneux du côté de la clique monarchiste, accordent en ce moment une très grande valeur à son soutien contre la révolution. En ce sens, le parti cadet devient une sorte de représentant général de toutes les variétés d'intérêts de la grande et petite propriété. Toutes les exigences des classes possédantes, toutes les exactions des exploitateurs fusionnent aujourd'hui dans le cynisme capitaliste et l'insolence impérialiste de Milioukov (2). Sa politique est la suivante : rester à l'affût de tous les faux pas du régime révolutionnaire, de toutes ses fautes et de tous ses échecs, en profitant pour le moment de la « collaboration » des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, afin de les compromettre par cette collaboration et attendre son heure. Et, derrière Milioukov, c'est le tsariste Gourko (3) qui attend son heure à lui.

La pseudo-démocratie des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks s'appuie sur les masses paysannes, la petite bourgeoisie urbaine et les ouvriers les plus arriérés. A ce propos, il faut noter que, plus on avance, plus il devient clair que la force de l'association réside dans les socialistes-révolutionnaires et que les mencheviks sont la cinquième roue du carrosse. Sous la conduite de ces deux partis, les soviets d'ouvriers et de soldats, qui ont été portés à une hauteur extraordinaire par les convulsions cataclysmiques des masses, perdent rapidement leur importance et retombent dans l'oubli. Pourquoi ? Marx a souligné que, quand l'histoire administre un coup sévère sur le nez des philistins, ils ne cherchent jamais la cause de leur échec dans leur propre incapacité, mais découvrent invariablement la malveillance ou l'intrigue de quelqu'un d'autre.

C'est pourquoi Tséréteïli (4) s'empresse de voir dans le « complot » des 16-18 juillet la « paille » qui explique le lamentable échec de toute sa politique. Quand les Lieber (5), les Gotz (6) et les Voitinsky (7) S-R et mencheviks ont sauvé l'ordre face à l'« anarchie » (ordre qui, soit dit en passant, n'était pas menacé), ces messieurs ont cru fermement que, comme les oies qui sauvèrent le Capitole, ils méritaient

une récompense. Et quand ils se sont aperçus que le mépris de la bourgeoisie envers eux augmentait proportionnellement à leur zèle conciliateur envers le prolétariat, ils ont été stupéfiés. Tséréteïli, ce même Tséréteïli qui savait si bien jongler avec les lieux communs rebattus, s'est vu liquider comme un révolutionnaire par trop encombrant. C'était limpide : le régiment de mitrailleurs (8) avait « gâché » la révolution (en refusant d'obéir, sauf sous certaines conditions, à Kerenski [9] qui leur ordonnait d'aller au front et en participant aux événements des 16-17 juillet).

Et si Tséréteïli, avec son parti, s'est retrouvé dans les rangs de la contre-révolution, de Polovtsev (10) et des cadets militaires, pour les aider à désarmer les travailleurs dans l'intérêt de la contre-révolution, ce n'est pas la faute de Tséréteïli et de son jeu politique, mais celle du régiment de mitrailleurs égaré par les bolcheviks. Telle est la philosophie de l'histoire professée par les banquiers politiques des philistins !

(2) Cf. note 2, document 1, page 44.

(3) Gourko, Vassili Iossifovitch (1864-1937). Général tsariste qui combattit dans la guerre russo-japonaise et sous *Rennenkampf* pendant la Première Guerre mondiale, chef d'état-major en 1916-1917 et commandant le front de Roumanie en 1917. Monarchiste contre-révolutionnaire et leader des Cent-Noirs (voir note 11 – NDLR). Renvoyé par Kerenski en mai 1917, il émigre en Angleterre.

(4) Cf. note 16, document 1, page 46.

(5) Lieber, M. I. [Goldman] (1880-1937). Leader du Bund juif plusieurs fois exilé, il rejoignit les mencheviks et fut un proche collaborateur de Dan. Membre du comité central exécutif des soviets, il favorise la coalition antibolchevique. Fusillé en 1937.

(6) Gotz, Abraham Raphailovitch (1882-1937). Leader socialiste-révolutionnaire du soviet de Petrograd, il s'opposa à la révolution d'Octobre et combattit les soviets jusqu'en 1920. Condamné à mort en 1920, libéré, fut pris comme otage et fusillé en 1937.

(7) Voitinsky, Vladimir Savelevitch (1887-1960). Bolchevik, il rejoint les mencheviks après la conférence d'avril 1917. Commissaire militaire du gouvernement provisoire sur le front du Nord, après Octobre, membre du gouvernement menchevique de Géorgie. Emigré, professeur d'économie à la John Hopkins University (Etats-Unis).

(8) Le premier régiment de mitrailleurs, plus actif que le deuxième, avait soutenu la révolution dès le début et s'était installé à Vyborg, quartier ouvrier de Petrograd. Il fut à la tête des manifestations de juillet.

(9) Cf. note 12, document 1, page 45.

(10) Polovtsev, P. (?). Colonel, puis général. Gouverneur militaire de Petrograd sous le gouvernement provisoire, il écrase le soulèvement de juillet.

En réalité, les journées des 16, 17 et 18 juillet ont marqué un tournant dans le cours de la révolution en démontrant l'incapacité totale des partis dirigeants de la démocratie petite-bourgeoise à prendre en main le pouvoir. Après l'effondrement lamentable du gouvernement de coalition, il est devenu évident qu'il n'y avait pas d'autre solution que la prise du pouvoir par les soviets. Mais les mencheviks et les S-R ont hésité. Prendre le pouvoir, se sont-ils dit, signifierait rompre avec les banquiers et les diplomates : politique dangereuse. Et quand, malgré le sombre présage des 16-18 juillet, les leaders du soviet ont continué à courir après Efimov, les classes possédantes n'ont pu comprendre que les politiciens du soviet étaient à leur service tout comme un petit boutiquier est au service d'un banquier, c'est-à-dire chapeau bas. Et c'est ce qui a encouragé la contre-révolution.

Toute l'histoire antérieure de la révolution réside dans ce qu'on appelle le « double pouvoir ». Cette expression, qui vient des libéraux, est à vrai dire très superficielle. On n'a pas épuisé le problème quand on a dit qu'à côté du gouvernement il y avait le soviet, qui s'acquittait d'un nombre considérable de fonctions gouvernementales ; car les Dan et les Tséretelli ont fait tout leur possible pour supprimer, « sans douleur », cette division du pouvoir, en le remettant tout entier au gouvernement. La vérité, c'est que derrière le soviet et derrière le gouvernement il y avait deux systèmes différents, reposant sur des intérêts de classe différents.

Derrière le soviet, il y avait les organisations de travailleurs qui supplantaient dans chaque usine l'autocratie des capitalistes et établissaient dans l'industrie un régime républicain incompatible avec l'anarchie capitaliste, et exigeaient un contrôle d'Etat irrévocable sur la production. Pour défendre leurs droits de propriété, les capitalistes ont cherché du secours en haut, auprès du gouvernement, l'ont poussé avec une énergie toujours accrue contre les soviets et l'ont forcé à accepter la conclusion qu'il ne possédait pas d'appareil indépendant, c'est-à-dire pas d'instrument de répression contre les masses travailleuses. D'où les lamentations sur le « double pouvoir ».

Derrière le soviet, il y avait l'organisation électorale de l'armée et toute l'admini-

nistration de la démocratie des soldats. Le gouvernement provisoire, qui s'alignait sur Lloyd George, Ribot et Wilson, reconnaissait les anciennes obligations du tsarisme et pratiquait les anciennes méthodes de la diplomatie secrète, ne pouvait que se heurter à l'hostilité active du nouveau régime de l'armée. L'opposition venue d'en haut avait perdu presque tout son effet au moment où elle atteignait le soviet. D'où les plaintes sur le « double pouvoir », surtout de la part de l'état-major général.

Enfin, le soviet paysan lui aussi, malgré l'opportunisme lamentable et le chauvinisme grossier de ses leaders, était soumis à une pression accrue de la base, où la confiscation de la terre prenait une allure d'autant plus menaçante que le gouvernement s'y opposait plus fortement. On voit jusqu'à quel point ce dernier jouait le rôle de représentant du grand capital dans le fait que la dernière ordonnance policière de Tséretelli ne différait en rien des ordonnances du prince Lvov. Et, partout dans les provinces où les soviets et les comités de paysans tentaient d'instaurer un nouveau régime agraire, ils se trouvaient en conflit aigu avec l'autorité « révolutionnaire » du gouvernement provisoire, qui se transformait de plus en plus en chien de garde de la propriété privée.

La poursuite de la révolution rendait nécessaire le passage de tout le pouvoir aux mains du soviet et son utilisation dans l'intérêt des travailleurs contre les possédants. Et l'approfondissement de la lutte contre les classes capitalistes exige l'attribution du rôle dirigeant, dans les masses laborieuses, à leur fraction la plus résolue, c'est-à-dire au prolétariat industriel. Pour introduire le contrôle sur la production et la distribution, le prolétariat pourrait se réclamer de précédents très importants en Europe occidentale, notamment le prétendu socialisme de guerre en Allemagne. Mais comme, en Russie, ce travail d'organisation ne pourrait s'accomplir que sur la base d'une révolution agraire et sous la direction d'un pouvoir réellement révolutionnaire, et le contrôle sur la production et l'organisation progressive de ce pouvoir révolutionnaire prendraient forcément une direction hostile aux intérêts capitalistes. A un moment où les classes possédantes s'efforçaient, à travers le gouvernement provisoire, d'établir une république capita-

liste « forte », le passage de tout le pouvoir aux soviets, bien que n'étant absolument pas synonyme de « socialisme », aurait en tout cas brisé l'opposition de la bourgeoisie et, en liaison avec les forces productives existantes et la situation en Europe occidentale, aurait imposé une direction et une transformation de l'organisation économique qui seraient allées dans le sens des intérêts des masses laborieuses. Rejetant les chaînes du pouvoir capitaliste, la révolution serait devenue permanente, c'est-à-dire continue ; elle aurait utilisé son pouvoir non pas pour perpétuer la loi de l'exploitation capitaliste, mais, au contraire, pour la détruire. Ses réalisations ultimes dans ce domaine auraient dépendu des succès de la révolution prolétarienne en Europe. D'un autre côté, la révolution en Russie pourrait donner à la révolution en Europe occidentale un élan d'autant plus grand qu'elle mettrait plus de résolution et de courage à abattre l'opposition de sa propre bourgeoisie. Telle était, et reste, la seule et unique perspective réelle pour la poursuite de la révolution.

Mais, pour les idéologues philistins, cette perspective était « utopique ». Que voulaient-ils, eux ? Ils n'ont jamais été capables de le dire eux-mêmes. Tsérételli a abondamment parlé de « démocratie révolutionnaire », sans comprendre ce que cela signifie réellement. Les social-révolutionnaires ne sont pas les seuls à avoir pris l'habitude de naviguer dans les vagues de la phraséologie démocratique ; les mencheviks, eux aussi, ont abandonné leurs critères de classe dès que ceux-ci ont révélé trop clairement le caractère petit-bourgeois de leur politique. La règle de la « démocratie révolutionnaire » explique tout et justifie tout. Et quand les Cent-Noirs (11) mettent leurs mains sales dans les poches des bolcheviks, ils le font au nom d'une autorité qui n'est rien de moins que celle de la « démocratie révolutionnaire ». Mais n'anticipons pas.

En représentant, comme elle l'a fait, le pouvoir de la bourgeoisie, ou plutôt la neutralisation du pouvoir par la coalition, la démocratie S-R et menchevique a en effet décapité la révolution. D'un autre côté, en défendant les soviets comme son organe, la démocratie petite-bourgeoise a en fait empêché le gouvernement de créer

un appareil administratif quelconque dans les provinces.

Le gouvernement était non seulement impuissant à mal faire, mais les soviets, débordant de plans ambitieux, ne pouvaient en réaliser aucun, la république capitaliste, implantée d'en haut, et la démocratie ouvrière, formée par en bas, se paralysant mutuellement. Partout où elles se heurtaient, surgissaient d'innombrables querelles. Le ministre et les commissaires supprimaient l'organe d'autogouvernement révolutionnaire, les commandants fulminaient contre les comités de soldats, les soviets allaient et venaient entre les masses et le gouvernement. Les crises se succédaient, les ministres arrivaient et partaient. Plus les mesures d'autorité répressive devenaient inopérantes et incohérentes, plus le mécontentement des masses augmentait. Vue d'en haut, toute la vie devait avoir l'allure d'un torrent écumeux d'« anarchie ».

Il était évident que le timide dualisme de la « démocratie » petite-bourgeoise portait en lui-même sa faillite. Et plus les problèmes de la révolution s'approfondissaient, plus cette faillite devenait douloureusement évidente. L'Etat tout entier marchait sur la tête, ou plutôt sur ses deux ou trois têtes. Un geste inconsidéré de la part de Milioukov, Kerenski ou Tsérételli menaçait de renverser tout l'édifice. Et de jour en jour, l'alternative apparaissait plus inéluctable : ou le soviét doit assumer le pouvoir, ou le gouvernement capitaliste balayera le soviét. Il suffisait d'un choc extérieur pour détruire l'équilibre de l'organisation tout entière. Ce choc extérieur donné à un système déjà condamné de l'intérieur prit la forme des événements des 16-18 juillet.

L'« idylle » petite-bourgeoise, bâtie sur l'union « amicale » de deux systèmes qui s'excluent mutuellement, reçut le coup de grâce. Et Tsérételli put consigner dans ses mémoires que son plan pour le salut de la Russie avait été saboté par le régiment des tirailleurs.

Proletarii, n° 1, 13 août 1917

(11) Bandes semi-légales qui écumaient le pays depuis la révolution de 1905, appuyant la répression officielle par le terrorisme. Elles organisaient des pogroms et avaient à leur actif près de 50 000 victimes juives.

Éléments de bonapartisme ? (1)

15 août 1917

VOTRE petit commerçant est un homme à l'esprit posé ; il a par-dessus tout horreur de « prendre des risques ». Mais il a en même temps une imagination fertile : le tout petit commerçant rêve de devenir un Rothschild (2). Ce mélange de sobriété anémique et d'imagination vainement turbulente est l'essence même de la politique petite-bourgeoise. Il serait faux de penser, a écrit Marx, que les représentants de la petite bourgeoisie sont immanquablement des boutiquiers. Loin de là : par leur niveau mental, ils sont de loin supérieurs au pitoyable philistin. Pourtant, « *ce qui en fait les représentants de la petite bourgeoisie, c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit bourgeois ne dépasse pas lui-même dans sa vie, et que, par conséquent, ils sont théoriquement poussés aux mêmes problèmes et aux mêmes solutions auxquelles leur intérêt matériel et leur situation sociale poussent pratiquement les petits bourgeois* » (3).

Sancho Pança (4) est l'incarnation de la plus plate couardise. Pourtant, le romanesque ne lui est absolument pas étranger : sinon, il ne serait jamais devenu le compagnon de Don Quichotte. La couardise de la politique petite-bourgeoise trouve son expression la plus hardie en la personne de Dan (5). Tsérételli (6) représente l'association de cette couardise au romanesque ; Tsérételli a déclaré à Martov (7) : « *Seul un fou n'a peur de rien.* » La politique philistine bien intentionnée, elle, a peur de tout : peur d'exciter la colère de ses créanciers ; peur que les diplomates ne prennent le « pacifisme » au sérieux ; et surtout peur du pouvoir. Comme « un fou n'a peur de rien », la politique petite-bourgeoise juge opportun de se préserver de toute folie en jouant la couardise sur tous les fronts. Pourtant, ils n'abandonnent pas l'espoir de devenir des Rothschild : après avoir collé deux ou trois mots dans la note diplomatique de Terechtchenko (8), ils s'imaginent avoir fait avancer la paix ; ils espèrent faire passer dans l'esprit du prince Lvov (9) leur propre et très impartiale

médiation pour éviter la guerre civile. Mais le grand conciliateur petit-bourgeois décide de désarmer les travailleurs sans désarmer du tout Polovtsev (10) ou Kaleldine (11), c'est-à-dire la contre-révolution. Et quand toute cette politique s'effondre au premier coup sérieux, Tsérételli et Dan expliquent à tous ceux qui veulent bien les croire que l'échec de la révolution est dû non pas à l'incapacité de la petite bourgeoisie à prendre tout le pouvoir en main, mais à l'« insurrection » du régiment de mitrailleurs.

Au cours de longues années de controverses sur le caractère de la révolution russe, les mencheviks ont soutenu que les véritables porteurs du pouvoir révolutionnaire en Russie étaient les démocrates petits-bourgeois. Nous avons toujours souligné que la démocratie petite-bourgeoise est incapable de résoudre ce problème et que le seul pouvoir qui puisse mener la révolution à son but est le prolétariat, qui

(1) Recueil d'articles de Lénine et de Trotsky, *The Proletarian Revolution in Russia*, The Communist Press, New York, 1918, notes et chapitre supplémentaire de Louis C. Fraïna (1852-1953). Retraduit de l'anglais par nos soins. Cet article figure aussi dans Léon Trotsky, *L'année 1917*, Petite collection Maspero, 1976.

(2) Nom de famille d'une dynastie familiale dans plusieurs pays depuis le XVIII^e siècle dans les domaines de la banque et de la finance.

(3) Marx, *Le Dix-Huit Brumaire de Louis Bonaparte*.

(4) Sancho Pança est un personnage de roman, écuyer et compagnon d'aventures de Don Quichotte dans l'ouvrage de Miguel de Cervantes, *Don Quichotte*.

(5) Cf. note 8, document 2, page 49.

(6) Cf. note 16, document 1, page 46.

(7) Martov, L., dit I. O. Tserderbaum (1873-1923). L'un des fondateurs de la social-démocratie russe, au début proche collaborateur de Lénine, puis leader menchevique de gauche. Zimmerwaldien, il s'oppose aux bolcheviks pendant la révolution, puis émigre à Berlin en 1920. Membre de l'Internationale de Vienne.

(8) Cf. note 13, document 1, page 46.

(9) Cf. note 4, document 1, page 45.

(10) Cf. note 10, document 4, page 56.

(11) Kaleldine, Alexis Maximovitch (1861-1918). Général tsariste, commandant de la VIII^e armée, il est renvoyé en mai 1917. Elu ataman des cosaques du Don, il dirige les armées contre-révolutionnaires. Il se suicide en février 1918.

tire sa force des masses populaires. Aujourd'hui, l'histoire a voulu que les mencheviks apparaissent comme les représentants politiques de la démocratie petite-bourgeoise, pour qu'ils puissent faire la preuve, dans leur propre personne, de leur complète incapacité à assumer le rôle dirigeant dans la révolution.

Dans la *Rabotchaia Gazeta*, cet organe du « marxisme » contrefait, mutilé et mutilant, on essaie de nous coller l'étiquette d'« hommes du 16 juin » (12). Nous avons toutes les raisons d'affirmer que, dans le mouvement du 16 juillet, toutes nos sympathies allaient aux travailleurs et aux soldats, non aux cadets militaires, aux Polovtsev, aux Lieber (13) et aux « renifleurs » (14).

Nous ne mériterions que mépris s'il en était autrement. Mais que les banqueroutiers de la *Rabotchaia Gazeta* n'invoquent pas trop bruyamment le 16 juillet, car ce fut le jour de leur autodestruction politique. L'étiquette d'« hommes du 16 juillet », pour employer une métaphore très confuse, peut leur être retournée comme une arme à double tranchant, car le 16 juillet les cliques rapaces de la Russie tsariste ont accompli un *coup d'Etat* (15) ayant pour but de mettre tout l'autorité entre leurs mains. Le 16 juillet 1917, lors de la crise la plus grave de la révolution, les démocrates petit-bourgeois ont bruyamment affirmé qu'ils étaient incapables d'assumer le pouvoir. En tournant haineusement le dos aux travailleurs et aux soldats révolutionnaires, qui exigeaient d'eux l'accomplissement de leur devoir révolutionnaire le plus élémentaire, les « hommes du 16 juillet » ont conclu une alliance avec les « hommes du 16 juin » pour réprimer, désarmer et emprisonner les ouvriers et soldats socialistes. La trahison de la démocratie petite-bourgeoise, sa capitulation honteuse devant la bourgeoisie contre-révolutionnaire, c'est cela qui a empêché un changement de pouvoir, et ce n'est pas la première fois que cela se produit dans l'histoire de la révolution.

C'est dans ces circonstances qu'a été créé le dernier ministère, qu'on a baptisé « gouvernement de Kerenski » (16).

Sous le nom de « double pouvoir » se déroulait une lutte entre deux tendances de classe inconciliables : la république impérialiste et la démocratie des travailleurs. Tant que l'issue de cette lutte est demeu-

rée indécise, elle a paralysé la révolution et produit d'inévitables symptômes d'« anarchie ». Dirigé par des politiciens qui ont peur de tout, le soviétique n'a pas osé assumer le pouvoir. Les représentants de toutes les cliques possédantes, c'est-à-dire le parti cadet, ne *pouvaient pas* encore assumer le pouvoir. Il fallait un grand conciliateur, un médiateur, un arbitre impartial.

Déjà, à la mi-mai, à un meeting du soviétique de Petrograd, Kerenski avait été qualifié comme « le point mathématique du bonapartisme russe ». Cette caractérisation montre d'emblée que ce n'est pas Kerenski qui importe, mais plutôt sa fonction historique. Il pourrait paraître un peu superficiel de déclarer que Kerenski est de la même étoffe que le premier Bonaparte : le moins qu'on puisse dire est que ce n'est pas prouvé. Pourtant, sa popularité ne semble pas être un simple accident. Kerenski semble plus proche de la mentalité de tous les philistins panrusses. Défenseur des prisonniers politiques « social-révolutionnaires » à la tête des travaillistes, radical sans aucune liaison avec une quelconque école socialiste, Kerenski reflétait

(12) Le 16 juin 1907, le tsar décréta la dissolution de la Douma. Par la suite, les hommes de droite (cadets, octobristes, etc.) furent appelés « hommes du 16 juin ». Par coïncidence, le 16 juin 1917, les membres de la quatrième Douma se réunirent en conférence pour étudier la possibilité d'une nouvelle offensive et décidèrent d'en exiger une auprès du gouvernement provisoire. Lénine baptisa cette réunion « conférence des taureaux sauvages » (cf. son article du 22 juin 1917). Le 16 juillet 1917, les ouvriers et soldats manifestèrent aux cris de « *Tout le pouvoir aux soviets !* », et le jour même la droite prit la décision de désarmer les travailleurs et les soldats révolutionnaires, décision qui fut aussitôt appliquée.

(13) Cf. note 5, document 4, page 56.

(14) Les « renifleurs » étaient une organisation secrète créée par le gouvernement militaire de Petrograd du colonel Polovtsev, avec la collaboration de V. Bourtssev et G. Alexinsky, auparavant actifs dans le mouvement contre le tsarisme, mais passés dans les rangs des modérés contre-révolutionnaires au cours de la révolution elle-même. Le but des « renifleurs » était l'écrasement des bolcheviks (*Note de L. C. Fraina, 1918*).

(15) En français dans le texte (*Ndt*).

(16) Le 15 juillet 1917, les cadets démissionnèrent du gouvernement provisoire à la suite de l'affaire de l'Ukraine. Kerenski remania son cabinet et, le 4 août, devint Premier ministre. Tsérételli, ministre de l'Intérieur, fut l'auteur de la honteuse ordonnance de police en vertu de laquelle furent lancés des mandats d'arrêt contre Lénine, Trotsky et autres, et c'est lui qui baptisa la nouvelle coalition « *gouvernement de salut* » ! Il fut proclamé comme tel le 22 juillet. Mais la nouvelle coalition ne dura que quinze jours.

le plus complètement possible la première phase de la révolution, son imprécision « nationale », l'idéalisme séduisant de ses espoirs et de ses attentes. Il parlait de terre et de liberté, d'ordre, de paix entre les nations, de défense de la patrie, de l'héroïsme de Liebknecht (17), disait que la révolution russe étonnerait le monde par sa grandeur d'âme, le tout en agitant un mouchoir de soie rouge. Le philistin à demi éveillé s'extasiait à ces discours : il lui semblait être lui-même à la tribune. L'armée saluait en Kerenski celui qui l'avait délivrée de Goutchkov (18). Les paysans entendaient dire que c'était un travailliste, un délégué des moujiks. L'extrême modération de ses vues, sous le radicalisme confus de son expression, suffisait pour duper les libéraux. Seuls les travailleurs les plus éclairés gardaient leurs distances. Mais leurs soviets se dissolvaient en une « démocratie révolutionnaire ».

Son absence de tout bagage doctrinal encombrant permit à Kerenski d'être le premier des « socialistes » à entrer dans le gouvernement bourgeois. Il fut le premier à qualifier d'« anarchie » les exigences sociales de plus en plus insistantes des masses : déjà, en mai, il avait menacé les Finnois des représailles les plus sévères et prononcé la phrase pompeuse sur les « esclaves mutins » qui mit du baume au cœur de tous les propriétaires lésés. En ce sens, sa popularité impliquait rapidement un véritable fouillis de contradictions, reflétant ainsi parfaitement l'imprécision de la première étape de la révolution et l'impasse totale de la seconde. Et quand l'histoire dut remplir le poste d'arbitre devenu vacant, elle ne trouva pas homme plus approprié que Kerenski.

La « séance de nuit historique » du palais d'Hiver (19) ne fut qu'une répétition de l'humiliation politique que la démocratie « révolutionnaire » s'était préparée à la conférence de Moscou. Dans ces transactions, les cadets avaient en main tous les atouts ; la démocratie S-R et menchevique, qui obtenait des succès dans toutes les élections démocratiques sans exception, et qui avait une peur mortelle de ces succès, demanda humblement aux libéraux privilégiés leur collaboration au gouvernement !

Comme les cadets n'avaient pas craint le 16 juillet d'imposer le pouvoir aux so-

viets, et comme, d'un côté, les libéraux n'avaient pas peur d'assumer entièrement le pouvoir, il est clair qu'ils étaient les maîtres de la situation.

Si Kerenski était le dernier mot de l'hégémonie impuissante du soviét, il lui devenait nécessaire d'apparaître comme le premier mot de l'affranchissement de cette hégémonie. Pour le moment, nous prendrons Kerenski, mais seulement à la condition que vous coupiez le cordon ombilical qui le rattache au soviét : tel fut l'ultimatum de la bourgeoisie.

« *Malheureusement, le débat au palais d'Hiver n'a été que du bavardage, et du bavardage inintéressant par-dessus le marché* », s'est lamenté Dan dans son rapport au soviét.

Il est difficile d'apprécier pleinement la profondeur de ces plaintes émises par le parlementarisme de la démocratie « révolutionnaire », qui a quitté le palais de Tauride (20) dans la soirée encore détentrice du pouvoir, et qui est revenue le lendemain matin les mains vides. Les leaders des S-R et des mencheviks ont déposé respectueusement leur part de pouvoir aux pieds de Kerenski. Les cadets ont accepté ce cadeau de bonne grâce : ils considéraient de toute façon Kerenski non comme un grand arbitre impartial, mais comme un simple agent intermédiaire. Prendre tout le pouvoir immédiatement aurait été trop dangereux, à cause de l'inévitable résis-

(17) Liebknecht, Karl (1871-1919). Social-démocrate allemand de gauche, membre du Reichstag allemand et du Landtag prussien. Antimilitariste, il fut le premier à s'opposer aux crédits de guerre au Reichstag en 1914. Incorporé pendant la guerre, emprisonné pour activité anti-guerre de mai 1916 à octobre 1918. Leader du Groupe international et de la Ligue Spartacus, et l'un des chefs du soulèvement de Berlin en 1919, il est assassiné par les soldats contre-révolutionnaires le 15 janvier 1919, avec Rosa Luxemburg.

(18) Cf. note 11, document 1, page 45.

(19) Le siège du gouvernement provisoire fut transféré du palais Marinsky au palais d'Hiver le 31 juillet, et c'est là que se tint la « séance de nuit historique »... historique pour la seule raison que le nouveau gouvernement de coalition ne vécut que quinze jours !

(20) Construit par Potemkine sous le règne de Catherine II, il était situé entre les casernes et le quartier ouvrier. La Douma occupait l'aile droite. Quand les soviets se constituèrent, ils occupèrent l'aile gauche. En juillet 1917, ils furent transférés à Smolny, un institut destiné aux jeunes filles de la noblesse.

tance révolutionnaire des masses. Il valait beaucoup mieux confier à Kerenski, jusqu'à présent « indépendant », avec la collaboration des Avksentiev (21), des Savinkov (22) et autres S-R modérés, la tâche d'ouvrir la voie à un gouvernement purement bourgeois, à l'aide d'un système de répression plus féroce.

Le nouveau ministère de coalition – le « gouvernement Kerenski » – était formé. A première vue, il ne différait en rien de l'autre gouvernement de coalition, qui s'était effondré si indignement le 16 juillet. Chingariév (23) partait, Kolochkine (24) arrivait ; Tsérételli sortait, Avskentiev entrait. Toutes les pertes dans le personnel ne faisaient que souligner le fait que les deux camps considéraient le cabinet comme un simple marchepied. Mais beaucoup plus important était le changement radical dans la signification des deux groupes. Auparavant (du moins « en théorie »), les ministres socialistes avaient été considérés comme les représentants des soviets, contrôlés par eux ; les ministres bourgeois faisaient office d'écran entre les Alliés et les capitalistes. Mais maintenant, les ministres bourgeois entrent, en tant que groupe secondaire, dans le personnel du bloc ouvertement contre-révolutionnaire des classes possédantes (parti cadet, dirigeants du commerce et de l'industrie, ligue des propriétaires, comité provisoire de la Douma [25], cercle cosaque, état-major général, diplomatie alliée), et les ministres « socialistes » font office d'écran contre les masses populaires. Face au silence du comité exécutif des soviets, Kerenski réussit à se faire applaudir en promettant de ne pas tolérer la restauration de la monarchie... Tant les exigences des démocrates philistins étaient tombées bas ! Avskentiev exhorta tout le monde aux « sacrifices » et se répandit en radotage moitié kantien, moitié évangélique (sa grande spécialité) ; et, comme il convient à un idéaliste au pouvoir, dans cet impératif catégorique, il amenait continuellement les cosaques et les militaires cadets. Surpris, les délégués paysans promenaient partout des regards étonnés, en se disant que, avant qu'ils aient une chance de confisquer la terre aux propriétaires, quelque chose était en train de confisquer leur influence sur le pouvoir.

Les états-majors contre-révolutionnaires supplantaient partout les comités de sol-

dat et les utilisaient en même temps largement pour les repréailles contre les masses : ils sapaient ainsi l'autorité des organisations de soldats et préparaient leur chute. La contre-révolution bourgeoise dispose à cette même fin de ses ministres « socialistes », mais ces derniers entraînent avec eux dans leur chute vertigineuse les soviets dont ils sont maintenant indépendants, mais qui sont, quant à eux, encore dépendants des ministres, comme auparavant. Ayant renoncé au pouvoir, les organisations démocratiques auraient dû liquider aussi leur autorité. C'est ainsi que tous sont prêts pour l'arrivée de Milioukov (26). Et derrière lui, le général Gourko (27) attend son heure.

La conférence de Moscou tire toute son importance de cette tendance générale du mouvement politique dans les hautes sphères.

Ces derniers jours, l'attitude des cadets à l'égard de cette réunion était non seulement le manque d'enthousiasme, mais encore une totale défiance. L'hostilité mal

(21) Avksentiev, Diitrievitch Nicolai (1878-1943). Vieux dirigeant de l'aile gauche des socialistes-révolutionnaires, membre du comité exécutif du soviet en 1905. Social-chauvin pendant la guerre, ministre de l'Intérieur sous Kerenski d'août à septembre 1917. Président du soviet panrusse des délégués paysans, de la conférence démocratique et du pré-Parlement. Membre du directoire d'Ufa, expulsé de Sibérie par les blancs, il émigre en 1919.

(22) Savinkov, Boris Victorovitch (V. Ropchine) (1879-1925). Ecrivain et révolutionnaire, membre de l'Organisation de combat socialiste-révolutionnaire, il est impliqué dans l'assassinat du comte Plehve et du grand duc Serge. Volontaire dans l'armée française pendant la guerre, ministre adjoint de Kerenski à la Guerre, antibolchevique de 1918 à 1921, il est condamné à dix ans de prison. Il se suicide en 1925.

(23) Cf. note 5, document 1, page 45.

(24) Kolochkine, Fedor Fedorovitch (187?-1918). Cadet, professeur de droit constitutionnel à l'université de Moscou. Ministre sous Kerenski d'août à septembre 1917, il est arrêté et emprisonné par les bolcheviks en novembre 1917, puis exécuté par les marins.

(25) La quatrième Douma, élue en 1912, fut dissoute par le tsar le 12 mars 1917, au lendemain de la constitution du soviet de Petrograd. Elle refusa de se dissoudre et élit la nuit même un comité provisoire dirigé par Rodzianko. Le comité provisoire, à son tour, força le tsar à abdiquer. La Douma continua à exister jusqu'à sa dissolution par le gouvernement provisoire après la révolte de Kornilov. (Il y avait cinq bolcheviks dans la quatrième Douma, mais ils avaient été exilés en 1915 à cause de leur opposition à la guerre.)

(26) Cf. note 2, document 1, page 44.

(27) Cf. note 3, document 4, page 56.

dissimulée envers le pèlerinage de Moscou caractérisait aussi le *Dielo Naroda*, organe du parti représenté au gouvernement par les Kerenski, Avskentiev, Savinkov, Tchernov (28) et Lebediev (29). « *S'il faut y aller, nous irons* », a écrit la *Rabotchaia Gazeta* avec un soupir, comme un perroquet qu'un chat tirerait par la queue. Les discours des Riaboutchinski (30), des Alexeiev (31), des Kaledine, etc., et de la « bande de charlatans au pouvoir » n'indiquaient pas le moins du monde la disposition à faire le sacrifice d'une accolade avec Avskentiev. Et finalement le gouvernement, à ce que disent les journaux, n'attachait pas une importance décisive à la conférence de Moscou. Alors, *quid prodest* (32) ? Dans l'intérêt de qui, et dans quel but a été convoquée cette conférence ?

Il est clair comme le jour qu'elle est directement dirigée contre les soviets. Ceux-ci ne vont pas à la conférence : on les y traîne au bout d'une corde. Les classes contre-révolutionnaires ont besoin de la réunion pour les aider à liquider définitivement les soviets. Alors, pourquoi les organes responsables de la bourgeoisie ont-ils une attitude si réservée à l'égard de la conférence ? Parce qu'il faut avant tout établir la position « au-dessus des classes » de l'arbitre suprême et impartial. Milioukov a peur que Kerenski ne quitte la conférence avec des positions trop solidement établies, ce qui aurait pour conséquence de prolonger trop désagréablement le congé politique de Milioukov. C'est ainsi que chaque patriote défend la patrie à sa manière.

La nuit « historique » du palais d'Hiver a vu la naissance du régime de Kerenski, disons du bonapartisme débutant. Mais la conférence de Moscou, par ses participants et dans ses buts, est pour ainsi dire la reproduction en plein jour de cette nuit historique. Tséréteïli est une fois de plus condamné à expliquer à toute la Russie que le passage du pouvoir aux mains de la démocratie révolutionnaire ferait le malheur et la ruine de la révolution. Après cet aveu solennel de leur propre faillite, les représentants de la démocratie révolutionnaire auront le privilège d'entendre un terrible réquisitoire dirigé contre eux, qui aura été préparé par Rodzianko (33), Riaboutchinski, Milioukov, le général Alexeïev et autres « forces vives » du

pays. Notre clique impérialiste, à laquelle le gouvernement accordera la place d'honneur dans la conférence de Moscou, viendra avec le mot d'ordre : « *Tout le pouvoir pour nous !* » Les leaders du soviet se trouveront face à face avec les appétits rapaces des classes de ces mêmes travailleurs et soldats que Tséréteïli a désarmés avec le mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets !* ». En sa qualité de président, Kerenski ne pourra tout simplement qu'enregistrer l'existence réelle d'un « désaccord » et appeler l'attention des « parties intéressées » sur le fait qu'elles ne peuvent se passer d'un arbitre impartial. *Quod erat demonstrandum* (34).

« *Si j'étais membre du comité central exécutif*, a avoué le menchevik Bogdanov (35) à une réunion du comité exécutif du soviet, *je n'aurais pas convoqué cette réunion, car le gouvernement n'atteindra pas avec elle le but qu'il vise, c'est-à-dire le renforcement et l'élargissement de sa base.* » Il faut bien admettre que ces adeptes de la Realpolitik ne savent vraiment pas ce qui se prépare avec leur active collaboration. Après la

(28) Tchernov, Victor Mikhailovitch (1876-1952). Leader socialiste-révolutionnaire, il appartient au centre de Zimmerwald. En 1917, il devient sous Kerenski ministre de l'Agriculture dans la première coalition, démissionne après les journées de juillet. Président de l'Assemblée constituante en 1918, il devient plus tard contre-révolutionnaire.

(29) Lebediev, V. I. (1883-1956). Socialiste-révolutionnaire, ministre adjoint de Kerenski aux Affaires militaires et navales dans la coalition de juillet. Député à l'Assemblée constituante, il rallie en été 1918 l'Armée des volontaires contre-révolutionnaire qui soutient le comité de l'Assemblée constituante sur la Volga.

(30) Riaboutchinsky Dimitri (1882-1962). Fondateur à Kontchnou, près de Moscou, du premier institut aérodynamique d'Europe en 1904.

(31) Alexeïev, Mikhaïl Vassiliévitch (1857-1918). Général tsariste, chef d'état-major sous Nicolas II de 1915 à 1917, commandant en chef de l'armée russe sous le gouvernement provisoire de 1917. Renvoyé par Kerenski le 4 juin 1917. Fondateur de l'Armée des volontaires contre-révolutionnaire en 1918.

(32) « A qui cela profite-t-il ? »

(33) Rodzianko, Mikhaïl Vladimirovitch (1859-1924). Propriétaire foncier chambellan de Nicolas II. Octobriste, membre de la Douma, il préside celle-ci de 1912 à 1917. Président de la commission provisoire de la Douma après la révolution de Février, il émigre après Octobre.

(34) « Ce qu'il fallait démontrer. »

(35) Bogdanov, B. O. (1884-1919). Liquidateur menchevik, membre du comité des industries de guerre avec Gvozdiev. Membre du comité exécutif du soviet de Petrograd, du bureau et du comité de défense, il représente les soviets au comité de la Douma.

désintégration de la coalition du 16 juillet, le refus du soviét d'assumer le pouvoir a exclu la possibilité de création d'un gouvernement sur une base large. Le gouvernement Kerenski, qui n'exerce aucun contrôle, est par sa nature même un gouvernement sans base sociale. Il a été construit consciemment entre deux bases possibles : les masses laborieuses et les classes impérialistes. C'est là ce qui fait son bonapartisme. La conférence de Moscou a pour but, après la mise à l'écart des partis démocratiques et des partis des privilégiés, de perpétuer la dictature personnelle qui, par un aventurisme irresponsable, sapera toutes les réalisations de la révolution.

Pour atteindre ce but, il est nécessaire d'avoir une opposition à gauche aussi bien qu'une opposition à droite. Tout ce qui importe, c'est qu'elles s'équilibrent à peu près et que la situation sociale maintienne cet équilibre. Mais c'est justement là ce qui manque.

L'ancien tsarisme s'était construit au cours d'une lutte entre classes au sein d'une société libre, mais sous toutes les factions en lutte et leur tsar il y avait une infrastructure stable de travailleurs. Le nouveau tsarisme cherche le soutien nécessaire à son existence dans l'inertie et la passivité de la paysannerie, le principal instrument du bonapartisme consistant en

une armée disciplinée. Mais, dans notre pays, aucune de ces conditions n'est encore réalisée. Notre société est traversée de part en part d'antagonismes ouverts, qui ont été portés à la plus extrême intensité. La lutte entre les travailleurs et les capitalistes, entre les paysans et les propriétaires terriens, entre les soldats et l'état-major, entre les nationalités opprimées et le pouvoir central ne donne à celui-ci aucun élément de stabilité, à moins que le gouvernement ne se décide résolument à lier son sort à l'une des forces en lutte. Jusqu'à l'achèvement de la révolution agraire, les tentatives de dictature « au-dessus des classes » ne peuvent être qu'éphémères.

Milioukov, Rodzianko et Riabouchinski veulent que le pouvoir aboutisse entre leurs mains, c'est-à-dire se transforme en dictature contre-révolutionnaire des exploités sur les travailleurs, paysans et soldats révolutionnaires. Kerenski veut faire peur à la démocratie à l'aide de la contre-révolution et faire peur à la contre-révolution à l'aide de la démocratie, puis assurer la dictature du pouvoir personnel, dont les masses ne retireront rien de bon. Mais il compte sans son hôte. Les masses révolutionnaires n'ont pas encore dit leur dernier mot.

Proletarii, n° 2, 15 août 1917



Léon Trotsky en 1917

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue trimestrielle publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

